

# Rapport de gestion

## États financiers consolidés

# EF2020

/ LE 4 JUIN 2020

*Saputo*

## TABLE DES MATIÈRES

<b>RAPPORT DE GESTION</b>	<b>3</b>
<b>MESURES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS</b>	<b>3</b>
<b>MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS</b>	<b>4</b>
<b>PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES</b>	<b>5</b>
<b>INFORMATION FINANCIÈRE</b>	<b>6</b>
<b>FAITS SAILLANTS</b>	<b>8</b>
<b>FAITS RÉCENTS LIÉS À LA COVID-19 ET PERSPECTIVES</b>	<b>9</b>
<b>INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE PAR SECTEUR</b>	<b>15</b>
<b>SECTEUR CANADA</b>	<b>17</b>
<b>SECTEUR USA</b>	<b>19</b>
<b>SECTEUR INTERNATIONAL</b>	<b>22</b>
<b>SECTEUR EUROPE</b>	<b>24</b>
<b>TRÉSORERIE, RESSOURCES FINANCIÈRES ET CAPITAL</b>	<b>25</b>
<b>OBLIGATIONS CONTRACTUELLES</b>	<b>28</b>
<b>SITUATION FINANCIÈRE</b>	<b>29</b>
<b>GARANTIES</b>	<b>29</b>
<b>TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES</b>	<b>29</b>
<b>ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES</b>	<b>30</b>
<b>CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES</b>	<b>32</b>
<b>RISQUES ET INCERTITUDES</b>	<b>32</b>
<b>CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION</b>	<b>37</b>
<b>CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE</b>	<b>37</b>
<b>ANALYSE DE SENSIBILITÉ DES VARIATIONS DE TAUX D'INTÉRÊT ET DE LA DEVISE AMÉRICAINE</b>	<b>37</b>
<b>INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE</b>	<b>38</b>
<b>ANALYSE DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019 EN COMPARAISON DE L'EXERCICE     CLOS LE 31 MARS 2018</b>	<b>40</b>
<b>MESURE DE CALCUL DES RÉSULTATS NON CONFORME AUX NORMES INTERNATIONALES     D'INFORMATION FINANCIÈRE</b>	<b>42</b>
<b>GLOSSAIRE</b>	<b>44</b>
<b>ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS</b>	<b>46</b>
<b>NOTES ANNEXES</b>	<b>54</b>

# Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objectif d'analyser les résultats et la situation financière de Saputo inc. (Saputo ou la Société) pour l'exercice clos le 31 mars 2020. Il doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés audités et les notes annexes. Les méthodes comptables de la Société sont conformes aux Normes internationales d'information financière (normes IFRS). Sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens. Ce rapport tient compte des éléments importants survenus entre le 31 mars 2020 et le 4 juin 2020, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. L'information contenue dans le présent rapport est présentée en date du 31 mars 2020, sauf indication contraire. De l'information additionnelle relativement à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle pour l'exercice clos le 31 mars 2020, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## MESURES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS

La Société présente ses résultats financiers conformément aux normes IFRS. Toutefois, dans le présent rapport de gestion, les mesures non conformes aux normes IFRS suivantes ont été utilisées par la Société : BAIIA ajusté; bénéfice net ajusté; bénéfice net ajusté excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises; bénéfice net ajusté par action et bénéfice net ajusté par action excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises. Ces mesures sont définies à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion. Se reporter à la rubrique « Mesure de calcul des résultats non conforme aux Normes internationales d'information financière » à la page 42 du présent rapport de gestion, pour les rapprochements avec les mesures conformes aux normes IFRS.

La direction de la Société est d'avis que ces mesures non conformes aux normes IFRS fournissent de l'information utile aux investisseurs à l'égard de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Société, puisqu'elles constituent des mesures clés de sa performance. Ces mesures non conformes aux normes IFRS ne sont pas comptabilisées conformément aux normes IFRS, n'ont aucune signification normalisée en vertu des normes IFRS et peuvent différer de calculs similaires présentés par d'autres émetteurs et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables. Ces mesures ne doivent pas être considérées en remplacement de l'information financière connexe préparée selon les normes IFRS.

## MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés qui constituent des énoncés prospectifs au sens de la législation en valeurs mobilières applicable. Ces énoncés prospectifs portent notamment sur les objectifs de la Société, ses perspectives, ses projets commerciaux, ses stratégies, ses convictions, ses projets, ses attentes, ses cibles, ses engagements et ses buts, y compris sa capacité à atteindre ces cibles, engagements et buts, et comprennent des énoncés qui ne sont pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs se reconnaissent à l'emploi de termes comme « pouvoir », « devoir », « croire », « prévoir », « planifier », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « anticiper », « estimer », « projeter », « objectif », « continuer », « proposer », « viser », « s'engager », « assumer », « chercher à », « potentiel » ou « cibler », dans leur forme affirmative ou négative, à l'emploi du conditionnel ou du futur ou à l'emploi d'autres termes semblables. À l'exception des énoncés de faits historiques, tous les énoncés qui figurent dans le présent rapport peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation en valeurs mobilières applicable.

Ces énoncés sont fondés, entre autres, sur les hypothèses, les attentes, les estimations, les objectifs, les projets, la stratégie commerciale et les intentions de Saputo à la date des présentes, ainsi que sur d'autres facteurs que Saputo estime appropriés dans ces circonstances, en ce qui concerne les produits et les charges prévus, l'environnement économique, industriel, concurrentiel et réglementaire dans lequel la Société exerce ses activités ou qui serait susceptible d'avoir une incidence sur ses activités, sa capacité à attirer et à conserver des clients et des consommateurs, son rendement en matière d'environnement, ses efforts en matière de développement durable, l'efficacité de ses initiatives en matière d'environnement et de durabilité, la disponibilité et le coût du lait et des autres matières premières et l'approvisionnement en énergie, ses coûts d'exploitation, le prix de ses produits finis sur les différents marchés où elle exerce ses activités et les effets de la pandémie de COVID-19. Ces énoncés prospectifs ont pour but de fournir aux actionnaires de l'information au sujet de la Société, notamment son évaluation des futurs plans financiers, et ils peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

De par leur nature, les énoncés prospectifs sont exposés à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Les résultats réels peuvent différer considérablement de ceux indiqués ou prévus dans ces énoncés prospectifs, ou sous-entendus par ceux-ci. Par conséquent, la Société ne peut garantir que les énoncés prospectifs se réaliseront et elle prévient le lecteur que ces énoncés prospectifs ne constituent en aucune façon des faits ni des garanties quant au rendement futur. Les hypothèses, les attentes et les estimations qui ont servi à la préparation des énoncés prospectifs et les risques et incertitudes qui pourraient entraîner un écart important entre les résultats réels et les attentes actuelles sont exposés dans les documents de la Société déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières, notamment à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion daté du 4 juin 2020, qui peut être consulté sur SEDAR, sous le profil de la Société, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

Ces risques et incertitudes comprennent notamment : la responsabilité du fait des produits; la pandémie de COVID-19; la disponibilité des matières premières (y compris en raison des changements climatiques ou de conditions météorologiques extrêmes) et les variations de prix qui en découlent, ainsi que la capacité de la Société à transférer ces augmentations, le cas échéant, à ses clients dans des conditions de marché concurrentielles; la fluctuation des prix de ses produits dans les pays où elle exerce ses activités, ainsi que sur les marchés internationaux, lesquels prix sont fondés sur les niveaux de l'offre et de la demande pour les produits laitiers; l'environnement hautement concurrentiel dans l'industrie laitière; le regroupement de la clientèle; la concentration des fournisseurs; l'interruption imprévue des activités; l'environnement économique; l'évolution de la législation et de la réglementation en matière d'environnement; les cybermenaces et autres risques informatiques liés à l'interruption des activités, à la confidentialité et à l'intégrité des données; la capacité de la Société à trouver, à attirer et à retenir des personnes qualifiées; l'incapacité d'intégrer adéquatement des entreprises acquises en temps utile et de manière efficace; la variation des tendances de consommation. La capacité de la Société à atteindre ses objectifs, engagements et buts en matière d'environnement dépend en outre, entre autres, de la capacité de la Société à accéder à toutes les technologies nécessaires et à les mettre en œuvre pour atteindre ses objectifs, engagements et buts; l'évolution et à la performance des technologies et des innovations technologiques, ainsi que l'utilisation et l'évolution futures de la technologie et les résultats futurs attendus connexes; la réglementation environnementale.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les estimations, les attentes et les hypothèses actuelles de la direction, que cette dernière estime raisonnables à la date des présentes, et sont intrinsèquement assujettis à d'importantes incertitudes et éventualités commerciales, économiques, concurrentielles et autres concernant des événements futurs, y compris la durée et la gravité de la pandémie de COVID-19, et sont donc sujets à changement par la suite. Il ne faut pas accorder une importance indue aux énoncés prospectifs, qui valent uniquement à la date où ils sont faits.

Tous les énoncés prospectifs qui figurent aux présentes ne sont valables qu'à la date des présentes ou à la date spécifique de ces énoncés prospectifs. À moins que la législation en valeurs mobilières l'exige, Saputo ne s'engage nullement à mettre à jour ou à réviser les énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, qu'elle peut faire ou qui peuvent être faits, pour son compte, à l'occasion, à la suite d'une nouvelle information, d'événements à venir ou autrement. Tous les énoncés prospectifs qui figurent aux présentes sont donnés expressément sous réserve de la présente mise en garde.

## PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

Exercices clos les 31 mars

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action et les ratios)

	2020	2019	2018
<b>Produits</b>	<b>14 943,5</b>	13 501,9	11 542,5
<b>BAIIA ajusté*</b>	<b>1 467,8</b>	1 221,3	1 264,7
<i>Marge*</i>	<b>9,8 %</b>	9,0 %	11,0 %
<b>Bénéfice net</b>	<b>582,8</b>	755,3	852,5
De base par action	<b>1,46</b>	1,94	2,21
Dilué par action	<b>1,45</b>	1,93	2,18
<i>Marge</i>	<b>3,9 %</b>	5,6 %	7,4 %
<b>Bénéfice net ajusté*</b>	<b>653,7</b>	623,6	704,2
De base par action	<b>1,63</b>	1,60	1,82
Dilué par action	<b>1,62</b>	1,59	1,80
<i>Marge*</i>	<b>4,4 %</b>	4,6 %	6,1 %
<b>Bénéfice net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises*</b>	<b>723,6</b>	655,1	716,4
De base par action	<b>1,81</b>	1,69	1,85
Dilué par action	<b>1,80</b>	1,67	1,83
<i>Marge*</i>	<b>4,8 %</b>	4,9 %	6,2 %
<b>AUTRES DONNÉES PAR ACTION</b>			
Dividendes déclarés	<b>0,68</b>	0,66	0,64
Valeur comptable	<b>16,05</b>	13,89	12,38
<b>DONNÉES DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE</b>			
Fonds de roulement**	<b>1 575,5</b>	1 201,3	1 129,6
Total de l'actif	<b>13 793,1</b>	9 885,6	8 003,0
Dette nette**	<b>4 166,2</b>	2 285,0	1 496,4
Total des passifs financiers non courants	<b>3 889,5</b>	1 943,9	1 432,6
Capitaux propres	<b>6 559,1</b>	5 420,5	4 797,7
<b>RATIOS FINANCIERS</b>			
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres	<b>0,64</b>	0,42	0,31
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté*	<b>2,84</b>	1,87	1,18
Rendement sur les capitaux propres moyens ajusté**	<b>12,3 %</b>	14,2 %	18,3 %
Ratio de couverture par le bénéfice**	<b>6,59</b>	12,69	20,83
<b>DONNÉES DU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE</b>			
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	<b>1 036,9</b>	884,5	809,1
Montant des entrées d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles, déduction faite du produit de la cession	<b>565,3</b>	274,2	337,4
Acquisitions d'entreprises	<b>1 929,6</b>	1 471,7	385,1
Produit de la cession	<b>-</b>	(239,7)	-
Dividendes	<b>269,7</b>	254,6	243,5

\* Les mesures non conformes aux normes IFRS sont décrites à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

\*\* Se reporter à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

## INFORMATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars CAD)

	Pour les périodes de trois mois closes les 31 mars		Pour les exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
<b>ÉTAT DU RÉSULTAT NET</b>				
<b>Produits</b>				
Canada	960,1	924,8	4 007,3	4 043,1
USA	1 694,8	1 616,6	7 093,6	6 507,7
International	832,4	695,1	3 076,7	2 951,1
Europe	231,4	–	765,9	–
	<b>3 718,7</b>	<b>3 236,5</b>	<b>14 943,5</b>	<b>13 501,9</b>
<b>Coûts d'exploitation, excluant les amortissements</b>				
Canada	869,1	834,8	3 602,9	3 629,4
USA	1 600,5	1 482,4	6 478,2	5 963,0
International	765,9	644,2	2 771,8	2 688,2
Europe	184,8	–	622,8	–
	<b>3 420,3</b>	<b>2 961,4</b>	<b>13 475,7</b>	<b>12 280,6</b>
<b>BAIIA ajusté*</b>				
Canada	91,0	90,0	404,4	413,7
USA	94,3	134,2	615,4	544,7
International	66,5	50,9	304,9	262,9
Europe	46,6	–	143,1	–
	<b>298,4</b>	<b>275,1</b>	<b>1 467,8</b>	<b>1 221,3</b>
<i>Marge de BAIIA ajusté*</i>	<b>8,0 %</b>	<b>8,5 %</b>	<b>9,8 %</b>	<b>9,0 %</b>
<b>Amortissements</b>				
Canada	23,4	19,5	91,9	73,9
USA	46,2	41,7	174,2	162,3
International	28,1	19,9	107,8	76,8
Europe	30,1	–	93,3	–
	<b>127,8</b>	<b>81,1</b>	<b>467,2</b>	<b>313,0</b>
Profit à la cession d'actifs	–	–	–	(194,5)
Réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise	–	–	40,1	–
Coûts d'acquisition et de restructuration	13,8	2,2	46,0	51,4
(Profit) perte lié(e) à l'hyperinflation	(10,9)	0,9	(27,8)	(18,5)
Intérêts sur la dette à long terme	21,8	16,7	95,6	66,6
Autres charges financières	14,5	4,8	47,4	17,7
<b>Bénéfice avant impôt sur le résultat</b>	<b>131,4</b>	<b>169,4</b>	<b>799,3</b>	<b>985,6</b>
Impôt sur le résultat	42,7	45,2	216,5	230,3
<b>Bénéfice net</b>	<b>88,7</b>	<b>124,2</b>	<b>582,8</b>	<b>755,3</b>
<i>Marge de bénéfice net</i>	<b>2,4 %</b>	<b>3,8 %</b>	<b>3,9 %</b>	<b>5,6 %</b>

\* Les mesures non conformes aux normes IFRS sont décrites à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action et les ratios)

	Pour les périodes de trois mois closes les 31 mars		Pour les exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Bénéfice net	88,7	124,2	582,8	755,3
Profit à la cession d'actifs <sup>1</sup>	–	–	–	(167,8)
Réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise <sup>1</sup>	–	–	32,5	–
Coûts d'acquisition et de restructuration <sup>1</sup>	10,1	1,6	38,4	36,1
Bénéfice net ajusté*	98,8	125,8	653,7	623,6
<i>Marge*</i>	2,7 %	3,9 %	4,4 %	4,6 %
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises <sup>1</sup>	17,7	8,0	69,9	31,5
Bénéfice net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises*	116,5	133,8	723,6	655,1
<i>Marge*</i>	3,1 %	4,1 %	4,8 %	4,9 %
<b>DONNÉES PAR ACTION</b>				
Bénéfice net par action	0,22	0,32	1,46	1,94
Bénéfice net dilué par action	0,22	0,32	1,45	1,93
Bénéfice net par action ajusté*	0,24	0,32	1,63	1,60
Bénéfice net dilué par action ajusté*	0,24	0,32	1,62	1,59
Bénéfice net par action ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises*	0,29	0,34	1,81	1,69
Bénéfice net dilué par action ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises*	0,28	0,34	1,80	1,67

<sup>1</sup> Déduction faite de l'impôt sur le résultat.

\* Les mesures non conformes aux normes IFRS sont décrites à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

## FAITS SAILLANTS

### Quatrième trimestre de 2020 :

- Les produits ont totalisé 3,719 milliards de dollars, en hausse de 482,2 millions de dollars, ou 14,9 %.
- Le BAIIA ajusté\* s'est élevé à 298,4 millions de dollars, en hausse de 23,3 millions de dollars, ou 8,5 %.
- Le bénéfice net a totalisé 88,7 millions de dollars et le BPA\*\* (de base et dilué), 0,22 \$, comparativement à un bénéfice net de 124,2 millions de dollars et à un BPA (de base et dilué) de 0,32 \$.
- Le bénéfice net ajusté\* a totalisé 98,8 millions de dollars et le BPA ajusté\* (de base et dilué), 0,24 \$, comparativement à 125,8 millions de dollars et à un BPA ajusté (de base et dilué) de 0,32 \$. Le BPA ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises\* (de base et dilué) s'est chiffré à 0,29 \$ et à 0,28 \$, comparativement à 0,34 \$ (de base et dilué).
- La trésorerie nette générée par les activités d'exploitation a totalisé 295,2 millions de dollars, en hausse de 67,0 millions de dollars, ou 29,4 %.
- Le changement de la demande des consommateurs en raison de la pandémie de COVID-19 n'a pas eu d'incidence importante sur les produits, mais il a eu une incidence négative sur le BAIIA ajusté, qui comprend un montant de 44,8 millions de dollars composé d'une perte découlant des stocks invendables et d'une réduction de valeur des stocks imputable à la baisse de certains prix de vente sur le marché en Amérique du Nord.
- Les facteurs du marché aux États-Unis\*\* ont eu une incidence négative sur le BAIIA ajusté d'environ 8 millions de dollars.
- Le Secteur Europe, qui comprend les activités de Dairy Crest Group plc acquises le 15 avril 2019 (acquisition de Dairy Crest), a engendré une augmentation des produits et du BAIIA ajusté de 231,4 millions de dollars et de 46,6 millions de dollars, respectivement.
- La hausse des prix de vente du fromage et des ingrédients laitiers à l'échelle internationale a eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté.
- L'entreprise de fromages de spécialité de Lion Dairy & Drinks Pty Ltd (l'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité), située en Australie et acquise le 28 octobre 2019, a fourni un apport positif aux produits et au BAIIA ajusté.
- L'adoption d'IFRS 16, *Contrats de location*, a eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté d'environ 15 millions de dollars. L'incidence sur le bénéfice net a été minime.
- La fluctuation des devises par rapport au dollar canadien a eu une incidence négative sur le BAIIA ajusté d'environ 3 millions de dollars.

### Exercice 2020 :

- Les produits ont totalisé 14,944 milliards de dollars, en hausse de 1,442 milliard de dollars, ou 10,7 %.
- Le BAIIA ajusté s'est élevé à 1,468 milliard de dollars, en hausse de 246,5 millions de dollars, ou 20,2 %.
- Le bénéfice net a totalisé 582,8 millions de dollars et le BPA (de base et dilué), 1,46 \$ et 1,45 \$, comparativement à 755,3 millions de dollars et à un BPA (de base et dilué) de 1,94 \$ et de 1,93 \$.
- Le bénéfice net ajusté a totalisé 653,7 millions de dollars et le BPA ajusté (de base et dilué), 1,63 \$ et 1,62 \$, comparativement à 623,6 millions de dollars et à un BPA ajusté (de base et dilué) de 1,60 \$ et de 1,59 \$. Le BPA ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (de base et dilué) s'est chiffré à 1,81 \$ et à 1,80 \$, comparativement à 1,69 \$ et à 1,67 \$ (de base et dilué).
- La trésorerie nette générée par les activités d'exploitation a totalisé 1 036,9 millions de dollars, en hausse de 152,4 millions de dollars, ou 17,2 %.
- Le changement de la demande des consommateurs en raison de la pandémie de COVID-19 a eu une incidence négative sur le BAIIA ajusté à la fin du quatrième trimestre.
- Les produits du Secteur USA ont augmenté de 585,9 millions de dollars et le BAIIA ajusté a augmenté de 70,7 millions de dollars, ce qui comprend un montant d'environ 8 millions de dollars attribuable à l'incidence positive des facteurs du marché aux États-Unis.
- Le Secteur Europe, qui comprend l'acquisition de Dairy Crest, a engendré une augmentation des produits et du BAIIA ajusté d'environ 766 millions de dollars et 143 millions de dollars, respectivement. L'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité dans le Secteur International a aussi fourni un apport positif aux produits et au BAIIA ajusté.
- La hausse des prix de vente du fromage et des ingrédients laitiers à l'échelle internationale a eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté.
- L'adoption d'IFRS 16, *Contrats de location*, a eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté d'environ 62 millions de dollars. L'incidence sur le bénéfice net a été minime.
- La fluctuation des devises par rapport au dollar canadien a eu une incidence négative sur le BAIIA ajusté d'environ 36 millions de dollars.
- Avec prise d'effet le 28 mai 2020, la Société a mis en œuvre un régime de réinvestissement des dividendes qui offre aux actionnaires admissibles la possibilité de réinvestir automatiquement la totalité ou une partie de leurs dividendes en espèces en actions ordinaires additionnelles.
- Le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,17 \$ l'action, payable le 9 juillet 2020 aux actionnaires ordinaires inscrits le 30 juin 2020.

\* Les mesures non conformes aux normes IFRS sont décrites à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

\*\* Se reporter à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

## FAITS RÉCENTS LIÉS À LA COVID-19 ET PERSPECTIVES

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré que l'épidémie de COVID-19 pouvait être qualifiée de pandémie. Les mesures de confinement qui en ont découlé et les fermetures imposées par les gouvernements ont eu une incidence importante sur la demande des consommateurs. Au cours des deux dernières semaines de l'exercice 2020, la Société a été témoin d'un changement de la demande des consommateurs pour ses produits à l'échelle mondiale. Les commandes des clients des segments de services alimentaires et industriel ont commencé à diminuer, alors qu'elles ont augmenté dans le segment de détail. La Société a aussi commencé à enregistrer une diminution des ventes à l'exportation en raison des mesures locales de confinement dans certains de ses marchés de l'exportation.

La Société s'attend à un maintien des ventes de détail dans tous ses marchés géographiques mais ne peut prévoir combien de temps ni dans quelle mesure les niveaux de demande resteront élevés. L'incidence positive sur le BAIIA découlant de l'augmentation des volumes de ventes au détail ne compensera pas la diminution des volumes de ventes dans les segments de services alimentaires et industriel. Les efforts que nous déploierons dans les segments de services alimentaires et industriel seront harmonisés et mis en œuvre en ayant comme objectif de répondre à la demande des clients lorsqu'elle commencera à reprendre, bien que le moment et l'ampleur de cette reprise de volume soient difficiles à prévoir. En date des présentes, toutes les divisions continuent de connaître une demande soutenue dans le segment de détail et ont commencé à observer des signes d'une modeste reprise de la demande dans les segments de services alimentaires et industriel, qui ont représenté environ 51 % des produits consolidés de la Société à l'exercice 2020. En outre, plusieurs des pays où se trouvent ses clients de l'exportation assouplissent tranquillement leurs mesures de confinement liées à la COVID-19 depuis le début de mai 2020. Le retour aux niveaux de performance financière de l'exercice 2020 prendra vraisemblablement plus de 12 mois; il sera graduel et dépendra de la reprise des volumes dans les segments de services alimentaires et industriel.

Les priorités de Saputo dans sa réponse à l'écllosion de la COVID-19 et à l'interruption des activités sont les suivantes :

- s'assurer de la santé et de la sécurité des employés;
- adapter les initiatives commerciales, la production et la chaîne d'approvisionnement à la demande des consommateurs;
- aider les collectivités dans lesquelles elle exerce ses activités par l'entremise de dons de denrées et de soutien financier.

En tant que fournisseur de services essentiels, la Société a poursuivi ses activités dans toutes les régions où elle les exerce. Saputo a formé un groupe de travail mondial pour surveiller activement la crise de la COVID-19 dans les pays où elle exerce ses activités. Sous le leadership de ce groupe de travail mondial et avec le soutien de toutes les équipes divisionnaires, la Société a :

- garanti qu'il n'y aurait aucune mise à pied liée à la crise de la COVID-19 à l'échelle de la Société jusqu'à nouvel ordre, et ce, malgré la diminution des volumes de ventes et de production en Amérique du Nord et des ventes sur les marchés de l'exportation;
- offert à ses employés des outils et services additionnels pour atténuer les effets de cette situation stressante sur la santé physique et mentale;
- introduit le télétravail obligatoire, lorsque cela est possible;
- mis en œuvre des protocoles sanitaires renforcés et des mesures de distanciation physique et garanti la disponibilité d'équipement de protection individuelle dans certaines circonstances;
- affecté des ressources pour s'assurer que les stocks excédentaires sont donnés ou réutilisés, afin de minimiser le gaspillage alimentaire;
- ajusté la production de certains produits et formats pour satisfaire aux commandes et amélioré le suivi de la planification des demandes et de l'utilisation du lait pour maximiser le flux de production;
- amélioré la surveillance quotidienne de l'approvisionnement en matières clés et garanti un approvisionnement d'appoint en matières premières et en emballage par des fournisseurs actuels et secondaires afin de faire face aux augmentations subites de ventes de détail;
- offert des services et des ressources additionnels à ses producteurs laitiers;
- revu ses projets de dépenses d'investissement et limité ses dépenses non essentielles dans le cadre de son programme d'amélioration continue.

Bien que la Société réagisse activement à la crise de la COVID-19 et surveille de près son évolution, il est indéniable qu'elle a eu des répercussions négatives importantes sur l'économie et les marchés mondiaux et continuera d'avoir un effet négatif, qui sera probablement significatif, sur les activités et les résultats financiers de la Société.

Malgré la situation exceptionnelle provoquée par la COVID-19, Saputo vise à maintenir une croissance rentable à long terme et gère ses activités en conséquence. La Société tire parti d'une situation financière et d'une structure du capital solides, soutenues par un niveau élevé de flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation. La Société est en bonne position pour continuer de croître par l'entremise d'acquisitions ciblées et de façon organique grâce à des dépenses d'investissement stratégiques, des innovations et la diversification du portefeuille de produits. La création de valeur pour les actionnaires et l'amélioration de la rentabilité demeurent les pierres angulaires de ses objectifs. Saputo s'est engagée à fabriquer des produits de qualité et elle continuera de mettre l'accent sur l'efficacité opérationnelle.

La Société a l'intention de saisir les occasions d'acquisitions futures qui, de son avis, s'avèrent appropriées, dans le but de renforcer davantage ses activités existantes.

La Société continuera de chercher des occasions d'améliorer sa performance par rapport à chacun des sept piliers de la promesse Saputo et de mettre en œuvre son plan triennal, qui en est actuellement à sa deuxième année. Mettant à profit les progrès réalisés, Saputo a l'intention de poursuivre ses efforts axés sur la qualité et la sécurité des aliments ainsi que sur les initiatives visant à promouvoir la santé et la sécurité des employés de même que la diversité et l'inclusion. Conformément à son objectif visant à protéger l'environnement tout en poursuivant sa croissance, la Société a commencé à intensifier ses efforts afin d'atteindre ses cibles récemment annoncées en ce qui a trait au climat, à l'eau et aux déchets d'ici 2025. Saputo a conclu la première année de son engagement sur trois ans relativement à la répartition du capital aux fins de la poursuite d'initiatives et a mis en œuvre des processus et des systèmes de responsabilisation afin de surveiller et d'évaluer sa performance par rapport aux cibles fixées.

Par ailleurs, Saputo vise à diversifier sa gamme de produits en saisissant des occasions dans le domaine des produits d'origine végétale. L'objectif de la Société est de tirer profit de la demande croissante des consommateurs en misant sur les liens entre la clientèle, la technologie, l'expertise en matière de fabrication, les actifs et la chaîne d'approvisionnement. Sous la direction de son vice-président principal, développement des affaires, produits d'origine végétale, récemment nommé, Saputo continuera de chercher à accroître sa présence dans cette catégorie par une série d'investissements dans la fabrication, les ventes et la distribution. Ces initiatives ne devraient pas être perçues comme un manque de confiance dans le secteur laitier. La Société demeure hautement optimiste à l'égard des produits laitiers et croit qu'il existe de grandes occasions de croissance pour la Société dans le secteur laitier.

Dans le contexte actuel créé par la pandémie de COVID-19, chacun des secteurs de la Société continuera de gérer activement ses activités en tenant compte de l'évolution de la pandémie et de son incidence sur celles-ci. Les secteurs devront poursuivre l'adaptation des activités de fabrication aux réalités locales et aux changements de la demande des consommateurs tout en continuant de maximiser l'efficacité opérationnelle.

Le Secteur Canada cherchera d'autres occasions de renforcer ses relations avec les clients et les consommateurs et d'accroître leur fidélité. Dans un effort visant à améliorer davantage l'efficacité et à rajuster sa capacité de fabrication et ses effectifs de vente, Saputo fermera ses installations de Trenton, en Ontario, et de Saint John, au Nouveau-Brunswick, au Canada, tel qu'il a été annoncé précédemment. Ces fermetures sont prévues au cours de l'exercice 2021, et la production de ces deux usines sera intégrée aux autres installations de Saputo au Canada.

Les objectifs à long terme du Secteur USA n'ont pas changé. En effet, ce secteur demeure axé sur la croissance de ses produits de spécialité et à valeur ajoutée et sur la réalisation de gains d'efficacité opérationnelle. La volatilité qu'ont connue les marchés de marchandises pour les ingrédients laitiers aux États-Unis dernièrement devrait se maintenir à l'exercice 2021.

À la suite de la déclaration de la pandémie de COVID-19, le Secteur International a connu une stabilité relative au sein des marchés nationaux en Australie et en Argentine, mais il prévoit continuer de devoir composer avec une réduction de ses volumes de ventes à l'exportation, tandis que les consommateurs ressentent encore les effets du confinement local. La Société s'attend à ce que la volatilité des prix du fromage et des ingrédients à l'échelle internationale se poursuive au cours de l'exercice 2021. Cependant, l'incidence des politiques douanières que pourraient mettre en place divers pays sur les prix des ingrédients laitiers à l'échelle mondiale est difficile à prévoir.

À l'exercice 2021, la Division Produits laitiers (Australie) poursuivra l'intégration de l'entreprise de fromages de spécialité. La Division prévoit que la concurrence pour l'approvisionnement en lait cru persistera et continuera d'exercer des pressions sur les marges. La Société visera à saisir les occasions découlant du regroupement de l'ensemble de ses activités d'exploitation sous une seule plateforme et à tirer parti du vaste portefeuille de marques australiennes héritées de l'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité.

La Société poursuivra l'intégration de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni) et axera ses efforts sur l'harmonisation des processus et systèmes et le partage des meilleures pratiques. La Division continuera d'effectuer des dépenses d'investissement dans ses installations de fabrication, afin d'accroître ses capacités de fabrication de fromage et de favoriser la croissance globale au moyen du développement de nouveaux produits et de l'augmentation des ventes à l'étranger.

Bien qu'il soit impossible de le prédire avec certitude, la hausse de la demande résultant de la pandémie de COVID-19 devrait avoir une incidence favorable sur les produits et le BAIIA du Secteur Europe pour l'exercice 2021, compte tenu du fait que plus de 80 % des ventes de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni) proviennent du segment de détail.

En raison de la pandémie de COVID-19 et des restrictions connexes en ce qui a trait aux voyages, la Société a revu le calendrier du déploiement du Progiciel de gestion intégré (PGI), ce qui comprend le report du déploiement dans le reste de la Division Produits laitiers (Australie) à l'exercice 2022. La première étape de la mise en œuvre au sein de la Division Fromages (USA) a été franchie, et la Société prévoit que les prochaines étapes se poursuivront jusqu'à la fin de l'exercice 2022. Le plan de la Société évoluera selon les événements liés à la COVID-19. La Division Produits laitiers (Canada) devrait entamer le déploiement du PGI au cours du troisième trimestre de l'exercice 2021. La portée du programme de PGI mondial de Saputo ne comprend toujours pas la Division Produits laitiers (Royaume-Uni), dont les activités continueront d'être exercées selon leur PGI existant.

Enfin, en cette période difficile, la Société vise toujours à accroître l'efficacité globale de tous ses secteurs et à poursuivre sa croissance, tant organique qu'au moyen d'acquisitions, et cherche sans relâche à être un exploitant plus solide et plus efficace.

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS

La Société présente ses activités selon le Secteur Canada, le Secteur USA, le Secteur International et le Secteur Europe. Le Secteur Canada comprend la Division Produits laitiers (Canada), le Secteur USA, la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA), le Secteur International, la Division Produits laitiers (Australie) et la Division Produits laitiers (Argentine) et le Secteur Europe, la Division Produits laitiers (Royaume-Uni).

Les **produits consolidés** pour la période de trois mois close le 31 mars 2020 ont totalisé 3,719 milliards de dollars, en hausse de 482,2 millions de dollars, ou 14,9 %, comparativement à 3,237 milliards de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'inclusion de l'acquisition de Dairy Crest et de l'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité a fourni un apport positif aux produits. L'effet combiné de la hausse du prix moyen du bloc\*\* par livre de fromage et de la baisse du prix moyen du beurre\*\* par livre s'est traduit par une augmentation des produits d'environ 74 millions de dollars, malgré les fortes pressions à la baisse qui ont eu lieu sur le marché durant les deux dernières semaines du trimestre. La dévaluation du peso argentin et du dollar australien par rapport au dollar américain sur le marché de l'exportation a eu une incidence positive sur les produits. De plus, la hausse des prix de vente du fromage et des ingrédients laitiers à l'échelle internationale, ainsi que l'augmentation des prix de vente sur les marchés nationaux au sein du Secteur Canada et du Secteur International découlant de la hausse du coût de la matière première, le lait, ont eu une incidence positive sur les produits. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par la baisse des volumes de ventes découlant des conditions de marché concurrentielles dans la catégorie des fromages aux États-Unis et de la diminution de la disponibilité du lait cru en Australie. De plus, la fluctuation des devises par rapport au dollar canadien s'est traduite par une baisse des produits d'environ 10 millions de dollars, principalement dans le Secteur International. La pandémie de COVID-19 a été déclarée vers la fin du trimestre et n'a pas eu d'incidence importante sur les produits.

Pour l'exercice 2020, les produits ont totalisé 14,944 milliards de dollars, en hausse de 1,442 milliard de dollars, ou 10,7 %, comparativement à 13,502 milliards de dollars pour l'exercice précédent. Les produits ont augmenté en raison de l'apport des acquisitions récentes, ce qui comprend un montant de 765,9 millions de dollars tiré de l'acquisition de Dairy Crest pour une période de 50 semaines close le 31 mars 2020. L'effet combiné de la hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage et de la baisse du prix moyen du beurre par livre s'est traduit par une augmentation des produits d'environ 351 millions de dollars. La dévaluation du peso argentin et du dollar australien par rapport au dollar américain sur le marché de l'exportation a eu une incidence positive sur les produits. De plus, la hausse des prix de vente du fromage et des ingrédients laitiers à l'échelle internationale, une combinaison de produits favorable, ainsi que l'augmentation des prix de vente sur les marchés nationaux au sein du Secteur Canada et du Secteur International découlant de la hausse du coût de la matière première, le lait, ont eu une incidence positive sur les produits. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par la baisse des volumes de ventes découlant des conditions de marché concurrentielles, principalement dans la catégorie du lait nature au Canada et dans la catégorie des fromages aux États-Unis, et de la diminution de la disponibilité du lait cru en Australie. Enfin, la fluctuation des devises par rapport au dollar canadien s'est traduite par une baisse des produits d'environ 231 millions de dollars, principalement dans le Secteur International, qui a été contrebalancée en partie par le Secteur USA.

### **Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur la performance financière** (en millions de dollars CAD)

	Pour les périodes de trois mois closes les 31 mars		Pour les exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Facteurs du marché aux États-Unis <sup>*1</sup>	(8)	4	8	(20)
Réduction de valeur des stocks	(18)	(2)	(18)	(3)
Conversion des devises <sup>1,2</sup>	(3)	2	(36)	(5)

\* Se reporter à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

<sup>1</sup> Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour les périodes de trois mois; par rapport à l'exercice précédent pour les exercices clos les 31 mars.

<sup>2</sup> La conversion des devises inclut l'effet sur le BAIIA ajusté de la conversion du dollar américain, du dollar australien, de la livre sterling et du peso argentin en dollars canadiens.

\*\* Se reporter à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

Le **BAIIA ajusté consolidé\*** pour la période de trois mois close le 31 mars 2020 a totalisé 298,4 millions de dollars, en hausse de 23,3 millions de dollars, ou 8,5 %, comparativement à 275,1 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'apport de l'acquisition de Dairy Crest s'est traduit par une augmentation de 46,6 millions de dollars du BAIIA ajusté, et l'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité a également fourni un apport positif au BAIIA ajusté. La pandémie de COVID-19 a eu une incidence négative sur le BAIIA ajusté, en raison du changement de la demande des consommateurs, surtout en Amérique du Nord, au cours des deux dernières semaines du trimestre. Ce montant comprend une perte découlant des stocks invendables destinés aux clients du segment de services alimentaires et d'autres charges dans le Secteur Canada et le Secteur USA totalisant 26,9 millions de dollars et une réduction de valeur des stocks de 17,9 millions de dollars découlant d'une baisse de certains prix de vente sur le marché dans le Secteur USA. Les initiatives relatives aux prix dans le Secteur USA ont eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté, car elles se sont traduites par des prix de vente mieux adaptés aux coûts liés à l'entreposage, à la livraison et à la logistique. La hausse des prix sur les marchés internationaux des ingrédients laitiers et du fromage a également eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté. Toutefois, les facteurs du marché aux États-Unis se sont traduits par une diminution du BAIIA ajusté d'environ 8 millions de dollars. La baisse des volumes de ventes de fromage aux États-Unis découlant des conditions de marché concurrentielles, conjuguée à la baisse des volumes de ventes découlant de la diminution de la disponibilité du lait cru en Australie, a eu une incidence négative sur le BAIIA ajusté et, par conséquent, sur l'efficacité opérationnelle. L'adoption d'IFRS 16, *Contrats de location*, a eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté d'environ 15 millions de dollars. La fluctuation des devises par rapport au dollar canadien a eu une incidence négative sur le BAIIA ajusté d'environ 3 millions de dollars.

Pour l'exercice 2020, le BAIIA ajusté consolidé a totalisé 1,468 milliard de dollars, en hausse de 246,5 millions de dollars, ou 20,2 %, comparativement à 1,221 milliard de dollars à l'exercice précédent. L'apport de l'acquisition de Dairy Crest pour la période de 50 semaines close le 31 mars 2020 s'est traduit par une augmentation du BAIIA ajusté de 143,1 millions de dollars. Le BAIIA ajusté a aussi augmenté en raison de l'apport des acquisitions récentes pour l'exercice complet, par rapport à un apport partiel pour l'exercice précédent, et en raison de l'apport de l'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité sur une période de 22 semaines pour l'exercice considéré. Tel qu'il est expliqué ci-dessus, vers la fin du quatrième trimestre de l'exercice, la pandémie de COVID-19 a eu une incidence négative sur le BAIIA ajusté. Les initiatives relatives aux prix dans le Secteur USA ont eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté, car elles se sont traduites par des prix de vente mieux adaptés aux coûts liés à l'entreposage, à la livraison et à la logistique. La hausse des prix sur les marchés internationaux des ingrédients laitiers et du fromage a eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté. La baisse des volumes de ventes découlant des conditions de marché concurrentielles, principalement dans la catégorie du lait nature au Canada et dans la catégorie des fromages aux États-Unis, et de la diminution de la disponibilité du lait cru en Australie ont toutefois eu une incidence négative sur le BAIIA ajusté et, par conséquent, sur l'efficacité opérationnelle. De plus, les facteurs du marché aux États-Unis ont eu une incidence favorable d'environ 8 millions de dollars. L'adoption d'IFRS 16, *Contrats de location*, s'est traduite par une augmentation du BAIIA ajusté d'environ 62 millions de dollars. Enfin, la fluctuation des devises par rapport au dollar canadien a eu une incidence défavorable sur le BAIIA ajusté d'environ 36 millions de dollars, principalement dans le Secteur International.

La marge de BAIIA ajusté consolidé a augmenté, pour s'établir à 9,8 % à l'exercice 2020, contre 9,0 % à l'exercice 2019, en raison de la hausse de la marge de BAIIA ajusté du Secteur International et de l'apport du nouveau Secteur Europe.

Les **amortissements** pour la période de trois mois close le 31 mars 2020 ont totalisé 127,8 millions de dollars, en hausse de 46,7 millions de dollars, comparativement à 81,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La dotation aux amortissements pour l'exercice 2020 s'est élevée à 467,2 millions de dollars, en hausse de 154,2 millions de dollars, comparativement à 313,0 millions de dollars pour l'exercice 2019. Ces hausses étaient essentiellement attribuables aux amortissements additionnels liés aux récentes acquisitions et aux entrées d'immobilisations corporelles, qui ont augmenté le nombre d'actifs amortissables. De plus, à la suite de l'adoption d'IFRS 16, *Contrats de location*, l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation a représenté une augmentation d'environ 12 millions de dollars et 50 millions de dollars pour la période de trois mois et l'exercice clos le 31 mars 2020, respectivement.

La **réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise** pour la période de trois mois et l'exercice clos le 31 mars 2020 s'est chiffrée à néant et à 40,1 millions de dollars, respectivement. Ces réévaluations se rapportaient principalement à l'acquisition de Dairy Crest et découlaient de la valeur ajoutée attribuée aux stocks acquis dans le cadre de la répartition du prix d'achat.

\* Les mesures non conformes aux normes IFRS sont décrites à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

Les **coûts d'acquisition et de restructuration** se sont chiffrés à 13,8 millions de dollars et à 46,0 millions de dollars pour la période de trois mois et l'exercice clos le 31 mars 2020, respectivement. Pour la période de trois mois close le 31 mars 2020, la Société a engagé des coûts de séparation et de fermeture et des charges de dépréciation des immobilisations corporelles relativement aux fermetures d'usines annoncées précédemment à Trenton, en Ontario, et à Saint John, au Nouveau-Brunswick. Au cours de l'exercice 2020, des coûts d'acquisition ont été engagés dans le cadre de l'acquisition de Dairy Crest et de l'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité, ce qui comprenait des droits de timbre d'environ 18 millions de dollars.

Les **charges d'intérêts nettes** ont augmenté de 14,8 millions de dollars et de 58,7 millions de dollars, respectivement, pour la période de trois mois et l'exercice clos le 31 mars 2020, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces augmentations étaient essentiellement attribuables à la nouvelle dette liée à l'acquisition de Dairy Crest et à l'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité, ainsi qu'à une augmentation des emprunts bancaires libellés en pesos argentins, qui portent intérêt à des taux plus élevés. De plus, à la suite de l'adoption d'IFRS 16, *Contrats de location*, les charges d'intérêts sur les obligations locatives relatives aux actifs au titre de droits d'utilisation ont représenté une augmentation d'environ 3 millions de dollars et 15 millions de dollars, respectivement.

Conformément à IAS 29, *Information financière dans les économies hyperinflationnistes*, l'Argentine est considérée comme une économie hyperinflationniste depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2018. Pour la période de trois mois et l'exercice clos le 31 mars 2020, le **profit lié à l'hyperinflation** a totalisé 10,9 millions de dollars et 27,8 millions de dollars, respectivement. Ces profits découlent de l'indexation des actifs et passifs non monétaires.

La **charge d'impôt** pour la période de trois mois close le 31 mars 2020 a totalisé 42,7 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 32,5 %, comparativement à 26,7 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation de 5,8 % est essentiellement attribuable à l'augmentation des passifs d'impôt différé découlant de l'incidence de la hausse de 2 % du taux d'imposition des sociétés au Royaume-Uni, laquelle a été adoptée le 17 mars 2020. Elle reflète également les incidences compensatoires de l'hyperinflation en Argentine et de la diminution de l'impôt provincial au Canada.

La charge d'impôt pour l'exercice 2020 a totalisé 216,5 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 27,1 %, comparativement à 23,4 % pour l'exercice 2019. L'augmentation du taux d'imposition effectif au cours de l'exercice 2020 est essentiellement attribuable à une charge d'impôt de 17,3 millions de dollars découlant de l'augmentation du taux d'imposition des sociétés au Royaume-Uni. Le taux d'imposition effectif pour l'exercice 2020 reflète aussi les économies d'impôt de 6,7 millions de dollars et de 3,5 millions de dollars, respectivement, se rapportant à un ajustement fiscal lié à l'inflation conformément à la loi fiscale en Argentine et à une baisse des taux d'imposition provinciaux au Canada. À l'exercice 2019, le taux d'imposition effectif a tiré parti du fait qu'une partie du profit réalisé à la cession d'actifs n'était pas imposable. Compte non tenu de l'incidence de ces facteurs, les taux d'imposition effectifs pour les exercices 2020 et 2019 auraient été de 26,2 % et de 26,0 %, respectivement. Le taux d'imposition effectif varie et peut augmenter ou diminuer selon le montant et la source des bénéfices imposables, les modifications apportées aux lois fiscales et aux taux d'imposition, et la révision des hypothèses et des estimations ayant servi à la Société et à ses sociétés liées pour le calcul des actifs et des passifs d'impôt exigible et différé.

Le **bénéfice net** pour la période de trois mois close le 31 mars 2020 a totalisé 88,7 millions de dollars, en baisse de 35,5 millions de dollars, ou 28,6 %, comparativement à 124,2 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour l'exercice 2020, le bénéfice net a totalisé 582,8 millions de dollars, en baisse de 172,5 millions de dollars, ou 22,8 %, comparativement à 755,3 millions de dollars pour l'exercice précédent. Ces diminutions s'expliquent par les facteurs susmentionnés, ainsi que par un profit après impôt non récurrent de 167,8 millions de dollars lié à la vente de l'installation de Burnaby, en Colombie-Britannique, comptabilisé à l'exercice 2019.

Le **bénéfice net ajusté\*** pour la période de trois mois close le 31 mars 2020 a totalisé 98,8 millions de dollars, en baisse de 27,0 millions de dollars, ou 21,5 %, comparativement à 125,8 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises\* a totalisé 116,5 millions de dollars, en baisse de 17,3 millions de dollars, ou 12,9 %, comparativement à 133,8 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ces baisses étaient attribuables aux facteurs susmentionnés.

Pour l'exercice 2020, le bénéfice net ajusté a totalisé 653,7 millions de dollars, en hausse de 30,1 millions de dollars, ou 4,8 %, comparativement à 623,6 millions de dollars à l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises a totalisé 723,6 millions de dollars, en hausse de 68,5 millions de dollars, ou 10,5 %, comparativement à 655,1 millions de dollars à l'exercice précédent. Ces hausses étaient attribuables aux facteurs susmentionnés.

\* Les mesures non conformes aux normes IFRS sont décrites à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

## INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE PAR SECTEUR

### SECTEUR CANADA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2020				2019			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits	960,1	1 049,0	1 029,4	968,8	924,8	1 059,6	1 047,7	1 011,0
BAlIA ajusté*	91,0	111,7	103,2	98,5	90,0	113,8	104,4	105,5

\* Les mesures non conformes aux normes IFRS sont décrites à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

Le Secteur Canada se compose de la Division Produits laitiers (Canada).

### SECTEUR USA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2020				2019			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits	1 694,8	1 848,7	1 792,4	1 757,7	1 616,6	1 678,5	1 618,0	1 594,6
BAlIA ajusté*	94,3	172,1	175,4	173,6	134,2	122,4	133,8	154,3

\* Les mesures non conformes aux normes IFRS sont décrites à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

### Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur la performance financière

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2020				2019			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Facteurs du marché aux États-Unis <sup>1</sup>	(8)	14	10	(8)	4	(19)	(7)	2
Réduction de valeur des stocks	(18)	-	-	-	-	-	-	-
Taux de change du dollar américain <sup>1</sup>	1	-	1	6	7	6	7	(8)

\* Se reporter à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

<sup>1</sup> Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

### Autres informations pertinentes

(en dollars US, sauf le taux de change moyen)

Exercices	2020				2019			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
<b>Prix du bloc*</b>								
Ouverture	1,910	1,958	1,858	1,645	1,430	1,690	1,555	1,530
Clôture	1,330	1,910	1,958	1,858	1,645	1,430	1,690	1,555
Moyenne	1,835	1,971	1,912	1,711	1,520	1,453	1,605	1,603
<b>Prix du beurre*</b>								
Ouverture	1,950	2,128	2,410	2,255	2,218	2,320	2,268	2,215
Clôture	1,335	1,950	2,128	2,410	2,255	2,218	2,320	2,268
Moyenne	1,799	2,043	2,284	2,330	2,264	2,238	2,264	2,339
Prix moyen de la poudre de lactosérum par livre*	0,353	0,326	0,352	0,370	0,443	0,452	0,387	0,279
Écart*	0,113	(0,018)	0,029	0,061	0,054	0,021	0,095	0,135
Taux de change moyen du dollar américain par rapport au dollar canadien <sup>1</sup>	1,330	1,320	1,320	1,337	1,330	1,321	1,307	1,290

\* Se reporter à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

<sup>1</sup> Selon l'information publiée par Bloomberg.

Le Secteur USA comprend la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA).

## SECTEUR INTERNATIONAL

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2020				2019			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits	832,4	797,0	657,0	790,3	695,1	839,1	754,7	662,2
BAlIA ajusté*	66,5	98,5	80,2	59,7	50,9	85,0	79,3	47,7

\* Les mesures non conformes aux normes IFRS sont décrites à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

### **Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur la performance financière**

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2020				2019			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Conversion des devises <sup>1</sup>	(5)	(14)	(16)	(10)	(3)	(5)	–	(7)

<sup>1</sup> Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le Secteur International comprend la Division Produits laitiers (Australie) et la Division Produits laitiers (Argentine).

## SECTEUR EUROPE

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2020				2019			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits	231,4	196,1	186,8	151,6	–	–	–	–
BAlIA ajusté*	46,6	34,7	35,6	26,2	–	–	–	–

\* Les mesures non conformes aux normes IFRS sont décrites à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

Le Secteur Europe comprend la Division Produits laitiers (Royaume-Uni) à la suite de l'acquisition de Dairy Crest.

## SECTEUR CANADA

(en millions de dollars CAD)

	Pour les périodes de trois mois closes les 31 mars		Pour les exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Produits	960,1	924,8	4 007,3	4 043,1
BAlIA ajusté*	91,0	90,0	404,4	413,7

\* Les mesures non conformes aux normes IFRS sont décrites à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

Le Secteur Canada se compose de la Division Produits laitiers (Canada).

### Produits

Les produits du Secteur Canada ont totalisé 960,1 millions de dollars pour la période de trois mois close le 31 mars 2020, en hausse de 35,3 millions de dollars, ou 3,8 %, comparativement à 924,8 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, les produits ont tiré parti d'une hausse des prix de vente reflétant le coût plus élevé de la matière première, le lait. Malgré une combinaison de produits défavorable, la hausse des volumes de ventes, principalement dans la catégorie du lait nature, a eu une incidence positive sur les produits.

En raison de la pandémie de COVID-19, le Secteur Canada a connu une augmentation de la demande dans le segment de détail pour le lait nature et les produits du fromage, alors que la demande de la clientèle du segment de services alimentaires commençait à diminuer. Malgré les turbulences au cours des deux dernières semaines du trimestre, la crise de la COVID-19 n'a pas eu une incidence importante sur les produits pour le trimestre.

Pour l'exercice 2020, les produits du Secteur Canada ont totalisé 4,007 milliards de dollars, en baisse de 35,8 millions de dollars, ou 0,9 %, comparativement à 4,043 milliards de dollars à l'exercice précédent. Les produits ont subi l'incidence négative de la baisse des volumes de ventes dans la catégorie du lait nature découlant de l'environnement concurrentiel au Canada. Cette diminution a été contrebalancée en partie par une combinaison de produits favorable, une hausse des prix de vente reflétant le coût plus élevé de la matière première, le lait, une hausse des prix de vente des ingrédients laitiers à l'échelle internationale et l'apport des activités de Shepherd Gourmet Dairy (Ontario) Inc. (acquisition de Shepherd Gourmet).

Le segment de détail de la Division Produits laitiers (Canada) a représenté environ 58 % des produits (exercice 2019 – 60 %), ce qui reflète la demande continue pour les produits laitiers, particulièrement dans les catégories des fromages et des produits à valeur ajoutée. La Division a continué de concentrer ses efforts pour s'adapter aux préférences changeantes des consommateurs, par l'expansion et l'innovation de plusieurs marques populaires. La marque *Armstrong* a récemment élargi son offre dans le segment des fromages à valeur ajoutée en lançant avec beaucoup de succès des fromages râpés de détail, ce qui s'est traduit par une augmentation de sa distribution et de sa part de marché à l'échelle nationale. La Division a continué d'accroître l'accessibilité de l'ensemble des marques de son portefeuille au moyen de campagnes commerciales, dans les médias et locales. La marque *Dairyland* a tiré parti d'une pénétration accrue du marché dans l'Ouest canadien au moyen de nouvelles mises en liste chez les détaillants pour répondre à la demande des consommateurs pour cette marque traditionnelle.

Le segment de services alimentaires a représenté environ 36 % des produits de la Division Produits laitiers (Canada) (exercice 2019 – 35 %), et la Division a perpétué son engagement à offrir de l'innovation, une connaissance du réseau et une qualité et un service en tête de l'industrie au sein de ce segment. La Division a récemment commencé à collaborer avec des chefs professionnels qui ont aidé à convertir la recherche, les informations et les tendances de consommation en produits et en applications novateurs.

Le segment industriel a représenté environ 6 % des produits de la Division Produits laitiers (Canada) (exercice 2019 – 5 %).

**BAIIA ajusté**

Le BAIIA ajusté du Secteur Canada a totalisé 91,0 millions de dollars pour la période de trois mois close le 31 mars 2020, en hausse de 1,0 million de dollars, ou 1,1 %, comparativement à 90,0 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté a tiré parti de l'incidence positive de la hausse des volumes de ventes. L'augmentation du BAIIA ajusté a été contrebalancée en partie par une réduction de la valeur des stocks et d'autres charges totalisant 4,3 millions de dollars essentiellement attribuables aux stocks invendables en raison de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur la demande dans le segment de services alimentaires à compter des deux dernières semaines du trimestre. Enfin, l'adoption d'IFRS 16, *Contrats de location*, a eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté d'environ 2 millions de dollars.

Le BAIIA ajusté a totalisé 404,4 millions de dollars pour l'exercice 2020, en baisse de 9,3 millions de dollars, ou 2,2 %, comparativement à 413,7 millions de dollars à l'exercice 2019. Le BAIIA ajusté a subi l'incidence négative de la baisse des volumes de ventes dans la catégorie du lait nature découlant de l'environnement concurrentiel au Canada et de la réduction de la valeur des stocks et d'autres charges totalisant 4,3 millions de dollars essentiellement attribuables aux stocks invendables en raison de l'incidence de la pandémie de COVID-19 à la fin du quatrième trimestre de l'exercice 2020. Cette diminution a été contrebalancée en partie par la hausse des prix de vente des ingrédients laitiers à l'échelle internationale et l'apport positif de l'acquisition de Shepherd Gourmet. Enfin, l'adoption d'IFRS 16, *Contrats de location*, a eu une incidence positive d'environ 9 millions de dollars.

## SECTEUR USA

(en millions de dollars CAD)

	Pour les périodes de trois mois closes les 31 mars		Pour les exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Produits	1 694,8	1 616,6	7 093,6	6 507,7
BAIIA ajusté*	94,3	134,2	615,4	544,7

\* Les mesures non conformes aux normes IFRS sont décrites à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

### Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur la performance financière

(en millions de dollars CAD)

	Pour les périodes de trois mois closes les 31 mars		Pour les exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Facteurs du marché aux États-Unis* <sup>1</sup>	(8)	4	8	(20)
Réduction de valeur des stocks	(18)	–	(18)	–
Taux de change du dollar américain <sup>1</sup>	1	7	8	12

\* Se reporter à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

<sup>1</sup> Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour les périodes de trois mois; par rapport à l'exercice précédent pour les exercices clos les 31 mars.

### Autres informations pertinentes

(en dollars US, sauf le taux de change moyen)

	Pour les périodes de trois mois closes les 31 mars		Pour les exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
<b>Prix du bloc*</b>				
Ouverture	1,910	1,430	1,645	1,530
Clôture	1,330	1,645	1,330	1,645
Moyenne	1,835	1,520	1,857	1,545
<b>Prix du beurre*</b>				
Ouverture	1,950	2,218	2,255	2,215
Clôture	1,335	2,255	1,335	2,255
Moyenne	1,799	2,264	2,114	2,276
Prix moyen de la poudre de lactosérum*	0,353	0,443	0,350	0,392
Écart*	0,113	0,054	0,046	0,076
Taux de change moyen du dollar américain par rapport au dollar canadien <sup>1</sup>	1,330	1,330	1,327	1,311

\* Se reporter à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

<sup>1</sup> Selon l'information publiée par Bloomberg.

Le Secteur USA comprend la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA).

## Produits

Les produits du Secteur USA ont totalisé 1,695 milliard de dollars pour la période de trois mois close le 31 mars 2020, en hausse de 78,2 millions de dollars, ou 4,8 %, comparativement à 1,617 milliard de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'effet combiné de la hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage et de la baisse du prix moyen du beurre par livre s'est traduit par une augmentation des produits d'environ 74 millions de dollars, malgré les fortes pressions à la baisse qui ont eu lieu sur le marché au cours des deux dernières semaines du trimestre. Toutefois, la baisse des volumes de ventes dans la catégorie du fromage découlant des conditions de marché concurrentielles aux États-Unis, de même que la baisse des prix de vente sur le marché des ingrédients laitiers, ont eu une incidence négative sur les produits. La fluctuation du dollar américain par rapport au dollar canadien s'est traduite par une hausse des produits d'environ 17 millions de dollars.

En raison de la pandémie de COVID-19, le Secteur USA a connu une augmentation de la demande dans le segment de détail, alors que la demande commençait à diminuer dans le segment de services alimentaires. Malgré les turbulences au cours des deux dernières semaines du trimestre, la crise de la COVID-19 n'a pas eu une incidence importante sur les produits pour le trimestre.

Pour l'exercice 2020, les produits du Secteur USA ont totalisé 7,094 milliards de dollars, en hausse de 585,9 millions de dollars, ou 9,0 %, comparativement à 6,508 milliards de dollars à l'exercice 2019. L'effet combiné de la hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage et de la baisse du prix du beurre par livre s'est traduit par une augmentation des produits d'environ 351 millions de dollars. De plus, l'apport des activités de F&A Dairy Products, Inc. (acquisition de F&A) et la hausse des volumes de ventes dans les catégories des aliments laitiers ont contribué à l'augmentation des produits. Toutefois, l'incidence de la baisse des volumes de ventes dans la catégorie du fromage découlant des conditions de marché concurrentielles aux États-Unis a été contrebalancée en partie par la hausse des volumes de ventes dans les catégories des aliments laitiers. Enfin, la fluctuation du dollar américain par rapport au dollar canadien s'est traduite par une hausse des produits d'environ 89 millions de dollars.

L'apport du segment de détail a représenté environ 43 % du total des produits du Secteur USA (exercice 2019 – 42 %). À l'exercice 2020, les marques de détail de la Division Fromages (USA), *Frigo Cheese Heads*, *Treasure Cave* et *Montchevre*, ont conservé leur position de tête en ce qui a trait à la part de marché dans les fromages à effiloquer, les fromages bleus et de chèvre, respectivement. La Division a continué de renforcer sa position dans la catégorie des collations, et les dépanneurs restaient une occasion appréciable pour la marque *Frigo Cheese Heads*, avec le lancement de nouveaux produits combinant de la viande et du fromage et des formats de petites bouchées. *Stella*, la marque de fromages fins de style italien de la Division, a continué de faire la promotion de sa gamme de meules enrobées de diverses saveurs (lancée au cours de l'exercice 2019) et a élargi sa gamme de mozzarella fraîche, de fromage bleu et de produits biologiques. La Division Aliments laitiers (USA) a sans cesse continué de surpasser la croissance du marché de détail dans les principales catégories, incluant les produits ayant une durée de conservation prolongée et les produits de culture bactérienne, qui comprennent la crème, la crème moitié-moitié, le fromage cottage et la crème sure. Cette croissance est attribuable aux solides relations avec ses principaux clients, aux tendances positives dans la catégorie des marques privées et à la croissance rapide des produits laitiers à haute teneur en gras, comme la crème à fouetter. La Division a aussi lancé de nouveaux produits de marque privée « clean label », qui conviennent à un mode de vie mettant de l'avant la santé et le bien-être et qui offrent de nouvelles saveurs suivant les préférences des consommateurs.

L'apport du segment de services alimentaires a représenté environ 48 % du total des produits du Secteur USA (exercice 2019 – 49 %). À l'exercice 2020, la Division Fromages (USA) a continué d'axer ses efforts sur la croissance, en se consacrant aux distributeurs de gammes complètes de produits et aux chaînes nationales de pizzerias et de restaurants de sandwiches. Avec l'acquisition de F&A, la Division a tiré parti d'un territoire d'approvisionnement laitier diversifié au Nouveau-Mexique. La Division a aussi accru les efforts qu'elle a consacrés aux fromages de spécialité, ce qui lui a permis d'exploiter des marques de son portefeuille de produits de spécialité. Le segment de services alimentaires de la Division Aliments laitiers (USA) se compose de deux principaux secteurs de clientèle : les chaînes de restaurant et les distributeurs de gammes complètes de produits. Les solides partenariats avec les principaux clients et les profits liés à la nouvelle distribution ont été les principaux facteurs de croissance du secteur des chaînes de restaurant. Au sein du secteur des distributeurs de gammes complètes de produits du segment de services alimentaires, les principales catégories, comme la crème, la crème à café et la crème sure, ont enregistré une croissance, car les clients ont continué de se concentrer sur le développement de marques privées et la pénétration du marché.

Le segment industriel comprend les ventes de fromage et a représenté environ 9 % des produits.

### **BAlIA ajusté**

Le BAlIA ajusté du Secteur USA a totalisé 94,3 millions de dollars pour la période de trois mois close le 31 mars 2020, en baisse de 39,9 millions de dollars, ou 29,7 %, comparativement à 134,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le BAlIA ajusté a subi une incidence négative découlant de la baisse de la demande de la clientèle du segment de services alimentaires au cours des deux dernières semaines du trimestre en raison de la pandémie de COVID-19. Cette baisse comprend une perte de 22,6 millions de dollars découlant des stocks invendables destinés à la clientèle du segment de services alimentaires et d'autres dépenses, ainsi qu'une réduction de valeur des stocks de 17,9 millions de dollars découlant de la diminution de certains prix de vente sur le marché. Au cours du trimestre, le BAlIA ajusté a aussi subi l'incidence négative de la baisse des volumes de ventes de fromage découlant des conditions de marché concurrentielles aux États-Unis, ce qui s'est traduit par une baisse de l'efficacité opérationnelle. En outre, les initiatives relatives aux prix ont eu une incidence favorable sur le BAlIA ajusté, car elles se sont traduites par des prix de vente mieux adaptés aux coûts liés à l'entreposage, à la livraison et à la logistique.

Les facteurs du marché aux États-Unis ont eu une incidence négative sur le BAlIA ajusté d'environ 8 millions de dollars, surtout en raison de la baisse de certains prix de vente sur le marché des ingrédients laitiers. L'adoption d'IFRS 16, *Contrats de location*, a eu une incidence favorable sur le BAlIA ajusté d'environ 2 millions de dollars. Enfin, la fluctuation du dollar américain par rapport au dollar canadien a eu une incidence positive sur le BAlIA ajusté d'environ 1 million de dollars.

Pour l'exercice 2020, le BAlIA a totalisé 615,4 millions de dollars, en hausse de 70,7 millions de dollars, ou 13,0 %, comparativement à 544,7 millions de dollars à l'exercice précédent. Tel qu'il est expliqué ci-dessus, vers la fin du quatrième trimestre de l'exercice, la pandémie de COVID-19 a eu une incidence négative sur le BAlIA ajusté. Les initiatives relatives aux prix ont eu une incidence positive sur le BAlIA ajusté, car elles se sont traduites par des prix de vente mieux adaptés aux coûts liés à l'entreposage, à la livraison et à la logistique. Le BAlIA ajusté a également tiré parti de l'amélioration de l'efficacité en matière d'entreposage, de livraison et de logistique et de la hausse des volumes de ventes dans les catégories des aliments laitiers. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par l'incidence de la baisse des volumes de ventes de fromage en raison des conditions de marché concurrentielles aux États-Unis.

Les facteurs du marché aux États-Unis ont eu une incidence positive sur le BAlIA ajusté d'environ 8 millions de dollars, surtout en raison de la hausse des prix de vente sur le marché des ingrédients laitiers. L'adoption d'IFRS 16, *Contrats de location*, a eu une incidence favorable sur le BAlIA ajusté d'environ 9 millions de dollars. Enfin, la fluctuation du dollar américain par rapport au dollar canadien a eu une incidence positive sur le BAlIA ajusté d'environ 8 millions de dollars.

## SECTEUR INTERNATIONAL

(en millions de dollars CAD)

	Pour les périodes de trois mois closes les 31 mars		Pour les exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Produits	832,4	695,1	3 076,7	2 951,1
BAlIA ajusté*	66,5	50,9	304,9	262,9

\* Les mesures non conformes aux normes IFRS sont décrites à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

### Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur la performance financière

(en millions de dollars CAD)

	Pour les périodes de trois mois closes les 31 mars		Pour les exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Conversion des devises <sup>1</sup>	(5)	(3)	(45)	(15)

<sup>1</sup> Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour les périodes de trois mois; par rapport à l'exercice précédent pour les exercices clos les 31 mars.

Le Secteur International comprend la Division Produits laitiers (Australie) et la Division Produits laitiers (Argentine).

#### Produits

Les produits du Secteur International ont totalisé 832,4 millions de dollars pour la période de trois mois close le 31 mars 2020, en hausse de 137,3 millions de dollars, ou 19,8 %, comparativement à 695,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse des prix de vente attribuable à la hausse du coût du lait dans la Division Produits laitiers (Australie) et à l'économie hyperinflationniste dans la Division Produits laitiers (Argentine) a eu une incidence positive sur les produits. L'apport de l'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité au sein de la Division Produits laitiers (Australie) s'est aussi traduit par une augmentation des produits. De plus, l'affaiblissement du peso argentin et du dollar australien par rapport au dollar américain et la hausse des prix de vente du fromage et des ingrédients laitiers à l'échelle internationale sur le marché de l'exportation ont eu une incidence positive sur les produits. Toutefois, la baisse des volumes de ventes à l'exportation au sein de la Division Produits laitiers (Australie), découlant d'une baisse de la disponibilité du lait, a eu une incidence négative sur les produits. La fluctuation des monnaies fonctionnelles utilisées dans le Secteur International par rapport au dollar canadien a eu une incidence négative sur les produits d'environ 27 millions de dollars.

En raison de la pandémie de COVID-19, le Secteur International a connu une augmentation de la demande dans le segment de détail, dans les catégories du fromage de tous les jours et du lait réfrigéré. À l'inverse, la demande des consommateurs a diminué dans le segment de services alimentaires, et le marché de l'exportation a aussi été négativement touché. Malgré quelques turbulences au cours des deux dernières semaines, la crise de la COVID-19 n'a pas eu une incidence importante sur les produits du trimestre.

Pour l'exercice 2020, les produits du Secteur International ont totalisé 3,077 milliards de dollars, en hausse de 125,6 millions de dollars, ou 4,3 %, comparativement à 2,951 milliards de dollars à l'exercice précédent. La hausse des prix de vente attribuable à la hausse du coût du lait dans la Division Produits laitiers (Australie) et à l'économie hyperinflationniste dans la Division Produits laitiers (Argentine) a eu une incidence positive sur les produits. L'inclusion des activités de Murray Goulburn Co-Operative Co. Limited (acquisition de Murray Goulburn) pour l'exercice complet et l'apport de l'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité sur une période de 22 semaines au cours de la période ont également eu une incidence positive sur les produits. De plus, l'affaiblissement du peso argentin et du dollar australien par rapport au dollar américain et la hausse des prix de vente du fromage et des ingrédients laitiers à l'échelle internationale sur le marché de l'exportation se sont traduits par une augmentation des produits. Toutefois, la baisse des volumes de ventes au sein de la Division Produits laitiers (Australie), découlant d'une baisse de la disponibilité du lait, a eu une incidence négative sur les produits. Finalement, la fluctuation des monnaies fonctionnelles utilisées dans le Secteur International par rapport au dollar canadien a eu une incidence négative sur les produits d'environ 320 millions de dollars.

Le segment de détail, le segment de services alimentaires et le segment industriel, qui comprend les ventes de fromages, ont représenté environ 42 %, 7 % et 51 %, respectivement, du total des produits du Secteur International (exercice 2019 – 39 %, 6 % et 55 %, respectivement).

### **BAIIA ajusté**

Le BAIIA ajusté du Secteur International a totalisé 66,5 millions de dollars pour la période de trois mois close le 31 mars 2020, en hausse de 15,6 millions de dollars, ou 30,6 %, comparativement à 50,9 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse des prix sur les marchés internationaux du fromage et des ingrédients laitiers et l'apport de l'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité ont eu une incidence favorable sur le BAIIA ajusté. De plus, la hausse des prix de vente attribuable à l'économie hyperinflationniste dans la Division Produits laitiers (Argentine) s'est traduite par une augmentation du BAIIA ajusté. Le BAIIA ajusté a également tiré parti de la baisse des coûts liés à l'entreposage et à la logistique découlant de la diminution des frais de manutention et d'entreposage externe au sein de la Division Produits laitiers (Australie). L'augmentation du BAIIA ajusté a été contrebalancée en partie par l'incidence négative de la baisse des volumes de ventes à l'exportation au sein de la Division Produits laitiers (Australie) attribuable à une baisse de la disponibilité du lait. L'adoption d'IFRS 16, *Contrats de location*, s'est traduite par une augmentation du BAIIA ajusté d'environ 10 millions de dollars. La fluctuation des monnaies fonctionnelles utilisées dans le Secteur International par rapport au dollar canadien a eu une incidence négative sur les produits d'environ 5 millions de dollars. La pandémie de COVID-19 n'a pas eu d'incidence importante sur le BAIIA ajusté du trimestre.

Pour l'exercice 2020, le BAIIA ajusté a totalisé 304,9 millions de dollars, en hausse de 42,0 millions de dollars, ou 16,0 %, comparativement à 262,9 millions de dollars à l'exercice précédent. La hausse des prix sur les marchés internationaux du fromage et des ingrédients laitiers et l'apport de l'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité ont eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté. De plus, la hausse des prix de vente attribuable à l'économie hyperinflationniste dans la Division Produits laitiers (Argentine) a eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté. Le BAIIA ajusté a également tiré parti de la baisse des coûts liés à l'entreposage et à la logistique découlant de la diminution des frais de manutention et d'entreposage externe au sein de la Division Produits laitiers (Australie). L'augmentation du BAIIA ajusté a été contrebalancée en partie par l'incidence de la baisse des volumes de ventes au sein de la Division Produits laitiers (Australie) attribuable à une baisse de la disponibilité du lait. L'adoption d'IFRS 16, *Contrats de location*, s'est traduite par une augmentation du BAIIA ajusté d'environ 44 millions de dollars. Finalement, la fluctuation des monnaies fonctionnelles utilisées dans le Secteur International par rapport au dollar canadien a eu une incidence négative sur les produits d'environ 45 millions de dollars.

## SECTEUR EUROPE

(en millions de dollars CAD)

	Pour les périodes de trois mois closes les 31 mars		Pour les exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Produits	231,4	–	765,9	–
BAlIA ajusté*	46,6	–	143,1	–

\* Les mesures non conformes aux normes IFRS sont décrites à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

Le Secteur Europe comprend la Division Produits laitiers (Royaume-Uni) à la suite de l'acquisition de Dairy Crest.

### Produits

Les produits du Secteur Europe ont totalisé 231,4 millions de dollars et 765,9 millions de dollars pour les périodes de trois mois et de 50 semaines closes le 31 mars 2020, respectivement. L'augmentation de la demande au sein du segment de détail en raison de la pandémie de COVID-19 au cours des deux dernières semaines de l'exercice 2020 a eu une incidence favorable sur les produits.

Le segment de détail a représenté environ 83 % du total des produits du Secteur Europe. La Division Produits laitiers (Royaume-Uni) a conservé sa position de plus grand fabricant de fromages de marque au Royaume-Uni, principalement grâce à sa marque phare *Cathedral City*, ainsi que sa position en tant qu'un des plus importants fabricants de tartinades laitières grâce à sa marque phare *Clover*. De plus, la présence de la Division sur le marché de détail a été rehaussée grâce à ses marques populaires de beurre et d'huile, soit *Country Life* et *Frylight*, respectivement.

Le segment de services alimentaires et le segment industriel ont représenté environ 1 % et 16 %, respectivement, du total des produits du Secteur Europe.

### BAlIA ajusté

Le BAlIA ajusté du Secteur Europe a totalisé 46,6 millions de dollars et 143,1 millions de dollars pour les périodes de trois mois et de 50 semaines closes le 31 mars 2020, respectivement. Le BAlIA ajusté du Secteur Europe pour les périodes de trois mois et de 50 semaines closes le 31 mars 2020 comprenait un apport positif d'environ 4 millions de dollars et 15 millions de dollars, respectivement, découlant de l'adoption d'IFRS 16, *Contrats de location*.

La crise de la COVID-19 a eu une incidence favorable sur le BAlIA ajusté pour l'exercice 2020.

En excluant l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, *Contrats de location*, le BAlIA ajusté pour la période de 50 semaines close le 31 mars 2020 est semblable aux résultats de Dairy Crest pour la période correspondante de l'exercice précédent.

## TRÉSORERIE, RESSOURCES FINANCIÈRES ET CAPITAL

La présente rubrique vise à donner un aperçu des stratégies de gestion de la trésorerie et du capital de la Société ainsi que des méthodes utilisées pour atteindre les objectifs opérationnels. Elle fournit également des détails sur la façon dont la Société gère son risque de liquidité afin de s'acquitter de ses obligations financières aux moments requis.

En raison des incertitudes liées à la pandémie de COVID-19, la Société réévalue ses priorités en matière d'attribution du capital et continue de se concentrer sur la génération de flux de trésorerie. À l'heure actuelle, les priorités de la Société en matière de répartition du capital sont axées sur l'investissement réfléchi pour soutenir les activités d'exploitation. La Société n'a donc pas l'intention de racheter des actions ordinaires durant l'exercice se clôturant le 31 mars 2021.

La Société évaluera et, au besoin, ajustera son approche globale en matière de répartition du capital à mesure qu'elle en saura plus sur la durée et la gravité de la pandémie de COVID-19 et sur la reprise postpandémie. Aucun remboursement n'est exigé au cours de l'exercice 2021 en vertu des conventions de financement par emprunt existantes. La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société totalisaient 319,4 millions de dollars au 31 mars 2020. En plus de ces fonds, la Société disposait de facilités de crédit bancaire nord-américaines non utilisées de 1,000 milliard de dollars américains au 31 mars 2020. La Société est d'avis que, grâce à son bilan solide, elle est en bonne position pour affronter la conjoncture actuelle sur le marché, et elle continuera de surveiller et d'évaluer l'incidence que la COVID-19 pourrait avoir sur ses activités et ses résultats financiers.

Les besoins en trésorerie de la Société sont financés au moyen de la trésorerie générée par les activités d'exploitation, des facilités de crédit bancaire non garanties et des billets de premier rang non garantis. Ces fonds sont principalement affectés aux dépenses d'investissement, au versement des dividendes, au remboursement de la dette et aux acquisitions d'entreprises et devraient être suffisants pour répondre aux besoins en trésorerie de la Société. La Société ne prévoit pas avoir de difficulté à obtenir du financement pour des montants supérieurs à ceux dont elle dispose actuellement par l'entremise d'ententes existantes ou, au besoin, de placements d'actions ordinaires afin de financer de possibles acquisitions et de refinancer les obligations à l'égard de la dette.

Les flux de trésorerie de la Société sont présentés dans le tableau qui suit.

(en millions de dollars CAD)

	Pour les périodes de trois mois closes les 31 mars		Pour les exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	331,9	272,2	1 315,5	1 112,6
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	295,2	228,2	1 036,9	884,5
Trésorerie utilisée pour les activités d'investissement	(201,4)	(141,8)	(2 494,9)	(1 506,6)
Trésorerie (utilisée pour) générée par les activités de financement	(23,7)	(133,6)	1 643,8	606,1
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	70,1	(47,2)	185,8	(16,0)

Pour la **période de trois mois close le 31 mars 2020**, la trésorerie générée par les activités **d'exploitation** a totalisé 331,9 millions de dollars, comparativement à 272,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 59,7 millions de dollars. **Pour l'exercice 2020**, la trésorerie générée par les activités d'exploitation a totalisé 1,316 milliard de dollars, comparativement à 1,113 milliard de dollars pour l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 202,9 millions de dollars.

Pour la **période de trois mois close le 31 mars 2020**, la **trésorerie nette générée par les activités d'exploitation** a totalisé 295,2 millions de dollars, comparativement à 228,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse de 67,0 millions de dollars est attribuable à une augmentation découlant des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 44,1 millions de dollars, qui s'expliquent par les variations des débiteurs, des stocks et des créditeurs se rapportant aux fluctuations des prix du marché, par une augmentation du BAIIA ajusté de 23,3 millions de dollars et par une baisse de 21,0 millions de dollars de l'impôt payé. Elle a été contrebalancée en partie par des augmentations de 10,6 millions de dollars des profits de change sur la dette sans effet sur la trésorerie et de 13,7 millions de dollars des intérêts payés.

**Pour l'exercice 2020**, la trésorerie nette générée par les activités d'exploitation a totalisé 1,037 milliard de dollars, comparativement à 884,5 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette hausse de 152,4 millions de dollars est attribuable à une augmentation de 246,5 millions de dollars du BAIIA ajusté, à une diminution de 15,9 millions de dollars des coûts d'acquisition et à une baisse de 5,4 millions de dollars de l'impôt payé. Elle a été contrebalancée en partie par une augmentation de 55,9 millions de dollars des intérêts payés, une augmentation de 31,2 millions de dollars des profits de change sur la dette sans effet sur la trésorerie et par des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 23,5 millions de dollars, qui s'expliquent par les variations des débiteurs, des stocks et des créiteurs se rapportant aux fluctuations des prix du marché.

Les **activités d'investissement** pour la **période de trois mois close le 31 mars 2020** comprenaient principalement des entrées d'immobilisations corporelles d'un montant de 187,9 millions de dollars et des entrées d'immobilisations incorporelles d'un montant de 16,0 millions de dollars relatives aux initiatives liées au PGI. Les activités d'investissement **pour l'exercice 2020** comprenaient principalement un montant de 1,930 milliard de dollars déboursé pour l'acquisition de Dairy Crest et l'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité, des entrées d'immobilisations corporelles d'un montant de 509,9 millions de dollars et des entrées d'immobilisations incorporelles d'un montant de 66,4 millions de dollars relatives aux initiatives liées au PGI. De ces entrées, 37 % ont servi au remplacement d'immobilisations corporelles et 63 % à la mise en place de nouvelles technologies de même qu'à l'agrandissement et à l'augmentation de certaines capacités de fabrication.

Les **activités de financement** pour la **période de trois mois close le 31 mars 2020** se composaient essentiellement d'une hausse de 66,9 millions de dollars des emprunts bancaires et d'une émission d'actions d'un montant de 14,7 millions de dollars dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions. De plus, la Société a payé des obligations locatives de 35,0 millions de dollars, remboursé 0,9 million de dollars sur la dette à long terme et versé des dividendes de 69,4 millions de dollars.

Les activités de financement **pour l'exercice 2020** comprenaient essentiellement une dette à long terme additionnelle d'un montant de 2,062 milliards de dollars relative à l'acquisition de Dairy Crest. Une partie du produit net de la dette à long terme contractée dans le cadre de l'acquisition de Dairy Crest a été utilisée pour rembourser un montant de 451,4 millions de dollars de la dette reprise liée à l'acquisition. Le produit net de 639,9 millions de dollars du placement dans le public et du placement privé simultané d'actions ordinaires conclus le 11 septembre 2019 (le placement d'actions ordinaires) a été utilisé pour rembourser les montants suivants : i) 572,0 millions de dollars, soit le solde de la tranche d'un an de la facilité d'emprunt à terme contractée dans le cadre de l'acquisition de Dairy Crest et ii) 67,9 millions de dollars, soit une partie de la tranche de trois ans de la facilité d'emprunt à terme contractée en avril 2018. Les activités de financement comprenaient également un montant de 400,0 millions de dollars lié à l'émission de billets à moyen terme de série 6. Le produit net de l'émission a été utilisé pour rembourser le montant en capital total de 300,0 millions de dollars des billets à moyen terme de série 1 arrivés à échéance le 26 novembre 2019. Le reste du produit net a été utilisé pour rembourser une partie de la tranche de trois ans de la facilité d'emprunt à terme contractée en avril 2018. De plus, la Société a payé des obligations locatives de 90,7 millions de dollars et versé des dividendes de 269,7 millions de dollars. Enfin, les emprunts bancaires ont augmenté de 404,3 millions de dollars et des actions ont été émises dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions, pour un montant de 45,0 millions de dollars.

## Liquidité

(en millions de dollars CAD, sauf le ratio)

Exercices	2020	2019
Actifs courants	4 069,0	3 133,8
Passifs courants	2 493,5	1 932,5
Fonds de roulement*	1 575,5	1 201,3
Ratio du fonds de roulement*	1,63	1,62

\* Se reporter à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

Le ratio du fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir les passifs courants au moyen d'actifs courants, sans avoir un surplus d'actifs inactifs.

## Gestion du capital

La stratégie de la Société en matière de capital nécessite une structure de financement bien équilibrée afin de maintenir la souplesse nécessaire pour mettre en œuvre des projets de croissance tout en lui permettant d'effectuer des dépenses d'investissement de façon disciplinée et de maximiser la valeur pour les actionnaires.

Avant l'adoption d'IFRS 16, *Contrats de location*, la Société visait un niveau d'endettement à long terme correspondant à un ratio d'environ 2,0 fois la dette nette sur le BAIIA ajusté. À la suite de l'adoption d'IFRS 16, *Contrats de location*, la Société a adapté son niveau d'endettement à long terme cible, qui correspond maintenant à un ratio d'environ 2,25 fois la dette nette sur le BAIIA ajusté. De temps à autre, la Société peut s'éloigner de son niveau d'endettement à long terme cible afin d'effectuer des acquisitions et de saisir d'autres occasions stratégiques. Au 31 mars 2020, le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté comprend les obligations locatives, comme il est présenté ci-dessous.

(en millions de dollars CAD, sauf le ratio et le nombre d'actions et d'options)

Exercices	2020	2019
Dette à long terme	3 542,3	2 267,3
Emprunts bancaires	528,5	130,4
Obligations locatives	414,8	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie	319,4	112,7
Dette nette*	4 166,2	2 285,0
BAIIA ajusté**	1 467,8	1 221,3
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté**	2,84	1,87
Nombre d'actions ordinaires	408 638 373	390 198 386
Nombre d'options d'achat d'actions	20 946 092	20 374 871

\* Se reporter à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

\*\* Les mesures non conformes aux normes IFRS sont décrites à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

La Société a mis en œuvre un régime de réinvestissement des dividendes (le RRD), avec prise d'effet le 28 mai 2020. Le RRD offre aux actionnaires admissibles la possibilité de réinvestir automatiquement la totalité ou une partie de leurs dividendes en espèces en actions ordinaires additionnelles (les actions du RRD). Jusqu'à nouvel ordre, les participants au RRD feront l'acquisition d'actions du RRD nouvellement émises à un prix correspondant au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société négociées à la Bourse de Toronto pendant les cinq jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date de versement des dividendes, déduction faite d'un escompte de 2 %.

Le 19 novembre 2019, la Société a émis des billets à moyen terme de série 6 d'un montant en capital total de 400,0 millions de dollars échéant le 19 novembre 2024 et portant intérêt au taux de 2,88 % et a utilisé le produit net pour rembourser le montant en capital total de 300,0 millions de dollars des billets à moyen terme de série 1 échéant le 26 novembre 2019. Le reste du produit net a été utilisé pour rembourser une partie de la tranche de trois ans de la facilité d'emprunt à terme contractée en avril 2018.

Le 12 novembre 2019, la Société a modifié ses facilités de crédit bancaire nord-américaines afin d'augmenter le montant en capital disponible en vertu des facilités de crédit renouvelables à 1,000 milliard de dollars américains et d'en prolonger la durée jusqu'en novembre 2024. Les facilités de crédit bancaire disponibles additionnelles peuvent être utilisées à des fins générales, y compris pour financer des acquisitions.

Le 11 septembre 2019, la Société a conclu un placement dans le public et un placement privé simultanément ayant permis d'amasser un produit brut de 659,0 millions de dollars au moyen de l'émission de 16 642 553 actions ordinaires au prix de 39,60 \$ l'action. Le produit, déduction faite des commissions et des honoraires professionnels de 19,1 millions de dollars, s'est élevé à 639,9 millions de dollars. Le placement d'actions ordinaires a été effectué en vertu d'une convention de prise ferme datée du 26 août 2019 conclue avec un syndicat de preneurs fermes. Saputo a utilisé le produit net du placement et du placement privé simultanément pour rembourser le solde de la tranche d'un an de l'emprunt à terme contracté relativement à l'acquisition de Dairy Crest et une partie de l'emprunt à terme contracté en avril 2018. Le placement d'actions ordinaires fait partie de la stratégie en matière de gestion du capital de la Société visant à réduire son niveau d'endettement.

Au 31 mars 2020, la Société disposait de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 319,4 millions de dollars et de facilités de crédit bancaire disponibles de 2,377 milliards de dollars, desquelles une tranche de 528,5 millions de dollars avait été prélevée. Se reporter aux notes 11 et 12 des états financiers consolidés pour de plus amples renseignements sur les emprunts bancaires et la dette à long terme.

Le capital social autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires. Les actions ordinaires sont des actions avec droit de vote et droit de participation. Au 26 mai 2020, 408 729 435 actions ordinaires et 25 366 062 options d'achat d'actions étaient en circulation.

## OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Société assure la gestion et le suivi continu de ses engagements et de ses obligations contractuelles afin de veiller à ce qu'elle puisse s'acquitter de ceux-ci au moyen des fonds provenant de l'exploitation et de l'optimisation de sa structure du capital.

Les obligations contractuelles de la Société se composent des engagements relatifs au remboursement de certains emprunts à long terme, des contrats de location visant des locaux, de l'équipement et du matériel roulant ainsi que des obligations d'achat au titre de dépenses d'investissement et d'ententes de service pour lesquelles la Société s'est engagée. La note 12 des états financiers consolidés décrit l'engagement de la Société pour ce qui est du remboursement de la dette à long terme, alors que la note 20 des états financiers consolidés décrit ses engagements de location.

(en millions de dollars CAD)

	31 mars 2020				31 mars 2019			
	Dette à long terme	Contrats de location	Obligations d'achat	Total	Dette à long terme	Contrats de location	Obligations d'achat	Total
Moins de 1 an	–	96,4	196,5	292,9	323,4	110,4	154,1	587,9
De 1 à 2 ans	718,8	84,8	20,4	824,0	3,9	85,6	–	89,5
De 2 à 3 ans	1 336,4	62,3	16,2	1 414,9	502,1	62,7	–	564,8
De 3 à 4 ans	737,1	46,4	6,5	790,0	300,0	49,7	–	349,7
De 4 à 5 ans	400,0	59,2	6,0	465,2	787,9	39,3	–	827,2
Plus de 5 ans	350,0	159,8	7,9	517,7	350,0	183,5	–	533,5
	<b>3 542,3</b>	<b>508,9</b>	<b>253,5</b>	<b>4 304,7</b>	<b>2 267,3</b>	<b>531,2</b>	<b>154,1</b>	<b>2 952,6</b>

### Dette à long terme

La dette à long terme de la Société est décrite à la note 12 des états financiers consolidés.

Dans le cadre de l'acquisition de Murray Goulburn, la Société a conclu, en avril 2018, une entente de crédit relative à une facilité à terme non renouvelable composée de trois tranches. Un total de 1,217 milliard de dollars a été prélevé, dont un montant de 780,2 millions de dollars a été remboursé. La facilité de crédit porte intérêt aux taux préférentiels des prêteurs majorés jusqu'à un maximum de 1,00 % ou le taux des acceptations bancaires ou le taux des acceptations bancaires australiennes majoré de 0,80 % jusqu'à un maximum de 2,00 %, selon les notations de crédit de la Société et arrive à échéance entre avril 2021 et avril 2023.

Dans le cadre de l'acquisition de Dairy Crest, en avril 2019, la Société a conclu une entente de crédit relative à une facilité à terme non renouvelable composée de trois tranches. Un total de 2,039 milliards de dollars a été prélevé, dont un montant de 583,4 millions de dollars a été remboursé. La facilité de crédit porte intérêt aux taux préférentiels des prêteurs majorés jusqu'à un maximum de 1,00 % ou au taux LIBOR ou aux taux des acceptations bancaires majorés de 0,80 % jusqu'à un maximum de 2,00 %, selon les notations de crédit de la Société et arrive à échéance entre avril 2020 et avril 2022.

La dette à long terme de la Société comprend aussi cinq séries de billets de premier rang non garantis en circulation en vertu de son programme à moyen terme, pour un total de 1,650 milliard de dollars, portant intérêt à un taux variant entre 1,94 % et 3,60 % par année et échéant entre juin 2021 et août 2025.

## SITUATION FINANCIÈRE

Les principaux postes de l'état de la situation financière au 31 mars 2020 ont varié par rapport aux postes du 31 mars 2019 essentiellement en raison de l'inclusion de l'acquisition de Dairy Crest et de l'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité.

Le tableau suivant présente les taux de conversion des postes de l'état de la situation financière des activités locales respectives libellées en devises au 31 mars 2020 et au 31 mars 2019.

	Au 31 mars 2020	Au 31 mars 2019
Dollar américain par rapport au dollar canadien <sup>1</sup>	1,4062	1,3349
Dollar australien par rapport au dollar canadien <sup>1</sup>	0,8621	0,9473
Peso argentin par rapport au dollar canadien <sup>1</sup>	0,0219	0,0308
Livre sterling par rapport au dollar canadien <sup>1</sup>	1,7462	- <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Selon l'information publiée par Bloomberg.

<sup>2</sup> L'acquisition de Dairy Crest a été conclue le 15 avril 2019.

La position de trésorerie nette (trésorerie et équivalents de trésorerie moins emprunts bancaires) a diminué, passant d'un montant négatif de 17,7 millions de dollars au 31 mars 2019 à un montant négatif de 209,1 millions de dollars au 31 mars 2020, principalement en raison d'une augmentation des emprunts bancaires découlant de l'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité. Les variations de l'écart de conversion comptabilisées dans les autres éléments du résultat global sont attribuables principalement à la fluctuation des devises par rapport au dollar canadien.

La pandémie de COVID-19 n'a eu aucune incidence importante sur la situation financière de la Société au 31 mars 2020; la Société continuera toutefois de surveiller et d'évaluer l'incidence qu'elle pourrait avoir sur sa situation financière.

## GARANTIES

De temps à autre, la Société conclut des ententes dans le cours normal de ses activités, notamment des ententes de service et des contrats de location, ainsi que dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs qui, de par leur nature, peuvent fournir des indemnités à des tierces parties. Ces dispositions d'indemnisation peuvent viser des manquements aux représentations et garanties de même que des réclamations futures à l'égard de certains passifs. Les modalités de ces clauses d'indemnisation sont de durées variées. Se reporter à la note 20 des états financiers consolidés, qui traite des garanties de la Société.

## TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cours normal des activités, la Société reçoit des services de sociétés sous le contrôle ou sous l'influence notable par voie de la participation de son actionnaire principal, et leur fournit des biens. Le montant des biens et des services n'est pas significatif et il est compensé par une contrepartie égale à leur juste valeur, qui est comparable à des opérations similaires conclues dans des conditions normales de concurrence. Les services reçus sont liés principalement aux voyages, à la publicité, à l'hébergement, à la location de locaux pour bureaux et aux services de gestion. Les biens fournis consistent essentiellement en des produits laitiers. Les transactions avec les principaux dirigeants (la direction définit les principaux dirigeants comme étant tous les membres de la haute direction ayant la responsabilité et l'autorité de contrôler, de surveiller et de planifier les activités de la Société, de même que les administrateurs de la Société) sont aussi considérées comme des transactions entre parties liées et ont trait aux avantages à court terme du personnel, aux avantages postérieurs à l'emploi, à la rémunération à base d'actions et aux paiements en vertu du régime d'unités d'actions différées. Se reporter à la note 21 des états financiers consolidés pour obtenir de plus amples renseignements sur les transactions entre parties liées.

## ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

La préparation des états financiers de la Société requiert que la direction fasse preuve de jugement et qu'elle établisse des estimations sur des transactions et des valeurs comptables qui seront réalisées dans l'avenir. Ces jugements et estimations sont volatils en raison des changements des facteurs internes et/ou externes et sont continuellement révisés par la direction. Une discussion de ces jugements et de ces estimations pouvant avoir une incidence significative sur les états financiers est présentée plus bas.

### ***Conjoncture économique et incertitudes***

La conjoncture économique mondiale actuelle est hautement instable en raison de la pandémie de COVID-19, qui a été déclarée dans les deux dernières semaines de l'exercice 2020. L'ampleur, la durée et la gravité de la pandémie de COVID-19 sont difficiles à prévoir et pourraient avoir une incidence sur les estimations et jugements importants utilisés dans la préparation des états financiers consolidés.

### ***Impôt sur le résultat***

La Société est soumise à l'impôt dans de nombreux territoires. Une part de jugement considérable est nécessaire à l'établissement de la charge d'impôt consolidée. Dans le cours normal des affaires, il existe plusieurs transactions et calculs pour lesquels la détermination des impôts finaux est incertaine. Un passif est comptabilisé si, de l'avis de la Société, elle estime qu'un montant d'impôt à payer pourrait résulter des vérifications fiscales prévues. Lorsque les résultats finaux de ces questions diffèrent des montants qui avaient initialement été comptabilisés, ces différences auront une incidence sur les résultats pour la période de présentation financière, ainsi que sur les charges d'impôt exigible et l'impôt différé respectifs pour la période de présentation financière au cours de laquelle cette détermination est effectuée.

### ***Impôt différé***

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués en fonction des taux adoptés ou quasi adoptés qui devraient s'appliquer aux bénéfices imposables des années au cours desquelles les différences temporaires seront recouvrées ou réglées. Il faut donc projeter les bénéfices imposables de ces années de même qu'établir une hypothèse quant à la période finale de recouvrement ou de règlement des différences temporaires. La projection des bénéfices imposables futurs est basée sur les meilleures estimations de la direction et peut varier des bénéfices imposables réels. Les actifs d'impôt différé sont revus à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable de réaliser l'avantage fiscal connexe. Les lois et règles fiscales canadiennes, américaines et internationales sont sujettes à interprétation et nécessitent le jugement de la Société, lequel peut être contesté par les autorités fiscales. La Société croit qu'elle a pourvu de façon adéquate aux obligations d'impôt différé pouvant découler des faits et circonstances actuels. Les différences temporaires et les taux d'imposition pourraient changer en raison de changements budgétaires et/ou de modifications aux lois fiscales.

### ***Goodwill, immobilisations incorporelles et regroupements d'entreprises***

Le goodwill, les marques de commerce et les relations avec les clients ont principalement été constatés par suite des regroupements d'entreprises. La Société utilise la méthode de l'acquisition pour comptabiliser ces regroupements d'entreprises, laquelle nécessite des jugements et des estimations importants. Lors du processus de répartition d'un regroupement d'entreprises, des justes valeurs estimatives sont attribuées aux actifs nets acquis, incluant les marques de commerce et les relations avec les clients. Ces estimations sont basées sur des prévisions de flux de trésorerie futurs, des estimations des fluctuations économiques et un taux d'actualisation estimé. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur estimative des actifs nets acquis est ensuite attribué au goodwill. Dans le cas où les justes valeurs réelles des actifs nets diffèrent des estimations, les montants attribués aux actifs nets et spécifiquement aux marques de commerce et aux relations avec les clients pourraient différer des montants présentés. Cela affecterait ensuite directement la valeur comptable du goodwill. Toute différence dans les justes valeurs estimées affecterait également l'amortissement des immobilisations incorporelles ayant une durée de vie déterminée.

### ***Immobilisations corporelles***

Un jugement critique est nécessaire dans la sélection et l'application du mode d'amortissement et des durées d'utilité de même que dans la détermination de l'importance des composants et de leur répartition respective. La direction considère le mode linéaire comme le mode d'amortissement le plus approprié, étant donné que les usines de la Société fonctionnent, sur une base annuelle, à un niveau de production similaire, ce qui indique une production constante. Il est de l'avis de la direction que les durées d'utilité et les méthodes comptables reflètent adéquatement le rythme selon lequel les avantages économiques futurs liés à l'actif devraient être générés.

### ***Dépréciation d'actifs***

Certains jugements et certaines estimations significatifs sont requis lors des tests de dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des autres actifs à long terme, dont les actifs au titre de droits d'utilisation. La direction utilise des estimations ou exerce son jugement dans la détermination des indicateurs de dépréciation, dans la définition d'une UGT, dans l'estimation de flux de trésorerie futurs et pour les autres hypothèses clés telles que les taux

d'actualisation et les multiplicateurs de résultats utilisés pour déterminer une juste valeur (moins les coûts de sortie) ou une valeur d'utilité. Les estimations établies pour le goodwill et les immobilisations incorporelles sont présentées à la note 9 des états financiers consolidés. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation annuellement au 31 décembre et chaque fois qu'il y a une indication de dépréciation. Les autres actifs à long terme sont testés seulement lorsque des indicateurs de dépréciation sont présents.

### ***Avantages sociaux futurs***

La Société offre des régimes à prestations définies et à cotisations définies qui fournissent des prestations de retraite ainsi que d'autres avantages postérieurs à l'emploi à ses employés.

Plusieurs estimations et hypothèses sont requises pour déterminer la charge liée aux régimes de retraite à prestations définies de même que l'obligation s'y rattachant, dont le taux d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur comptable de l'obligation et les produits d'intérêts sur l'actif des régimes, la durée de l'obligation, le taux d'inflation, le taux de croissance prévu lié aux soins de santé, le taux de mortalité prévu, les augmentations salariales prévues, etc. Modifier un chiffre des principales hypothèses peut avoir une incidence significative sur le calcul de l'obligation. Les résultats réels seront vraisemblablement différents des hypothèses initiales. Ces profits ou pertes sont présentés dans les états consolidés du résultat global.

## CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

### Nouvelles normes comptables, interprétations et modifications adoptées au cours de l'exercice

#### **Adoption d'IFRS 16, Contrats de location**

En janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 16, *Contrats de location*, qui a remplacé IAS 17, *Contrats de location*. La Société a adopté la norme le 1<sup>er</sup> avril 2019. La nouvelle norme élimine la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement et impose maintenant la comptabilisation, par le preneur, de la plupart des contrats de location dans l'état de la situation financière, sauf en ce qui concerne des contrats de location respectant certains critères d'exception. Pour le bailleur, la comptabilisation demeurera essentiellement inchangée, et la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement sera maintenue.

Se reporter à la note 3 des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2020 pour en savoir davantage sur les exemptions et mesures de simplification appliquées lors de l'adoption d'IFRS 16. Tel qu'il est permis par les directives transitoires d'IFRS 16, la Société n'a pas retraité les chiffres correspondants.

À la suite de l'adoption d'IFRS 16, le 1<sup>er</sup> avril 2019, la Société a mis à jour ses politiques pour la comptabilisation des contrats de location, de même que les estimations, jugements et hypothèses importants formulés par la direction et présentés à la note 3 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

Se reporter à la note 3 des états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2020 et 2019 pour en savoir davantage sur l'incidence d'autres nouvelles normes comptables, interprétations et modifications adoptées au cours de l'exercice 2020.

#### **Normes, interprétations et modifications n'ayant pas encore été mises en œuvre**

Se reporter à la note 3 des états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2020 et 2019 pour en savoir davantage sur l'incidence des nouvelles normes comptables, interprétations et modifications n'ayant pas encore été mises en œuvre.

## RISQUES ET INCERTITUDES

Les principaux risques et incertitudes auxquels la Société est exposée sont présentés ci-dessous. Le conseil d'administration (le conseil) a attribué au comité d'audit la responsabilité d'examiner et d'évaluer, conjointement avec la direction et le service d'audit interne, les facteurs de risques inhérents à la Société, et de s'assurer que les mesures appropriées soient en place pour permettre à la direction de les repérer et de les gérer efficacement. En outre, le conseil a attribué au comité de régie d'entreprise et des ressources humaines la responsabilité de superviser les mesures de gestion du risque lié aux ressources humaines. Le comité d'audit et le comité de régie d'entreprise et des ressources humaines reçoivent régulièrement des rapports de la direction sur ces questions. Le comité d'audit et le conseil ont aussi adopté et mis en œuvre des politiques et procédures liées à l'évaluation et à la gestion des risques qui sont révisées au moins une fois l'an. Une présentation annuelle détaillée de tous les facteurs de risques repérés et des mises à jour périodiques sont données par la direction au comité d'audit, au comité de régie d'entreprise et des ressources humaines ou au conseil, selon le cas.

La gestion du risque fait partie des décisions de la Société en matière de transactions, d'exploitation et de stratégie ainsi que de son approche globale de gestion; cependant, la gestion du risque ne garantit pas que des événements ou des circonstances qui pourraient avoir une incidence négative sur la performance et la situation financières de la Société ne surviendront pas.

#### **Responsabilité de produits**

Les activités de Saputo sont exposées aux mêmes dangers et aux mêmes risques de responsabilité que ceux de toutes les entreprises de transformation des aliments, tels que la contamination des ingrédients ou des produits par des bactéries ou d'autres agents externes pouvant être introduits dans les produits ou les emballages. Si une telle éventualité devait se produire, elle pourrait se solder par un rappel de produits coûteux et entacher gravement la réputation de Saputo en termes de qualité de ses produits.

#### **Pandémie de COVID-19**

La pandémie de COVID-19 et la faiblesse de la conjoncture économique qui en a résulté ont eu une incidence défavorable sur les activités de la Société et devraient continuer de miner les activités ainsi que la performance et la situation financières de la Société de plusieurs manières. L'incidence de la pandémie sera vraisemblablement importante.

Au cours des deux dernières semaines de mars 2020, les ventes dans le segment de services alimentaires et le segment industriel ont commencé à diminuer, et cette diminution devrait continuer d'avoir une incidence défavorable sur la Société. Les ventes du segment de détail ont augmenté depuis que la pandémie a été déclarée, mais les niveaux d'augmentation enregistrés pourraient ne pas se maintenir à long terme, et ils ne contrebalanceront pas la diminution des ventes dans le segment de services alimentaires et le segment industriel.

Les réductions de la main-d'œuvre imputables à la maladie, aux quarantaines, aux restrictions concernant les voyages et à d'autres mesures gouvernementales pourraient avoir une incidence défavorable sur les activités de la Société si un nombre important de ses employés ne peuvent travailler pour continuer d'exercer les activités de manière efficace. La fermeture d'une ou de plusieurs des installations de fabrication de la Société pendant une longue période pourrait perturber les capacités de production de la Société et avoir une incidence défavorable sur ses résultats.

Une pression financière accrue sur les clients de la Société a fait augmenter le risque de crédit de la Société, et pourrait continuer de le faire, en raison d'une hausse des radiations de créances clients. De plus, les clients et les partenaires de la chaîne d'approvisionnement de Saputo pourraient modifier leurs pratiques en ce qui a trait aux stocks, au traitement ou à l'expédition, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la production, le taux de traitement et les ventes de la Société et, éventuellement, sur sa performance financière. La Société pourrait subir des pertes de stocks additionnelles.

L'incidence défavorable de la pandémie de COVID-19 sur les marchés des capitaux pourrait nuire à la disponibilité et au coût du capital, ce qui empêcherait la Société de pouvoir continuer d'accéder à des sources de liquidités de choix au moment voulu et limiterait la capacité de Saputo à financer des occasions stratégiques ou réaliser ses plans stratégiques et d'autres initiatives.

En raison de l'augmentation du nombre d'employés qui travaillent à distance, les ressources et les systèmes liés aux technologies de l'information sont fortement sollicités et les tentatives d'hameçonnage et d'autres atteintes à la cybersécurité se sont accrues.

La mise à niveau du progiciel de gestion intégré pourrait être de nouveau reportée, ce qui pourrait donner lieu à des coûts additionnels et nuire à la croissance et à l'efficacité opérationnelle de la Société.

La Société surveille activement la pandémie de COVID-19. Cependant, la gravité, l'ampleur, la durée et l'intensité de la pandémie sont difficiles à prévoir, tout comme son incidence sur les activités et sur la performance et la situation financières de la Société.

### ***Approvisionnement en matières premières***

Saputo achète des matières premières qui peuvent représenter jusqu'à 85 % du coût des produits. Elle transforme les matières premières en produits finis comestibles dans le but de les revendre à un large éventail de clients. Par conséquent, la disponibilité des matières premières et la fluctuation du prix des denrées alimentaires (en raison, notamment, des changements climatiques ou de conditions météorologiques extrêmes) peuvent avoir une incidence sur les coûts de production et l'utilisation de la capacité et, par conséquent, sur les résultats de la Société. L'incidence de toute hausse du prix des denrées alimentaires sur les résultats de la Société dépendra de sa capacité à transférer ces hausses à sa clientèle dans un contexte de marché concurrentiel.

### ***Marchés américain et international***

Le prix du lait, en tant que matière première, de même que le prix de nos produits aux États-Unis, en Australie, en Argentine et au Royaume-Uni, ainsi que sur les marchés internationaux dépendent des forces de l'offre et de la demande sur les marchés. Ces prix sont tributaires de plusieurs facteurs, dont la santé de l'économie ainsi que les niveaux de l'offre et de la demande de produits laitiers dans l'industrie. Toute fluctuation des prix peut affecter les résultats de la Société. L'incidence de telles variations sur les résultats dépendra de la capacité de la Société à mettre en place les mécanismes nécessaires pour les réduire.

### ***Concurrence***

L'industrie de la transformation des aliments est très concurrentielle. L'industrie laitière mondiale est hautement concurrentielle et Saputo se mesure, à l'échelle nationale et internationale, à des concurrents nationaux et multinationaux. La performance de la Société dans tous les pays où elle fait des affaires dépendra de sa capacité à continuer d'offrir des produits de qualité à prix concurrentiels.

### **Regroupement de la clientèle**

Au cours des dernières années, nous avons assisté à un regroupement important dans l'industrie alimentaire, et ce, dans tous les segments. Étant donné que Saputo sert ces segments, le regroupement dans l'industrie a eu pour effet de diminuer le nombre de clients et d'augmenter l'importance relative de certains clients. Pour l'exercice 2020, aucun client ne représentait plus de 10 % du total des produits consolidés. La capacité de la Société de continuer à servir ses clients dans tous les marchés où elle exerce ses activités dépendra de la qualité de ses produits et de ses services ainsi que des prix.

### **Concentration des fournisseurs**

La Société achète des biens et des services auprès d'un nombre limité de fournisseurs, en raison de regroupements au sein des secteurs où ces fournisseurs exercent leurs activités. De plus, des différends avec les fournisseurs en matière de prix ou de performance des biens et des services fournis, ou l'incapacité pour ces fournisseurs de fournir les volumes demandés de ces biens et services en temps opportun, pourraient avoir une incidence sur la situation et la performance financières de la Société. Une telle incidence est tributaire de l'efficacité du plan d'urgence de la Société.

### **Interruption imprévue des activités**

Des événements importants, tels qu'une défaillance des systèmes et de l'équipement, une pandémie (dont la pandémie de COVID-19) ou une catastrophe naturelle, ou une fréquence ou une intensité accrue des conditions météorologiques extrêmes (en raison, notamment, des changements climatiques), sont susceptibles de donner lieu à des interruptions imprévues des activités dans l'une des installations ou dans certaines installations de fabrication de la Société. L'incidence serait plus importante si les grandes installations de fabrication de la Société étaient touchées, auquel cas l'incapacité à trouver d'autres fournisseurs ou à remplacer la capacité de production perdue en temps opportun risque d'avoir une incidence défavorable sur la performance et la situation financières de la Société.

### **Environnement économique**

Les activités de la Société pourraient subir l'influence du contexte économique si les taux de chômage, d'intérêt ou d'inflation atteignent des niveaux qui influent sur les tendances de consommation de la clientèle et, par conséquent, sur les ventes et la rentabilité de la Société.

### **Environnement**

Les affaires et les activités de Saputo sont régies par des lois et des règlements environnementaux, y compris en ce qui a trait aux exigences liées à l'obtention de permis, à l'évacuation des eaux usées, aux émissions atmosphériques, aux gaz à effet de serre, au rejet de substances dangereuses et à la restauration des sites contaminés. La Société croit que ses activités sont conformes à tous les égards importants à ces lois et règlements environnementaux, à l'exception de ce qui est précisé dans la notice annuelle datée du 4 juin 2020, pour l'exercice clos le 31 mars 2020. Le respect de ces lois et règlements exige que la Société continue d'engager des dépenses d'exploitation et d'entretien, de même que des dépenses d'investissement, notamment pour contrôler l'incidence éventuelle de ses activités sur les collectivités locales. Des modifications aux lois ou aux règlements environnementaux, leur interprétation évolutive ou tout resserrement des politiques d'application (en raison, notamment, de l'accroissement des préoccupations en ce qui a trait aux changements climatiques, à la gestion des déchets, à l'évacuation des eaux usées, aux émissions atmosphériques, aux gaz à effet de serre et au rejet de substances dangereuses) pourraient entraîner des coûts de conformité et des dépenses d'investissement additionnels ainsi que d'autres obligations financières, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la situation et la performance financières de Saputo.

En outre, une attention accrue est portée aux questions liées au développement durable. À cet égard, la réputation de Saputo pourrait être touchée si la Société ou d'autres sociétés de l'industrie laitière n'agissent pas, ou ne semblent pas agir de façon responsable.

### **Systèmes d'information**

La Société compte sur des applications et des systèmes informatiques pour ses activités et la présentation de ses résultats. Ces applications et systèmes sont assujettis à un nombre croissant de cybermenaces en constante évolution, qui deviennent de plus en plus sophistiquées. La Société est exposée principalement aux risques liés à l'interruption des activités, à la confidentialité et à l'intégrité des données. Par conséquent, toute indisponibilité ou défaillance, qu'elle soit causée par un incident de sécurité ou autre, pourrait entraver ou ralentir la production, retarder ou fausser certaines prises de décision et entraîner des pertes financières pour la Société. De plus, tout accès non autorisé aux systèmes d'information ou à de l'information exclusive, sensible ou confidentielle, ou toute utilisation malveillante pourrait compromettre l'intégrité des données de la Société ou se traduire par la divulgation ou la perte de données, ce qui pourrait avoir des incidences négatives sur les activités de la Société, ses résultats et sa réputation, ce qui comprend la perte de produits à la suite d'une interruption des activités, la perte d'un avantage concurrentiel, les litiges ou autres procédures judiciaires ou la responsabilité découlant du non-respect des lois relatives à la protection des renseignements personnels et à la sécurité de l'information. Bien que la Société ait mis en place des mesures pour

réduire la probabilité d'interruption de ses applications et de ses systèmes informatiques et pour déceler les incidents liés à la cybersécurité et y répondre, rien ne garantit que ces mesures seront efficaces. De plus, la Société met actuellement en œuvre des initiatives relatives à la technologie à l'égard d'un progiciel de gestion intégré. Rien ne garantit que la mise en œuvre du progiciel de gestion intégré ne perturbera ni ne réduira l'efficacité des activités de la Société.

### ***Ressources humaines***

Le succès de Saputo dépend de sa capacité à repérer, à attirer et à retenir des gens qualifiés et à planifier de façon appropriée la relève de la direction et du personnel clé. Bien que la Société soit d'avis qu'elle entretient de bonnes relations avec ses employés et qu'une proportion importante de la main-d'œuvre de la Société soit syndiquée, une grève de longue durée ou un arrêt de travail pourrait avoir une incidence sur les activités et la performance de la Société. Les activités de la Société sont aussi assujetties aux risques en matière de santé et sécurité et aux lois et règlements à cet égard. Malgré les systèmes existants en matière de santé et sécurité de Saputo, des blessures graves subies par un employé, ou le décès d'un employé, pourraient avoir une incidence sérieuse sur la réputation de Saputo et la Société pourrait devoir engager des coûts.

### ***Croissance par voie d'acquisitions***

La Société prévoit poursuivre sa croissance de façon organique ainsi qu'au moyen d'acquisitions. La Société a, par le passé, connu une croissance grâce à des acquisitions et prévoit continuer de compter sur de nouvelles acquisitions pour poursuivre sa croissance. La capacité d'évaluer correctement la juste valeur des entreprises acquises et de consacrer le temps et les ressources humaines nécessaires pour intégrer avec succès leurs activités à celles de la Société constitue un risque inhérent aux acquisitions. L'incapacité d'intégrer adéquatement une entreprise acquise en temps opportun et de manière efficace peut avoir une incidence sur la capacité de la Société à réaliser des synergies ou des améliorations et à atteindre le rendement attendu et entraîner une hausse des coûts d'intégration et la perte d'occasions d'affaires. En ce qui concerne les acquisitions effectuées par la Société, il pourrait aussi exister des passifs et des éventualités que la Société découvre après la clôture, ou qu'elle n'a pas été en mesure de quantifier dans le cadre du contrôle diligent effectué avant la clôture, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur les activités, la performance et la situation financières de la Société.

### ***Tendances de consommation***

La demande pour les produits de la Société est assujettie à la variation des tendances de consommation. Ces changements peuvent affecter les résultats de la Société. L'incidence de ces changements dépendra de la capacité de la Société d'innover et de développer de nouveaux produits.

### ***Propriété intellectuelle***

Étant donné que la Société fabrique, vend et distribue des produits alimentaires, elle compte non seulement sur la qualité de ses produits, mais aussi sur la reconnaissance de ses marques et la loyauté de sa clientèle. De plus, comme l'innovation fait partie de la stratégie de croissance de la Société, nos équipes de recherche et de développement mettent au point de nouvelles technologies, de nouveaux produits et des méthodes d'optimisation des processus. Par conséquent, la Société prend des mesures pour protéger, conserver et faire respecter sa propriété intellectuelle. Toute contravention à sa propriété intellectuelle pourrait porter atteinte à sa valeur et limiter la capacité de la Société à être concurrentielle. De plus, afin de protéger ses droits, Saputo pourrait être tenue de participer à des litiges, ce qui pourrait entraîner des coûts importants.

### ***Expositions aux risques financiers***

Le degré d'exposition de Saputo aux risques financiers varie en fonction de la devise de chacun des pays où elle exerce ses activités. À l'exercice 2020, environ 27 % des ventes ont été effectuées au Canada, 47 % aux États-Unis, 21 % à l'échelle internationale et 5 % au Royaume-Uni. Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation exercées dans chacun des pays où Saputo exerce ses activités constituent, en partie, une couverture naturelle contre les risques de change liés à la dette libellée dans la devise de chacun de ces pays. Le degré d'exposition aux risques financiers liés aux fluctuations des devises dépendra de la capacité de la Société à maintenir des mécanismes de protection appropriés.

### **Régimes de retraite**

La Société gère des régimes à prestations définies et à cotisations définies (ensemble, les régimes). Les cotisations visant à financer les régimes à prestations définies de la Société sont fondées sur des évaluations actuarielles, qui sont elles-mêmes fondées sur des hypothèses et des estimations à l'égard de l'exploitation à long terme des régimes, y compris des hypothèses relatives à l'inflation, à la mortalité et aux taux d'actualisation utilisées pour déterminer les passifs au titre des régimes. Les résultats réels des évaluations actuarielles peuvent être différents des attentes. La Société ne peut prévoir si l'évolution des marchés ou de la conjoncture économique, les changements aux lois et règlements sur les régimes de retraite ou d'autres facteurs se traduiront par une augmentation des charges de retraite ou des passifs au titre des régimes de la Société ou de ses obligations de financement, ce qui aurait comme conséquence de détourner des fonds que la Société aurait autrement utilisés à d'autres fins. Des hausses des passifs nets au titre des régimes ou des cotisations en trésorerie futures pourraient avoir une incidence négative sur les activités, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société.

### **Taux d'intérêt et accès aux marchés financiers**

Une tranche de la dette portant intérêt de Saputo est assujettie aux fluctuations des taux d'intérêt. L'incidence sur les résultats de la Société est tributaire de sa capacité à conserver des protections adéquates contre de telles fluctuations des taux d'intérêt. La croissance de la Société repose essentiellement sur les acquisitions et dépend de l'accès aux liquidités sur les marchés financiers. De la même façon, la Société pourrait devoir avoir accès aux liquidités sur les marchés financiers afin de refinancer ou de rembourser la dette existante. L'incidence de telles transactions financières sur les résultats de la Société dépendra de la capacité de la Société à obtenir des liquidités en temps opportun et à des modalités et conditions acceptables pour elle.

### **Risque de crédit**

La Société fournit du crédit à ses clients dans le cours normal des activités. Des évaluations de crédit sont effectuées sur une base régulière et les états financiers tiennent compte d'une correction de valeur pour pertes de crédit attendues. La Société considère qu'elle est exposée à un faible risque de concentration de crédit en lien avec les débiteurs, considérant la diversité et l'ampleur de sa clientèle dans trois segments, soit de détail, de services alimentaires et industriel, et de sa diversité géographique. Il n'y avait aucun compte à recevoir supérieur à 10 % du solde total des débiteurs au 31 mars 2020. La correction de valeur pour pertes de crédit attendues ainsi que les comptes à recevoir échus sont régulièrement examinés par la direction. La Société révisé l'estimation de sa provision pour créances douteuses en fonction de la recouvrabilité du solde des comptes à recevoir de chaque client en considérant la tendance historique de recouvrement des comptes échus.

### **Considérations d'ordre législatif, réglementaire, normatif et politique**

La Société est assujettie à des lois, à des règlements, à des règles et à des politiques locaux, provinciaux, étatiques, fédéraux et internationaux, ainsi qu'aux contextes social, économique et politique des pays où elle exerce ses activités. Par conséquent, toute modification ou variation de l'un de ces éléments pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats et les activités de Saputo et faire en sorte que cette dernière doive engager des dépenses importantes pour s'y adapter ou s'y conformer. Plus précisément, la production et la distribution de produits alimentaires sont assujetties à des lois, à des règles, à des règlements et à des politiques fédéraux, étatiques, provinciaux et locaux ainsi qu'à des accords commerciaux internationaux fournissant un cadre dans lequel s'inscrivent les activités de Saputo. L'incidence de nouvelles lois ou de nouveaux règlements, ou encore d'un resserrement des politiques d'application, d'une interprétation plus stricte ou de changements à des lois ou à des règlements déjà en vigueur, dépendra de la capacité de la Société à s'y adapter, à s'y conformer ou à en atténuer l'incidence. Saputo se conforme actuellement à toutes les lois et à tous les règlements applicables, dans tous leurs aspects significatifs, et possède tous les permis et licences importants dans le cadre de ses activités.

### **Protection des tarifs**

Les industries de la production laitière du Canada et des États-Unis sont encore partiellement protégées des importations par des quotas tarifaires, qui permettent l'importation d'un volume précis de produits à un tarif réduit ou inexistant et imposent des tarifs plus substantiels aux volumes d'importations excédentaires. Il n'est aucunement garanti, du fait d'une décision politique ou d'une modification aux accords commerciaux internationaux, que les mesures de protection des tarifs ne soient pas abolies en ce qui a trait au marché des produits laitiers, ce qui aurait pour conséquence d'accroître la concurrence. La performance de la Société dépendra de sa capacité à continuer d'offrir des produits de qualité à des prix concurrentiels.

## **CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION**

Le chef de la direction et le chef de la direction financière sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information. Les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est communiquée à la direction en temps opportun, afin de permettre que l'information devant être présentée en vertu de la législation sur les valeurs mobilières soit enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits dans cette législation.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, conjointement avec la direction, après avoir évalué l'efficacité des contrôles et procédures de la Société en matière de présentation de l'information en date du 31 mars 2020, ont conclu que les contrôles et procédures de la Société étaient efficaces.

## **CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

Le chef de la direction et le chef de la direction financière sont responsables d'établir et de maintenir le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux normes IFRS.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, conjointement avec la direction, ont évalué l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière au 31 mars 2020, selon les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework* (2013), publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO »). Sur la base de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière, conjointement avec la direction, ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était efficace.

La Société a adopté une approche progressive dans le cadre de sa migration vers un nouveau PGI, laquelle, selon les prévisions actuelles, devrait être terminée au cours de l'exercice 2023. Les changements nécessaires aux contrôles internes à l'égard de l'information financière pour les divisions qui ont migré vers le nouveau PGI ont été apportés afin de continuer à maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière appropriés. À l'exception de ces changements, il n'y a eu aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 mars 2020 ayant eu une incidence importante, ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

## **ANALYSE DE SENSIBILITÉ DES VARIATIONS DE TAUX D'INTÉRÊT ET DE LA DEVISE AMÉRICAINE**

La dette, qui est assujettie à des fluctuations de taux d'intérêt, se chiffrait à 2,421 milliards de dollars au 31 mars 2020. Une fluctuation de 1 % du taux d'intérêt occasionnerait une variation du bénéfice net d'environ 17,7 millions de dollars. Les fluctuations des devises canadienne et américaine peuvent aussi avoir une incidence sur le bénéfice net, le BAIIA ajusté et les produits. Une appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain se traduirait par une incidence négative sur le bénéfice net, le BAIIA ajusté et les produits. À l'inverse, une dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait une incidence positive sur le bénéfice net. Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, le taux de conversion moyen du dollar américain était calculé sur la base de 1,3264 \$ pour 1,00 \$ US. Sur cette base, une fluctuation de 0,10 \$ du dollar canadien aurait entraîné des variations approximatives de 18,5 millions de dollars du bénéfice net, de 46,4 millions de dollars du BAIIA ajusté et de 533,4 millions de dollars des produits.

## INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE

### Information financière trimestrielle de 2020 – état consolidé du résultat net

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action et les ratios)

	T4	T3	T2	T1	Exercice 2020
Produits	3 718,7	3 890,8	3 665,6	3 668,4	14 943,5
Coûts d'exploitation, excluant les amortissements	3 420,3	3 473,8	3 271,2	3 310,4	13 475,7
BAIIA ajusté*	298,4	417,0	394,4	358,0	1 467,8
Marge*	8,0 %	10,7 %	10,8 %	9,8 %	9,8 %
Amortissements	127,8	121,8	108,8	108,8	467,2
Réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise	–	–	12,9	27,2	40,1
Coûts d'acquisition et de restructuration	13,8	9,4	0,4	22,4	46,0
Profit lié à l'hyperinflation	(10,9)	(7,3)	(1,5)	(8,1)	(27,8)
Intérêts sur la dette à long terme	21,8	22,8	26,7	24,3	95,6
Autres charges financières	14,5	11,3	9,3	12,3	47,4
Bénéfice avant impôt sur le résultat	131,4	259,0	237,8	171,1	799,3
Impôt sur le résultat	42,7	61,2	62,9	49,7	216,5
Bénéfice net	88,7	197,8	174,9	121,4	582,8
Marge	2,4 %	5,1 %	4,8 %	3,3 %	3,9 %
Réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise <sup>1</sup>	–	–	10,5	22,0	32,5
Coûts d'acquisition et de restructuration <sup>1</sup>	10,1	6,4	0,4	21,5	38,4
Bénéfice net ajusté*	98,8	204,2	185,8	164,9	653,7
Marge*	2,7 %	5,2 %	5,1 %	4,5 %	4,4 %
Bénéfice net ajusté excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises*	116,5	229,1	198,3	179,7	723,6
Marge*	3,1 %	5,9 %	5,4 %	4,9 %	4,8 %
Par action					
Bénéfice net					
De base	0,22	0,49	0,44	0,31	1,46
Dilué	0,22	0,48	0,44	0,31	1,45
Bénéfice net ajusté*					
De base	0,24	0,50	0,47	0,42	1,63
Dilué	0,24	0,50	0,47	0,42	1,62
Bénéfice net ajusté excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises*					
De base	0,29	0,56	0,50	0,46	1,81
Dilué	0,28	0,56	0,50	0,46	1,80
Ratio de couverture par le bénéfice**	6,59	7,53	9,77	10,76	

\* Les mesures non conformes aux normes IFRS sont décrites à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

\*\* Se reporter à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

<sup>1</sup> Déduction faite de l'impôt sur le résultat.

### Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur la performance financière

(en millions de dollars CAD)

Exercice	2020			
	T4	T3	T2	T1
Facteurs du marché aux États-Unis <sup>1</sup>	(8)	14	10	(8)
Réduction de valeur des stocks	(18)	–	–	–
Conversion des devises <sup>1,2</sup>	(3)	(15)	(14)	(4)

\* Se reporter à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

<sup>1</sup> Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

<sup>2</sup> La conversion des devises inclut l'effet sur le BAIIA ajusté de la conversion du dollar américain, du dollar australien, de la livre sterling et du peso argentin en dollars canadiens.

## Information financière trimestrielle de 2019 – état consolidé du résultat net

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action et les ratios)

	T4	T3	T2	T1	Exercice 2019
Produits	3 236,5	3 577,2	3 420,4	3 267,8	13 501,9
Coûts d'exploitation, excluant les amortissements	2 961,4	3 256,0	3 102,9	2 960,3	12 280,6
BAlIA ajusté*	275,1	321,2	317,5	307,5	1 221,3
Marge*	8,5 %	9,0 %	9,3 %	9,4 %	9,0 %
Amortissements	81,1	80,7	77,0	74,2	313,0
Profit à la cession d'actifs	–	(194,5)	–	–	(194,5)
Coûts d'acquisition et de restructuration	2,2	0,3	–	48,9	51,4
(Profit) perte lié(e) à l'hyperinflation	0,9	(18,4)	(1,0)	–	(18,5)
Intérêts sur la dette à long terme	16,7	16,4	18,4	15,1	66,6
Autres charges financières	4,8	4,7	4,0	4,2	17,7
Bénéfice avant impôt sur le résultat	169,4	432,0	219,1	165,1	985,6
Impôt sur le résultat	45,2	90,0	56,0	39,1	230,3
Bénéfice net	124,2	342,0	163,1	126,0	755,3
Marge	3,8 %	9,6 %	4,8 %	3,9 %	5,6 %
Profit à la cession d'actifs <sup>1</sup>	–	(167,8)	–	–	(167,8)
Coûts d'acquisition et de restructuration <sup>1</sup>	1,6	0,2	–	34,3	36,1
Bénéfice net ajusté*	125,8	174,4	163,1	160,3	623,6
Marge*	3,9 %	4,9 %	4,8 %	4,9 %	4,6 %
Bénéfice net ajusté excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises*	133,8	182,3	170,9	168,1	655,1
Marge*	4,1 %	5,1 %	5,0 %	5,1 %	4,9 %
Par action					
Bénéfice net					
De base	0,32	0,88	0,42	0,32	1,94
Dilué	0,32	0,87	0,42	0,32	1,93
Bénéfice net ajusté*					
De base	0,32	0,45	0,42	0,41	1,60
Dilué	0,32	0,44	0,42	0,41	1,59
Bénéfice net ajusté excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises*					
De base	0,34	0,47	0,44	0,43	1,69
Dilué	0,34	0,47	0,44	0,43	1,67
Ratio de couverture par le bénéfice**	12,69	14,20	12,57	15,37	

\* Les mesures non conformes aux normes IFRS sont décrites à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

\*\* Se reporter à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

<sup>1</sup> Déduction faite de l'impôt sur le résultat.

## ANALYSE DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019 EN COMPARAISON DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2018

Les **produits consolidés** ont totalisé 13,502 milliards de dollars à l'exercice 2019, en hausse d'environ 1,959 milliard de dollars, ou 17,0 %, comparativement à 11,543 milliards de dollars à l'exercice 2018. La hausse des volumes de ventes, découlant principalement des récentes acquisitions, s'est traduite par une augmentation des produits par rapport à l'exercice 2018. Les produits ont subi l'incidence négative de la baisse des prix de vente du fromage et des ingrédients laitiers à l'échelle internationale. De plus, la baisse du prix moyen du bloc par livre de fromage et du prix moyen du beurre par livre s'est traduite par une diminution des produits d'environ 53 millions de dollars. Enfin, la fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises s'est traduite par une baisse des produits d'environ 181 millions de dollars, essentiellement attribuable à la dévaluation du peso argentin.

Le **BAIIA ajusté consolidé\*** a totalisé 1,221 milliard de dollars à l'exercice 2019, en baisse d'environ 44 millions de dollars, ou 3,5 %, comparativement à 1,265 milliard de dollars à l'exercice 2018. La hausse d'environ 91 millions de dollars des coûts liés à l'entreposage et à la logistique découlant des frais d'entreposage externe additionnels de même que la hausse des coûts de transport ont eu une incidence négative sur le BAIIA ajusté. Au cours de l'exercice 2019, le BAIIA ajusté a aussi subi l'incidence négative des conditions de marché concurrentielles, ainsi que d'une hausse des coûts d'exploitation liée à l'intégration des activités de l'usine construite récemment à Almena, au Wisconsin. De plus, ensemble, les facteurs du marché aux États-Unis et la baisse des prix de vente sur les marchés du fromage et des ingrédients laitiers à l'échelle internationale se sont traduits par une diminution d'environ 33 millions de dollars du BAIIA ajusté par rapport à l'exercice 2018. Ces baisses ont été contrebalancées en partie par l'incidence favorable du BAIIA ajusté généré par les récentes acquisitions et la fluctuation du peso argentin et du dollar australien par rapport au dollar américain sur les marchés de l'exportation. La hausse des volumes de ventes et la combinaison de produits favorable ont eu une incidence positive sur le BAIIA ajusté. À la suite de la baisse de certains prix de vente sur le marché, une réduction d'environ 3 millions de dollars de la valeur des stocks a été comptabilisée, comparativement à une réduction d'environ 17 millions de dollars pour l'exercice 2018. Finalement, la fluctuation du dollar canadien par rapport aux devises a eu une incidence défavorable d'environ 5 millions de dollars sur le BAIIA ajusté par rapport à l'exercice 2018.

La marge de BAIIA ajusté consolidé a diminué, pour s'établir à 9,0 % à l'exercice 2019, contre 11,0 % à l'exercice 2018, en raison de la baisse de la marge de BAIIA ajusté du Secteur USA et du Secteur Canada par rapport à l'exercice 2018.

Les **amortissements** pour l'exercice 2019 se sont élevés à 313,0 millions de dollars, en hausse de 86,7 millions de dollars, comparativement à 226,3 millions de dollars pour l'exercice 2018.

Ces hausses sont essentiellement attribuables à la dotation aux amortissements additionnelle liée aux récentes acquisitions, aux entrées d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles relatives aux initiatives liées au PGI, qui ont augmenté le nombre d'actifs amortissables, et aux marques de commerce, pour lesquelles l'amortissement a commencé à l'exercice 2019.

À l'exercice 2019, la Société a réalisé un profit à la cession d'actifs de 194,5 millions de dollars (167,8 millions de dollars après impôt) lié à la vente de son installation de Burnaby, en Colombie-Britannique. La Société a vendu l'installation pour 209,0 millions de dollars, dont une tranche de 50,0 millions de dollars sera reçue à l'exercice 2022. Dans le cadre de son plan de dépenses d'investissement, la Société construit actuellement une nouvelle installation à la fine pointe de la technologie à Port Coquitlam, en Colombie-Britannique, afin de mieux servir le marché de l'Ouest canadien. La Société a signé un contrat de location pour l'installation de Burnaby jusqu'à ce que la construction de la nouvelle installation soit achevée, ce qui est prévu au cours de l'exercice 2021.

Les **coûts d'acquisition et de restructuration** se sont chiffrés à 51,4 millions de dollars pour l'exercice 2019. Les coûts d'acquisition sont liés à l'acquisition de Murray Goulburn, ce qui comprend des droits de timbre d'environ 39 millions de dollars, de même qu'à l'acquisition de Dairy Crest, à l'acquisition de Shepherd Gourmet et à l'acquisition de F&A. Les coûts de restructuration se rapportaient également à une fermeture d'usine à Courtenay, en Colombie-Britannique.

Conformément à IAS 29, *Information financière dans les économies hyperinflationnistes*, l'Argentine est considérée comme une économie hyperinflationniste depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2018. Pour l'exercice 2019, le **profit lié à l'hyperinflation** a totalisé 18,5 millions de dollars. Le profit découle de l'indexation des actifs et des passifs non monétaires.

Les **charges d'intérêts nettes** pour l'exercice 2019 ont augmenté de 36,4 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Ces augmentations sont essentiellement attribuables à la dette additionnelle liée à l'acquisition de Murray Goulburn et à la hausse des taux d'intérêt sur la dette libellée en pesos argentins.

\* Les mesures non conformes aux normes IFRS sont décrites à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

L'**impôt sur le résultat** pour l'exercice 2019 a totalisé 230,3 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 23,4 %, comparativement à 97,4 millions de dollars à l'exercice 2018, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 10,3 % pour l'exercice 2018. En excluant l'avantage découlant de la réforme fiscale américaine, la charge d'impôt pour l'exercice 2018 aurait totalisé 276,3 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition de 29,1 %. Cette diminution de 5,7 % du taux effectif s'explique essentiellement par la réduction du taux d'imposition fédéral aux États-Unis et par le fait qu'une partie du profit réalisé à la cession d'actifs au cours du troisième trimestre de l'exercice 2019 n'était pas imposable. Le taux d'imposition varie et peut augmenter ou diminuer selon le montant et la source des bénéfices imposables, les modifications apportées aux lois fiscales et aux taux d'imposition, et la révision des hypothèses et des estimations ayant servi à l'établissement des actifs ou des passifs fiscaux de la Société et de ses filiales.

Le **bénéfice net** pour l'exercice 2019 a totalisé 755,3 millions de dollars, ce qui représente une diminution de 97,2 millions de dollars, ou 11,4 %, par rapport à 852,5 millions de dollars pour l'exercice 2018. La diminution du bénéfice net est attribuable aux facteurs susmentionnés.

Le **bénéfice net ajusté\*** pour l'exercice 2019 a totalisé 623,6 millions de dollars, ce qui représente une diminution de 80,6 millions de dollars, ou 11,4 %, par rapport à 704,2 millions de dollars pour l'exercice 2018. Pour l'exercice 2019, le bénéfice net ajusté excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises\* a totalisé 655,1 millions de dollars, ce qui représente une diminution de 61,3 millions de dollars, ou 8,6 %, par rapport à 716,4 millions de dollars pour l'exercice 2018. Ces baisses sont attribuables aux facteurs susmentionnés.

\* Les mesures non conformes aux normes IFRS sont décrites à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion.

## MESURE DE CALCUL DES RÉSULTATS NON CONFORME AUX NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

Dans certains cas, lors de l'évaluation de mesures de la performance financière, la Société fait référence à des termes, tels que « BAIIA ajusté », « bénéfice net ajusté », « bénéfice net ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises », « bénéfice net par action ajusté » et « bénéfice net par action ajusté excluant l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises », qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des normes IFRS. Par conséquent, ces mesures non conformes aux normes IFRS ne sont pas susceptibles d'être comparables à des mesures intitulées ou décrites de façon semblable qui sont appliquées par d'autres sociétés cotées en Bourse, et elles n'indiquent pas non plus que les éléments exclus sont non récurrents.

La Société utilise le BAIIA ajusté comme mesure de sa performance puisqu'il s'agit d'une mesure courante dans l'industrie et qu'elle reflète la rentabilité continue des activités consolidées de la Société. La Société utilise également le bénéfice net ajusté, le bénéfice net ajusté excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises, le bénéfice net par action ajusté et le bénéfice net par action ajusté excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises. La direction estime que pour une société fortement axée sur l'acquisition d'entreprises, le bénéfice net par action ajusté et le bénéfice net par action ajusté excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises (en raison de l'application de diverses méthodes comptables relativement à la répartition du prix d'achat entre le goodwill et les immobilisations incorporelles) constituent des mesures plus représentatives de sa performance par rapport à son groupe de référence. Ces mesures non conformes aux normes IFRS sont définies à la rubrique « Glossaire ». Les mesures financières conformes aux normes IFRS les plus semblables aux mesures utilisées par la Société sont le bénéfice avant impôt sur le résultat ainsi que le bénéfice net et le bénéfice net par action (de base et dilué).

Le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté, le bénéfice net ajusté excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises, le bénéfice net par action ajusté et le bénéfice net par action ajusté excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises, tels qu'ils sont utilisés par la direction, fournissent des précisions en ce qui a trait aux activités en cours de la Société. Ils procurent également aux lecteurs une représentation des activités jugée pertinente en ce qui a trait à la performance financière de la Société et de l'information financière supplémentaire qui peut être utilisée pour dégager les tendances ou des informations additionnelles sur la façon dont les activités de la Société sont exercées. Ils permettent également de comparer les résultats des exercices précédents de la Société.

Les définitions des mesures non conformes aux normes IFRS employées par la Société sont utilisées dans le contexte des résultats et des activités pour la période de trois mois et l'exercice clos le 31 mars 2020. Elles peuvent être modifiées en raison de transactions futures ou si la direction le juge nécessaire afin d'améliorer la compréhension et la comparabilité des résultats et activités futurs de la Société.

Le tableau ci-après présente un rapprochement du bénéfice avant impôt sur le résultat, du bénéfice net et du bénéfice net par action avec le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté, le bénéfice net ajusté excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises, le bénéfice net par action ajusté et le bénéfice net par action ajusté excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises pour les périodes de trois mois et les exercices pour lesquels la direction a présenté ces mesures.

(en millions de dollars CAD)

	Pour les périodes de trois mois closes les 31 mars		Pour les exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Bénéfice avant impôt sur le résultat	131,4	169,4	799,3	985,6
Autres charges financières	14,5	4,8	47,4	17,7
Intérêts sur la dette à long terme	21,8	16,7	95,6	66,6
Profit lié à l'hyperinflation	(10,9)	0,9	(27,8)	(18,5)
Réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise	–	–	40,1	–
Coûts d'acquisition et de restructuration	13,8	2,2	46,0	51,4
Profit à la cession d'actifs	–	–	–	(194,5)
Amortissements	127,8	81,1	467,2	313,0
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>298,4</b>	<b>275,1</b>	<b>1 467,8</b>	<b>1 221,3</b>

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)

	Pour les périodes de trois mois closes les 31 mars					
	2020			2019		
	Total	Par action		Total	Par action	
De base		Dilué	De base		Dilué	
Bénéfice net	88,7	0,22	0,22	124,2	0,32	0,32
Coûts d'acquisition et de restructuration <sup>1</sup>	10,1	0,02	0,02	1,6	–	–
Bénéfice net ajusté	98,8	0,24	0,24	125,8	0,32	0,32
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises <sup>1</sup>	17,7	0,04	0,04	8,0	0,02	0,02
Bénéfice net ajusté excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises*	116,5	0,29	0,28	133,8	0,34	0,34

<sup>1</sup> Déduction faite de l'impôt sur le résultat.

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)

	Pour les exercices clos les 31 mars					
	2020			2019		
	Total	Par action		Total	Par action	
De base		Dilué	De base		Dilué	
Bénéfice net	582,8	1,46	1,45	755,3	1,94	1,93
Profit à la cession d'actifs <sup>1</sup>	–	–	–	(167,8)	(0,43)	(0,43)
Réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise <sup>1</sup>	32,5	0,08	0,08	–	–	–
Coûts d'acquisition et de restructuration <sup>1</sup>	38,4	0,10	0,10	36,1	0,09	0,09
Bénéfice net ajusté	653,7	1,63	1,62	623,6	1,60	1,59
Amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises <sup>1</sup>	69,9	0,17	0,17	31,5	0,08	0,08
Bénéfice net ajusté excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises*	723,6	1,81	1,80	655,1	1,69	1,67

<sup>1</sup> Déduction faite de l'impôt sur le résultat.

\* Les mesures non conformes aux normes IFRS sont décrites à la rubrique « Glossaire », à la page 44 du présent rapport de gestion

## GLOSSAIRE

### ***BAlIA ajusté***

Le « BAlIA ajusté » s'entend du bénéfice avant intérêts, impôt sur le résultat, amortissements, profit à la cession d'actifs, réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise, coûts d'acquisition et de restructuration et profit lié à l'hyperinflation.

### ***Marge de BAlIA ajusté***

La « marge de BAlIA ajusté » est définie comme le BAlIA ajusté exprimé en pourcentage des produits.

### ***Bénéfice net ajusté***

Le « bénéfice net ajusté » s'entend du bénéfice net avant l'inclusion de la réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise et des coûts d'acquisition et de restructuration, déduction faite de l'impôt sur le résultat qui s'applique.

### ***Bénéfice net ajusté excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises***

Le « bénéfice net ajusté excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises » s'entend du bénéfice net ajusté avant l'inclusion de l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises, déduction faite de l'impôt sur le résultat applicable.

### ***Marge de bénéfice net ajusté***

La « marge de bénéfice net ajusté » s'entend du bénéfice net ajusté exprimé en pourcentage des produits.

### ***Marge de bénéfice net ajusté excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises***

La « marge de bénéfice net ajusté excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises » s'entend du bénéfice net ajusté excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises exprimé en pourcentage des produits.

### ***Bénéfice net par action ajusté***

Le « bénéfice net par action ajusté » (de base et dilué) correspond au bénéfice net ajusté par action ordinaire de base et dilué.

### ***Bénéfice net par action ajusté excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises***

Le « bénéfice net par action ajusté excluant l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises » (de base et dilué) s'entend du bénéfice net par action ordinaire ajusté, de base et dilué, avant l'inclusion de l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises, déduction faite de l'impôt sur le résultat applicable.

### ***Rendement sur les capitaux propres moyens ajusté***

Le « rendement sur les capitaux propres moyens ajusté » s'entend du bénéfice net ajusté divisé par le total des capitaux propres moyens n'incluant pas les effets de change annuels découlant de la conversion des devises.

### ***Prix moyen de la poudre de lactosérum***

Le « prix moyen de la poudre de lactosérum » correspond au prix moyen quotidien du lactosérum sec de première qualité publié par le Dairy Market News.

### ***Prix du bloc***

Le « prix du bloc » correspond au prix d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME), utilisé comme prix de base du fromage.

### ***Prix du beurre***

Le « prix du beurre » correspond au prix du beurre de catégorie AA transigé sur la CME, utilisé comme prix de base du beurre.

### ***Ratio de couverture par le bénéfice***

Le « ratio de couverture par le bénéfice » correspond au bénéfice net (avant intérêts sur la dette à long terme, autres charges financières et impôt sur le résultat) pour la période applicable divisé par les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières pour la période applicable de l'exercice.

### ***BPA***

Le « BPA » correspond au bénéfice net par action.

**Dette nette**

La « dette nette » se compose de la dette à long terme, des obligations locatives et des emprunts bancaires, y compris les tranches courantes de ces derniers, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

**Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté**

Le « ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté » correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté de l'exercice.

**Écart**

L'« écart » correspond au prix moyen du bloc par livre de fromage moins le résultat du coût moyen par 100 livres de lait de catégorie III sur le marché américain.

**Facteurs du marché aux États-Unis**

Les « facteurs du marché aux États-Unis » comprennent, pour le Secteur USA, le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers, ainsi que l'incidence du prix moyen du beurre par livre sur les aliments laitiers.

**Fonds de roulement**

Le « fonds de roulement » est défini comme les actifs courants de la Société moins ses passifs courants.

**Ratio du fonds de roulement**

Le « ratio du fonds de roulement » est défini comme les actifs courants de la Société divisés par ses passifs courants.

# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

## ÉNONCÉ DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT À L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers consolidés et de l'information financière présentée dans ce rapport annuel. Cette responsabilité comprend le choix des méthodes et des pratiques comptables ainsi que le recours au jugement et aux estimations nécessaires pour la préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes internationales d'information financière.

La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le présent rapport annuel et s'est assurée qu'elle concordait avec les états financiers consolidés.

La direction maintient des systèmes de contrôle interne conçus en vue de fournir une assurance raisonnable quant à la protection des actifs et à la pertinence et à la fiabilité de l'information financière produite.

Le conseil d'administration a la responsabilité de s'assurer que la direction remplit ses responsabilités à l'égard de l'information financière et est responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés. Le conseil d'administration s'acquitte de cette tâche principalement par l'entremise de son comité d'audit, composé exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité d'audit se réunit périodiquement avec la direction et les auditeurs indépendants afin de discuter des contrôles internes, de sujets portant sur l'audit et de la présentation de l'information financière. Il revoit également le rapport annuel, les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur indépendant. Le comité d'audit recommande les auditeurs indépendants, qui sont ensuite nommés par les actionnaires. Les auditeurs indépendants ont librement accès au comité d'audit. Les états financiers consolidés ont été audités par les auditeurs indépendants Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., dont le rapport est présenté ci-après.

*(signé) Lino Saputo, Jr.*  
Lino Saputo, Jr.  
Président du conseil et chef de la direction

*(signé) Maxime Therrien*  
Maxime Therrien, CPA, CA  
Chef de la direction financière et secrétaire

Le 4 juin 2020

# RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires et au conseil d'administration de Saputo inc.

## Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Saputo inc. (la « Société »), qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 mars 2020 et 2019, et les états consolidés du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 mars 2020 et 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

## Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- Rapport de gestion
- des informations contenues dans le rapport annuel, autres que les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations, et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion et le rapport annuel avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations obtenues, nous avons conclu à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous aurions été tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

## Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

## Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Daniel Viboux.

/s/ Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.<sup>1</sup>

Le 4 juin 2020

Montréal (Québec)

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A114871

## ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT NET

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)

<b>Exercices clos les 31 mars</b>	<b>2020</b>	<b>2019</b>
<b>Produits</b> (note 4)	<b>14 943,5 \$</b>	13 501,9 \$
Coûts d'exploitation, excluant les amortissements (note 6)	<b>13 475,7</b>	12 280,6
<b>Bénéfice avant intérêts, impôt sur le résultat, amortissements, profit à la cession d'actifs, réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise, coûts d'acquisition et de restructuration et profit lié à l'hyperinflation</b>	<b>1 467,8</b>	1 221,3
Amortissements	<b>467,2</b>	313,0
Profit à la cession d'actifs	<b>–</b>	(194,5)
Réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise (note 18)	<b>40,1</b>	–
Coûts d'acquisition et de restructuration (note 24)	<b>46,0</b>	51,4
Profit lié à l'hyperinflation	<b>(27,8)</b>	(18,5)
Intérêts sur la dette à long terme	<b>95,6</b>	66,6
Autres charges financières (note 15)	<b>47,4</b>	17,7
<b>Bénéfice avant impôt sur le résultat</b>	<b>799,3</b>	985,6
Impôt sur le résultat (note 16)	<b>216,5</b>	230,3
<b>Bénéfice net</b>	<b>582,8 \$</b>	755,3 \$
<b>Bénéfice net par action</b> (note 17)		
De base	<b>1,46 \$</b>	1,94 \$
Dilué	<b>1,45 \$</b>	1,93 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions de dollars CAD)

Exercices clos les 31 mars	2020	2019
<b>Bénéfice net</b>	<b>582,8 \$</b>	755,3 \$
Autres éléments du résultat global :		
<i>Éléments pouvant être reclassés en résultat net :</i>		
Écarts de change découlant de la conversion des devises	94,3	3,2
Incidence de l'inflation découlant des ajustements liés à l'hyperinflation	(8,5)	29,3
Pertes nettes latentes sur couvertures de flux de trésorerie (note 22) (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 20,8 \$; 2019 – 4,6 \$)	(55,7)	(10,6)
Reclassement des pertes sur couvertures de flux de trésorerie en résultat net, montant net (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 6,7 \$; 2019 – 5,1 \$)	17,7	12,1
	<b>47,8</b>	34,0
<i>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :</i>		
Gain actuariel (perte actuarielle), montant net (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 16,9 \$; 2019 – 0,8 \$)	66,9	(2,1)
	<b>66,9</b>	(2,1)
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>114,7</b>	31,9
<b>Total du résultat global</b>	<b>697,5 \$</b>	787,2 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en millions de dollars CAD, sauf les actions ordinaires)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020								
	Capital social		Réserves				Bénéfices non distribués	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires	Montant	Conversion des devises	Couvertures de flux de trésorerie	Régime d'options d'achat d'actions	Total des réserves		
<b>Solde au début de l'exercice</b>	390 198 386	991,7 \$	582,1 \$	(2,3) \$	134,0 \$	713,8 \$	3 715,0 \$	5 420,5 \$
Bénéfice net	-	-	-	-	-	-	582,8	582,8
Autres éléments du résultat global	-	-	85,8	(38,0)	-	47,8	66,9	114,7
Total du résultat global								697,5
Actions émises dans le cadre du placement de titres de capitaux propres – déduction faite des coûts d'émission (note 14)	16 642 553	639,9	-	-	-	-	-	639,9
Dividendes déclarés (note 14)	-	-	-	-	-	-	(269,7)	(269,7)
Régime d'options d'achat d'actions (note 14)	-	-	-	-	23,7	23,7	-	23,7
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	1 797 434	45,0	-	-	-	-	-	45,0
Montant transféré des réserves au capital social à l'exercice des options	-	9,1	-	-	(9,1)	(9,1)	-	-
Économie d'impôt excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	-	-	-	-	2,2	2,2	-	2,2
<b>Solde à la fin de la période</b>	<b>408 638 373</b>	<b>1 685,7 \$</b>	<b>667,9 \$</b>	<b>(40,3) \$</b>	<b>150,8 \$</b>	<b>778,4 \$</b>	<b>4 095,0 \$</b>	<b>6 559,1 \$</b>

  

Pour l'exercice clos le 31 mars 2019								
	Capital social		Réserves				Bénéfices non distribués	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires	Montant	Conversion des devises	Couvertures de flux de trésorerie	Régime d'options d'achat d'actions	Total des réserves		
<b>Solde au début de l'exercice</b>	387 407 403	918,9 \$	549,6 \$	(3,8) \$	116,6 \$	662,4 \$	3 216,4 \$	4 797,7 \$
Bénéfice net	-	-	-	-	-	-	755,3	755,3
Autres éléments du résultat global	-	-	32,5	1,5	-	34,0	(2,1)	31,9
Total du résultat global								787,2
Dividendes déclarés (note 14)	-	-	-	-	-	-	(254,6)	(254,6)
Régime d'options d'achat d'actions (note 14)	-	-	-	-	25,1	25,1	-	25,1
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	2 790 983	60,4	-	-	-	-	-	60,4
Montant transféré des réserves au capital social à l'exercice des options	-	12,4	-	-	(12,4)	(12,4)	-	-
Économie d'impôt excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	-	-	-	-	4,7	4,7	-	4,7
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>390 198 386</b>	<b>991,7 \$</b>	<b>582,1 \$</b>	<b>(2,3) \$</b>	<b>134,0 \$</b>	<b>713,8 \$</b>	<b>3 715,0 \$</b>	<b>5 420,5 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars CAD)

Aux	31 mars 2020	31 mars 2019
<b>ACTIF</b>		
<b>Actifs courants</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	319,4 \$	112,7 \$
Débiteurs	1 371,8	1 248,2
Stocks (note 5)	2 220,9	1 681,0
Impôt sur le résultat à recevoir (note 16)	50,3	34,1
Frais payés d'avance et autres actifs	106,6	57,8
	4 069,0	3 133,8
<b>Immobilisations corporelles</b> (note 7)	3 850,0	3 095,4
<b>Actifs au titre de droits d'utilisation</b> (note 8)	417,9	–
<b>Goodwill</b> (note 9)	3 219,5	2 597,6
<b>Immobilisations incorporelles</b> (note 9)	1 640,7	876,2
<b>Autres actifs</b> (note 10)	545,3	131,6
<b>Impôt différé</b> (note 16)	50,7	51,0
<b>Total de l'actif</b>	<b>13 793,1 \$</b>	<b>9 885,6 \$</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>Passifs courants</b>		
Emprunts bancaires (note 11)	528,5 \$	130,4 \$
Créditeurs et charges à payer	1 838,9	1 442,2
Impôt sur le résultat à payer (note 16)	51,4	36,5
Tranche courante de la dette à long terme (note 12)	–	323,4
Tranche courante des obligations locatives (note 8)	74,7	–
	2 493,5	1 932,5
<b>Dette à long terme</b> (note 12)	3 542,3	1 943,9
<b>Obligations locatives</b> (note 8)	340,1	–
<b>Autres passifs</b> (note 13)	98,5	86,4
<b>Impôt différé</b> (note 16)	759,6	502,3
<b>Total du passif</b>	<b>7 234,0 \$</b>	<b>4 465,1 \$</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital social (note 14)	1 685,7	991,7
Réserves	778,4	713,8
Bénéfices non distribués	4 095,0	3 715,0
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>6 559,1 \$</b>	<b>5 420,5 \$</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>13 793,1 \$</b>	<b>9 885,6 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom du conseil,

(signé) Lino Saputo, Jr.  
Lino Saputo, Jr.  
Président du conseil et chef de la direction

(signé) Tony Meti  
Tony Meti  
Administrateur

## TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars CAD)

Exercices clos les 31 mars	2020	2019
<b>Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :</b>		
<b>Exploitation</b>		
Bénéfice net	582,8 \$	755,3 \$
Ajustements pour :		
Rémunération à base d'actions	33,5	41,0
Intérêts et autres charges financières	143,0	84,3
Charge d'impôt sur le résultat	216,5	230,3
Amortissements	467,2	313,0
Profit à la cession d'immobilisations corporelles et d'actifs détenus en vue de la vente	(2,0)	(195,1)
Charges de dépréciation relatives à une fermeture d'usine	12,9	0,2
Réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise	40,1	–
Profit de change sur la dette	(47,2)	(16,0)
Quote-part des bénéfices des coentreprises, déduction faite des dividendes reçus	11,5	1,0
Profit lié à l'hyperinflation	(27,8)	(18,5)
Écart entre la capitalisation des régimes de retraite des employés et les coûts	(8,3)	0,3
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	(106,7)	(83,2)
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	1 315,5	1 112,6
Intérêts et autres charges financières payés	(139,0)	(83,1)
Impôt sur le résultat payé	(139,6)	(145,0)
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	1 036,9 \$	884,5 \$
<b>Investissement</b>		
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	(1 929,6)	(1 471,7)
Produit de la cession	–	239,7
Entrées d'immobilisations corporelles	(509,9)	(370,5)
Entrées d'immobilisations incorporelles	(66,4)	(65,5)
Produit de la cession des actifs détenus en vue de la vente	–	157,3
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	11,0	4,5
Autres	–	(0,4)
Trésorerie nette utilisée pour les activités d'investissement	(2 494,9) \$	(1 506,6) \$
<b>Financement</b>		
Emprunts bancaires	404,3	(45,6)
Produit de l'émission de la dette à long terme	2 461,5	1 633,6
Remboursement de la dette à long terme	(1 546,5)	(787,7)
Remboursement d'obligations locatives	(90,7)	–
Produit net de l'émission de capital social	684,9	60,4
Dividendes	(269,7)	(254,6)
Trésorerie nette générée par les activités de financement	1 643,8 \$	606,1 \$
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>185,8</b>	<b>(16,0)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice</b>	<b>112,7</b>	<b>122,2</b>
<b>Incidence de l'inflation</b>	<b>25,4</b>	<b>15,8</b>
<b>Incidence des variations de taux de change</b>	<b>(4,5)</b>	<b>(9,3)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>	<b>319,4 \$</b>	<b>112,7 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

# NOTES ANNEXES

## Exercices clos les 31 mars 2020 et 2019

(Les montants présentés dans les tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf pour les données sur les options, les parts et les actions.)

### NOTE 1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Saputo inc. (la Société) est une société ouverte constituée en société par actions et domiciliée au Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « SAP ». La Société produit, met en marché et distribue une vaste gamme de produits laitiers à partir du Canada, des États-Unis, de l'Australie, de l'Argentine et du Royaume-Uni. L'adresse du siège social de la Société est le 6869, boulevard Métropolitain Est, Montréal, Québec, Canada, H1P 1X8. Les états financiers consolidés (états financiers) de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2020 comprennent les résultats financiers de la Société et de ses filiales.

Le conseil d'administration a approuvé, le 4 juin 2020, la publication des états financiers pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

### NOTE 2 MODE DE PRÉSENTATION

#### **DÉCLARATION DE CONFORMITÉ**

Les états financiers consolidés de la Société ont été préparés en conformité avec les Normes internationales d'information financière (normes IFRS).

#### **BASE D'ÉVALUATION**

Les états financiers de la Société ont été préparés sur le principe du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur, tel qu'il est décrit à la note 3, Principales méthodes comptables.

#### **MONNAIE FONCTIONNELLE ET DE PRÉSENTATION**

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société. Toutes les informations financières ont été arrondies au million le plus près, sauf indication contraire.

### NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

#### **ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société ainsi que des entités sous son contrôle. Le contrôle existe lorsqu'une entité est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec des entités émettrices et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celles-ci. Toutes les transactions et tous les soldes interentreprises ont été éliminés. Les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle effectif sont consolidées. Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont inclus dans les états consolidés du résultat net depuis leurs dates respectives d'acquisition.

#### **TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont principalement composés de liquidités et de placements à court terme dont l'échéance initiale, au moment de l'acquisition, est de trois mois ou moins.

#### **STOCKS**

Les stocks de produits finis, de matières premières et de produits en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

#### **IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, diminué du cumul de l'amortissement et des pertes de valeur, et sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimative en fonction des durées suivantes :

Bâtiments	15 à 40 ans
Mobilier, machinerie et équipement	3 à 20 ans
Matériel roulant	5 à 10 ans en fonction du kilométrage parcouru

### NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Lorsque des composants des bâtiments ou du mobilier, machinerie et équipement sont individuellement significatifs, ils sont comptabilisés séparément dans les catégories décrites plus haut.

Les actifs détenus en vue de la vente sont comptabilisés au moindre de leur valeur comptable ou de leur juste valeur moins les coûts de la vente et aucun amortissement n'est comptabilisé. Les immobilisations corporelles en cours de construction ne sont pas amorties. Des coûts d'emprunt sont comptabilisés aux immobilisations corporelles qualifiées qui nécessitent une longue période de préparation avant leur mise en service, le cas échéant. Ces coûts d'emprunt, s'ils sont engagés, sont ajoutés au coût de ces immobilisations corporelles jusqu'à ce qu'elles soient prêtes à être utilisées.

Les tests de dépréciation des immobilisations corporelles sont mis en place au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT). Les réductions de valeur, le cas échéant, sont incluses aux postes « Amortissements » ou « Coûts de restructuration » dans les états consolidés du résultat net.

#### **ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION ET OBLIGATIONS LOCATIVES**

Les contrats de location sont comptabilisés comme un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante est comptabilisée à la date de début. Chaque paiement de loyer est ventilé entre une réduction de l'obligation et les charges financières. Les charges financières sont comptabilisées au poste « Autres charges financières » dans les états consolidés du résultat net pendant la durée du contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde de l'obligation pour chaque période. L'obligation locative est évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers à verser, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal à la date de début du contrat de location si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut être déterminé facilement. La période au cours de laquelle les paiements de loyers sont actualisés correspond à la durée non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien sous-jacent, y compris les options de renouvellement que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. La durée doit aussi tenir compte des options de résiliation que la Société a la certitude raisonnable de ne pas exercer. Des options de renouvellement sont incluses dans un certain nombre de contrats de location de la Société. Les paiements de loyers comprennent des paiements déterminés, déduction faite de tout incitatif à la location à recevoir, des paiements variables qui dépendent d'un indice ou d'un taux et des sommes devant être payées au titre des garanties de valeur résiduelle. Les paiements de loyers comprennent aussi le prix d'exercice de l'option d'achat s'il est raisonnablement certain qu'elle sera exercée et les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location.

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût, qui est calculé comme étant le montant de l'évaluation initiale de l'obligation locative majoré de tout paiement de loyer effectué à la date de début du contrat de location ou avant cette date, des coûts directs initiaux et des coûts de remise en état connexes. L'actif au titre du droit d'utilisation est amorti de manière linéaire sur la période la plus courte de la durée d'utilité de l'actif et de la durée du contrat de location. Si le contrat de location a pour effet de transférer la propriété du bien sous-jacent ou si le coût de l'actif au titre du droit d'utilisation prend en compte l'exercice prévu d'une option d'achat par la Société, l'actif au titre du droit d'utilisation connexe est amorti sur la durée d'utilité du bien sous-jacent. L'amortissement commence à la date de début du contrat de location.

Les paiements liés aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont les actifs sont de faible valeur sont comptabilisés de manière linéaire à titre de charges dans les états consolidés du résultat net.

#### **GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Le goodwill représente l'excédent de la contrepartie transférée lors d'une acquisition sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis et est comptabilisé à cette valeur. Il est subséquentement comptabilisé au coût diminué de toute perte de valeur.

Les immobilisations incorporelles comprennent les marques de commerce, les relations avec les clients et les logiciels qui ne font pas partie intégrante du matériel informatique connexe. Les immobilisations incorporelles sont initialement comptabilisées à la juste valeur à la date de transaction. Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont subséquentement comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé et de toute perte de valeur, le cas échéant. Les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée, y compris le goodwill, ne sont pas amorties. Elles sont plutôt soumises à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que les actifs pourraient avoir subi une dépréciation.

Lorsque le goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation, les valeurs comptables des UGT ou des groupes d'UGT incluant le goodwill sont comparées à leurs valeurs recouvrables respectives (la plus élevée de la juste valeur moins les coûts de sortie et de la valeur d'utilité) et toute perte de valeur, le cas échéant, est comptabilisée pour l'excédent.

## NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les marques de commerce sont considérées comme des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée, sont amorties selon le mode linéaire sur leurs durées d'utilité, qui varient entre 15 et 25 ans, et sont évaluées pour déterminer s'il existe des indicateurs de dépréciation à chaque période de présentation de l'information financière. Les relations avec les clients et les logiciels sont considérés comme des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée et sont amortis selon le mode linéaire sur leurs durées d'utilité qui varient entre 3 et 15 ans et sont évalués pour déterminer s'il existe des indicateurs de dépréciation à chaque période de présentation de l'information financière.

Se référer à la section « Tests de dépréciation des unités génératrices de trésorerie » de la note 9 pour une discussion des niveaux d'UGT auxquels le goodwill et les immobilisations incorporelles sont testés.

### **DÉPRÉCIATION DES AUTRES ACTIFS À LONG TERME**

Les autres actifs à long terme sont analysés selon des « indicateurs de dépréciation » à chaque période de présentation de l'information financière. Si un tel indicateur est constaté, un test de dépréciation est exécuté pour l'actif ou le groupe d'actifs (établi comme étant une UGT) pour lequel les flux de trésorerie sont largement indépendants des flux provenant des autres actifs ou groupes d'actifs. Une perte de valeur est comptabilisée en résultat net quand la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur moins les coûts de sortie et la valeur d'utilité.

### **REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES**

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la Société répartit le prix d'achat aux actifs corporels et incorporels acquis et aux passifs repris, en fonction de la juste valeur estimative à la date d'acquisition, l'excédent du prix d'achat étant affecté au goodwill.

Les coûts significatifs d'émission de titres d'emprunt relatifs au financement d'acquisitions d'entreprises sont inclus dans la valeur comptable de la dette et sont amortis sur la durée de celle-ci selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts d'acquisition sont passés en charges lorsqu'ils sont engagés.

### **AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**

Le coût des régimes de retraite à prestations définies et des avantages complémentaires de retraite est établi annuellement au 31 mars d'après des calculs actuariels qui font appel à la méthode de répartition des prestations au prorata des services et aux meilleures estimations de la direction à l'égard des taux de croissance de la rémunération, de l'âge de la retraite et des coûts prévus des soins de santé. Les hypothèses clés formulées lors de l'évaluation des obligations au titre des régimes à prestations définies comprennent le taux d'actualisation, la durée du régime, l'inflation et la mortalité, entre autres. Les gains ou pertes actuariels, l'incidence d'un rajustement, le cas échéant, du montant maximal constaté comme actif et l'incidence des exigences de financement minimal sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et immédiatement constatés dans les bénéfices non distribués sans reclassement subséquent aux états consolidés du résultat net. Le coût des services rendus et le coût des services passés sont comptabilisés dans l'état du résultat net. Le coût des services passés est comptabilisé à la date de modification ou de réduction du régime, selon la première occurrence. Les intérêts sur les obligations contrebalancés par les produits d'intérêts sur les actifs des régimes sont passés en charges au cours de l'exercice. La charge nette au titre des régimes à cotisations définies est généralement équivalente aux cotisations versées par l'employeur.

### **COMPTABILISATION DES PRODUITS**

La Société comptabilise les produits des activités ordinaires lorsque le contrôle de l'actif est transféré au client, généralement au moment de la livraison des produits. Les produits sont évalués au montant de la contrepartie que la Société s'attend à recevoir. Les ventes sont présentées déduction faite d'une provision pour contrepartie variable, soit une estimation des escomptes et des incitatifs à la vente offerts aux clients, de manière à ce qu'il soit hautement probable que le dénouement ultérieur de l'incertitude relative à la contrepartie variable ne donnera pas lieu à un ajustement à la baisse important.

La valeur des incitatifs à la vente offerts aux clients est estimée en fonction des tendances historiques et est comptabilisée au moment de la vente à titre de réduction des produits des activités ordinaires. Les incitatifs à la vente comprennent des remises, des promotions, des ristournes publicitaires et d'autres incitatifs fondés sur le volume. Pour les périodes ultérieures, la Société fait le suivi du respect par les clients de leurs obligations prévues dans le cadre des programmes incitatifs liés aux ventes et apporte des ajustements aux produits des activités ordinaires et aux incitatifs à la vente comptabilisés au besoin.

## NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### **CONVERSION DES DEVISES**

La monnaie fonctionnelle de la Société est le dollar canadien. Conséquemment, les postes des états de la situation financière des établissements étrangers sont convertis en dollars canadiens selon les taux de change en vigueur aux dates des états de la situation financière, alors que les postes des états du résultat net sont convertis en dollars canadiens en utilisant les taux de change moyens mensuels en vigueur au cours des périodes. L'écart de change sur la conversion des états financiers des établissements étrangers, présenté dans les états consolidés du résultat global et dans les états consolidés des variations des capitaux propres comme réserve, représente le cumul des profits (pertes) de change résultant des investissements nets de la Société dans des établissements étrangers. La variation des profits (pertes) latents à la conversion des états financiers des établissements étrangers pour les périodes présentées résulte de la variation de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain, au dollar australien, au peso argentin et à la livre sterling.

Les postes des états financiers de la Société et de ses filiales libellés en devises ont été convertis en utilisant les taux de change aux dates des états de la situation financière pour les actifs et les passifs monétaires et les taux de change en vigueur en date des transactions pour les éléments de produits et charges. Les actifs et les passifs non monétaires sont convertis en utilisant les taux de change historiques. Les profits ou les pertes de change résultant de ces conversions sont inclus dans les coûts d'exploitation.

### **RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS**

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions réglées en instruments de capitaux propres pour certains employés de la Société. Les droits sur ces options sont acquis sur une période de cinq ans et celles-ci expirent dix ans après la date de leur octroi. La juste valeur de chacune des tranches d'un octroi est déterminée séparément et est constatée sur la période d'acquisition des droits d'exercice. Lors de l'exercice des options, toute contrepartie payée par les employés et la charge de rémunération connexe comptabilisée à la réserve sont créditées au capital social.

La Société attribue des unités d'actions différées (UAD) à certains administrateurs admissibles de la Société qui sont basées sur la valeur de marché des actions ordinaires de la Société. Les UAD sont octroyées trimestriellement, leurs droits étant acquis au moment de l'octroi, et confèrent le droit aux administrateurs de recevoir un paiement en trésorerie pour la valeur des UAD qu'ils détiennent suivant la cessation de leurs fonctions comme administrateurs de la Société. La Société comptabilise une charge aux états consolidés du résultat net et un passif aux états consolidés de la situation financière pour chaque octroi. Le passif et sa charge connexe sont subséquemment réévalués à chaque période de présentation de l'information financière.

La Société offre des unités d'actions liées à la performance (UAP) et des unités d'actions restreintes (UAR) aux cadres dirigeants, qui sont basées sur la valeur de marché des actions ordinaires de la Société. Le 1<sup>er</sup> avril 2019, des UAR ont été attribuées pour la première fois. Les régimes d'UAP et d'UAR sont non dilutifs et sont réglés en trésorerie. Les unités attribuées sont considérées comme des paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie. Un passif est comptabilisé au titre des services reçus et ce passif est évalué initialement, à la date d'attribution, à sa juste valeur. Le passif est subséquemment réévalué à chaque période de présentation de l'information financière, et toute variation de la valeur est comptabilisée en résultat net. La charge de rémunération est comptabilisée sur un cycle de performance de trois ans dans le cas des UAP et sur une période de restriction de trois ans dans le cas des UAR.

### **COENTREPRISES**

Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et représentent les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle conjoint et pour lesquelles elle est exposée à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entreprise. Le contrôle conjoint s'entend du partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entreprise, qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

### **IMPÔT SUR LE RÉSULTAT**

La charge d'impôt sur le résultat représente la somme des impôts exigibles et différés et est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net à l'exception des éléments qui sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat global ou directement aux capitaux propres.

L'impôt exigible est déterminé en fonction des bénéfices imposables de l'exercice et inclut tout ajustement relatif à l'impôt exigible d'exercices antérieurs.

### NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont déterminés selon les différences temporaires existant entre la valeur comptable, dans les états consolidés de la situation financière, et la valeur fiscale de l'actif et du passif, et sont évalués en fonction des taux d'imposition qui sont adoptés ou quasi adoptés et qui devraient s'appliquer au moment où les actifs seront réalisés ou que les passifs seront réglés. Un actif d'impôt différé n'est constaté que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de la différence temporaire déductible.

#### **INSTRUMENTS FINANCIERS**

Les actifs et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur. Subséquemment, les instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qu'ils fassent partie ou non d'une relation de couverture, continuent à être évalués à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière à chaque date de clôture, tandis que les autres instruments financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Société a effectué les classements suivants :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés au coût amorti et sont par la suite évalués au coût amorti.
- Les débiteurs sont classés au coût amorti et sont par la suite évalués au coût amorti.
- Les autres actifs qui répondent à la définition d'un actif financier sont classés au coût amorti et sont par la suite évalués au coût amorti.
- Les emprunts bancaires, les créditeurs et charges à payer, les autres passifs et les dettes à long terme sont classés au coût amorti et sont évalués au coût amorti, à l'exception du passif en lien avec les UAD et les UAP, qui est évalué à la juste valeur des actions ordinaires aux dates des états de la situation financière.

La Société utilise certains instruments dérivés pour couvrir les risques liés aux variations des paiements d'intérêts et pour couvrir les risques liés au taux de change, notamment des contrats de change à terme, des swaps de devises et des swaps de taux d'intérêt. Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle les contrats dérivés et les swaps de devises prennent effet et sont subséquemment réévalués à leur juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Le profit ou la perte en résultant est immédiatement constaté en résultat net, sauf si le dérivé est désigné comme étant un instrument de couverture.

#### **OPÉRATIONS DE COUVERTURE**

La Société désigne certains instruments financiers comme des couvertures de flux de trésorerie. Au début de la relation de couverture, la Société désigne et constitue une documentation en bonne et due forme décrivant la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, les objectifs de gestion du risque et sa stratégie pour effectuer des transactions de couverture.

Dans le cas des instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur liée à la partie efficace de la couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, et le montant cumulé est présenté dans la réserve au titre de la couverture des flux de trésorerie dans l'état consolidé des variations des capitaux propres. Toute partie inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat net. Les profits ou les pertes sur couvertures de flux de trésorerie inclus dans les autres composantes des capitaux propres sont reclassés en résultat net au moment où l'instrument de couverture arrive à échéance ou est réglé, afin de contrebalancer les pertes ou les profits comptabilisés au titre des éléments couverts sous-jacents.

La Société évalue dans les règles, au début de la relation de couverture et trimestriellement par la suite, l'efficacité avec laquelle les instruments de couverture compensent les variations des risques liés aux flux de trésorerie associés à l'élément couvert. Lorsqu'une relation de couverture n'est plus efficace, la Société cesse d'utiliser la comptabilité de couverture, et toute variation subséquente de la juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée en résultat net.

## NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### **HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR**

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés dans un des trois niveaux hiérarchiques, décrits ci-dessous, aux fins de présentation. La juste valeur est définie comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Chacun des niveaux reflète les données d'entrée utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et passifs :

Niveau 1 – Données d'entrée correspondant à des prix cotés non ajustés d'instruments identiques sur des marchés actifs.

Niveau 2 – Données d'entrée autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.

Niveau 3 – Données d'entrée utilisées dans la technique d'évaluation qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché au moment de la détermination de la juste valeur des instruments.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé en fonction de la donnée d'entrée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

### **RECOURS À DES ESTIMATIONS ET JUGEMENTS DANS L'APPLICATION DES MÉTHODES COMPTABLES**

La préparation des états financiers de la Société requiert que la direction fasse preuve de jugement et qu'elle établisse des estimations sur des transactions et des valeurs comptables qui seront réalisées dans l'avenir. Ces jugements et estimations sont volatils en raison des changements des facteurs internes et/ou externes et sont continuellement révisés par la direction. Une discussion de ces jugements et de ces estimations pouvant avoir une incidence significative sur les états financiers est présentée plus bas.

### **ESTIMATIONS ET JUGEMENTS IMPORTANTS**

#### **Conjoncture économique et incertitudes**

La conjoncture économique mondiale actuelle est hautement instable en raison de la pandémie de COVID-19, qui a été déclarée dans les deux dernières semaines de l'exercice 2020. L'ampleur, la durée et la gravité de la pandémie de COVID-19 sont difficiles à prévoir et pourraient avoir une incidence sur les estimations et jugements importants utilisés dans la préparation des états financiers consolidés.

#### **Impôt sur le résultat**

La Société est soumise à l'impôt dans de nombreux territoires. Une part de jugement considérable est nécessaire à l'établissement de la charge d'impôt consolidée. Dans le cours normal des affaires, il existe plusieurs transactions et calculs pour lesquels la détermination des impôts finaux est incertaine. Un passif est comptabilisé si, de l'avis de la Société, elle estime qu'un montant d'impôt à payer pourrait résulter des vérifications fiscales prévues. Lorsque les résultats finaux de ces questions diffèrent des montants qui avaient initialement été comptabilisés, ces différences auront une incidence sur les résultats pour la période de présentation financière, ainsi que sur les charges d'impôt exigible et l'impôt différé respectifs pour la période de présentation financière au cours de laquelle cette détermination est effectuée.

#### **Impôt différé**

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués en fonction des taux adoptés ou quasi adoptés qui devraient s'appliquer aux bénéfices imposables des années au cours desquelles les différences temporaires seront recouvrées ou réglées. Il faut donc projeter les bénéfices imposables de ces années de même qu'établir une hypothèse quant à la période finale de recouvrement ou de règlement des différences temporaires. La projection des bénéfices imposables futurs est basée sur les meilleures estimations de la direction et peut varier des bénéfices imposables réels. Les actifs d'impôt différé sont revus à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable de réaliser l'avantage fiscal connexe. Les lois et règles fiscales canadiennes, américaines et internationales sont sujettes à interprétation et nécessitent le jugement de la Société, lequel peut être contesté par les autorités fiscales. La Société croit qu'elle a pourvu de façon adéquate aux obligations d'impôt différé pouvant découler des faits et circonstances actuels. Les différences temporaires et les taux d'imposition pourraient changer en raison de changements budgétaires et/ou de modifications aux lois fiscales.

## NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### ***Goodwill, immobilisations incorporelles et regroupements d'entreprises***

Le goodwill, les marques de commerce et les relations avec les clients ont principalement été constatés par suite des regroupements d'entreprises. La Société utilise la méthode de l'acquisition pour comptabiliser ces regroupements d'entreprises, laquelle nécessite des jugements et des estimations importants. Lors du processus de répartition d'un regroupement d'entreprises, des justes valeurs estimatives sont attribuées aux actifs nets acquis, incluant les marques de commerce et les relations avec les clients. Ces estimations sont basées sur des prévisions de flux de trésorerie futurs, des estimations des fluctuations économiques et un taux d'actualisation estimé. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur estimative des actifs nets acquis est ensuite attribué au goodwill. Dans le cas où les justes valeurs réelles des actifs nets diffèrent des estimations, les montants attribués aux actifs nets et spécifiquement aux marques de commerce et aux relations avec les clients pourraient différer des montants présentés. Cela affecterait ensuite directement la valeur comptable du goodwill. Toute différence dans les justes valeurs estimées affecterait également l'amortissement des immobilisations incorporelles ayant une durée de vie déterminée.

### ***Immobilisations corporelles***

Un jugement critique est nécessaire dans la sélection et l'application du mode d'amortissement et des durées d'utilité de même que dans la détermination de l'importance des composants et de leur répartition respective. La direction considère le mode linéaire comme le mode d'amortissement la plus approprié, étant donné que les usines de la Société fonctionnent, sur une base annuelle, à un niveau de production similaire, ce qui indique une production constante. Il est de l'avis de la direction que les durées d'utilité et les méthodes comptables reflètent adéquatement le rythme selon lequel les avantages économiques futurs liés à l'actif devraient être obtenus.

### ***Dépréciation d'actifs***

Certains jugements et certaines estimations significatifs sont requis lors des tests de dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des autres actifs à long terme, y compris les actifs au titre de droits d'utilisation. La direction utilise des estimations ou exerce son jugement dans la détermination des indicateurs de dépréciation, dans la définition d'une UGT, dans l'estimation de flux de trésorerie futurs et pour les autres hypothèses clés telles que les taux d'actualisation et les multiplicateurs de résultats utilisés pour déterminer une juste valeur (moins les coûts de sortie) ou une valeur d'utilité. Les estimations établies pour le goodwill et les immobilisations incorporelles sont présentées à la note 9. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation annuellement au 31 décembre et chaque fois qu'il y a une indication de dépréciation. Les autres actifs à long terme sont testés seulement lorsque des indicateurs de dépréciation sont présents.

### ***Avantages sociaux futurs***

La Société offre des régimes à prestations définies et à cotisations définies qui fournissent des prestations de retraite ainsi que d'autres avantages postérieurs à l'emploi à ses employés.

Plusieurs estimations et hypothèses sont requises pour déterminer la charge liée aux régimes de retraite à prestations définies de même que l'obligation s'y rattachant, dont le taux d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur comptable de l'obligation et les produits d'intérêts sur les actifs des régimes, la durée de l'obligation, l'inflation, le taux de croissance prévu lié aux soins de santé, le taux de mortalité prévu, les augmentations salariales prévues, etc. La variation d'un certain nombre d'hypothèses clés pourrait avoir une incidence significative sur le calcul de l'obligation. Les résultats réels seront vraisemblablement différents des hypothèses initiales. Ces profits ou pertes sont présentés dans les états consolidés du résultat global.

## ***INCIDENCE DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES, INTERPRÉTATIONS ET MODIFICATIONS ADOPTÉES AU COURS DE L'EXERCICE***

Les normes, les modifications aux normes existantes et les interprétations qui suivent ont été adoptées par la Société à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019.

### ***IFRS 3, Regroupements d'entreprises***

En décembre 2017, l'IASB a publié une modification à IFRS 3 afin de clarifier le fait que lorsqu'une entité obtient le contrôle d'une entreprise qui est une entreprise commune, elle doit réévaluer les participations qu'elle détenait antérieurement dans cette entreprise à la juste valeur.

### ***IFRS 9, Instruments financiers***

En octobre 2017, l'IASB a apporté d'autres modifications à IFRS 9 afin de répondre aux préoccupations sur le classement, selon cette norme, de certains actifs financiers susceptibles de remboursement anticipé.

## NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### **IFRS 11, Partenariats**

En décembre 2017, l'IASB a publié une modification à IFRS 11 afin de clarifier le fait que lorsqu'une entité obtient le contrôle conjoint d'une entreprise qui est une entreprise commune, elle ne doit pas réévaluer les participations qu'elle détenait antérieurement dans cette entreprise.

### **IAS 19, Avantages du personnel**

En février 2018, l'IASB a publié une modification à IAS 19 pour préciser la façon dont une entité doit déterminer les charges de retraite lorsque des changements sont apportés à un régime de retraite. Lorsqu'une modification, une réduction ou une liquidation est apportée à un régime, IAS 19 exige qu'une entité réévalue son passif ou son actif net au titre des prestations définies. Selon les modifications à IAS 19, une entité est tenue d'utiliser les hypothèses mises à jour découlant de cette réévaluation afin de déterminer le coût des services rendus au cours de la période et les intérêts nets pour le reste de la période de présentation de l'information financière à la suite du changement apporté au régime. Les modifications précisent en outre l'effet d'une modification, d'une réduction ou d'une liquidation de régime sur les exigences relatives au plafond de l'actif.

### **IAS 23, Coûts d'emprunt**

En décembre 2017, l'IASB a publié une modification à IAS 23 afin de préciser que si un emprunt contracté reste dû une fois que l'actif connexe est prêt pour son utilisation ou sa vente prévue, il doit alors être traité en tant que fonds empruntés de façon générale par l'entité aux fins du calcul du taux de capitalisation des emprunts généraux.

### **IAS 28, Participations dans des entreprises associées et des coentreprises**

En octobre 2017, l'IASB a publié une modification à IAS 28 afin de préciser qu'une entité doit appliquer IFRS 9 aux intérêts à long terme dans une entreprise associée ou une coentreprise qui, en fait, constituent une partie de sa participation nette dans l'entreprise associée ou la coentreprise, mais auxquels la méthode de la mise en équivalence n'est pas appliquée.

### **IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux**

En juin 2017, le Comité d'interprétations des normes IFRS a publié IFRIC 23, qui clarifie la manière d'appliquer les exigences relatives à la comptabilisation et à l'évaluation prescrites dans IAS 12, *Impôts sur le résultat*, lorsqu'une incertitude subsiste quant aux traitements fiscaux à utiliser.

### **IFRS 16, Contrats de location**

En janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 16, *Contrats de location*, qui a remplacé IAS 17, *Contrats de location*. La Société a adopté la norme le 1<sup>er</sup> avril 2019. La nouvelle norme élimine la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement et impose maintenant la comptabilisation, par le preneur, de la plupart des contrats de location dans l'état de la situation financière, sauf en ce qui concerne des contrats de location respectant certains critères d'exception. Pour le bailleur, la comptabilisation demeure essentiellement inchangée, et la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement est maintenue.

Sauf en ce qui concerne IFRS 16, les modifications et interprétations présentées ci-dessus n'ont eu aucune incidence importante sur les états financiers de la Société.

### **Adoption d'IFRS 16, Contrats de location**

IFRS 16 a été appliquée au 1<sup>er</sup> avril 2019, en suivant l'approche rétrospective modifiée et, par conséquent, la Société n'a pas retraité l'information comparative. Auparavant, la Société appliquait IAS 17, *Contrats de location*, pour la comptabilisation des contrats de location. De plus, la Société a appliqué les exemptions et mesures de simplification suivantes à l'adoption :

- Utiliser un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques relativement similaires;
- Se prévaloir de l'exemption de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative pour les contrats de location dont le terme de la durée se situe dans les 12 mois suivant la date de première application;
- Se prévaloir de l'exemption de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative lorsque le bien sous-jacent est de faible valeur;
- Exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation des actifs au titre de droits d'utilisation à la date de première application.

## NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Le tableau suivant présente un résumé des ajustements aux soldes d'ouverture découlant de l'adoption d'IFRS 16.

(en millions de dollars CAD)

	Données présentées au 31 mars 2019	Incidence de la transition à IFRS 16	Données présentées à la suite de l'adoption d'IFRS 16, au 1 <sup>er</sup> avril 2019
<b>Actif</b>			
Immobilisations corporelles	3 095,4	(34,9)	3 060,5
Actifs au titre de droits d'utilisation	–	440,6	440,6
<b>Total</b>	<b>3 095,4</b>	<b>405,7</b>	<b>3 501,1</b>
<b>Passif</b>			
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	2 267,3	(29,4)	2 237,9
Obligations locatives, y compris la tranche à court terme	–	445,9	445,9
Créditeurs et charges à payer	1 442,2	(10,8)	1 431,4
<b>Total</b>	<b>3 709,5</b>	<b>405,7</b>	<b>4 115,2</b>

Le tableau suivant présente le rapprochement des engagements locatifs au 31 mars 2019 et des obligations locatives comptabilisées dans l'état consolidé de la situation financière au 1<sup>er</sup> avril 2019.

(en millions de dollars CAD)

<b>Engagements liés aux contrats de location simple au 31 mars 2019</b>	<b>531,2</b>
Exemption pour les contrats de location à court terme et de faible valeur	(28,1)
Options de prolongation et de résiliation dont on a la certitude raisonnable qu'elles seront exercées	72,4
Contrats de location-financement déjà comptabilisés au bilan	29,4
Contrats de service et composantes non locatives	(81,3)
Actualisés au moyen du taux d'emprunt marginal moyen pondéré au 31 mars 2019	(77,7)
<b>Obligations locatives comptabilisées au 1<sup>er</sup> avril 2019</b>	<b>445,9</b>
Tranche courante des obligations locatives	68,6
Obligations locatives	377,3
<b>Total des obligations locatives comptabilisées au 1<sup>er</sup> avril 2019</b>	<b>445,9</b>

À l'adoption d'IFRS 16, la Société a comptabilisé des obligations locatives pour des contrats de location qui étaient auparavant classés à titre de contrats de location simple en vertu d'IAS 17. Ces obligations ont été évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers restants, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal du preneur au 31 mars 2019. Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré appliqué était de 3,48 %. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont amortis de manière linéaire sur la période la plus courte de la durée d'utilité de l'actif et de la durée du contrat de location. Les options de prolongation ou de résiliation des contrats de location sont incluses dans la durée du contrat de location seulement s'il est raisonnablement certain que la Société exercera l'option.

### ***Incidence des nouvelles normes comptables, interprétations et modifications n'ayant pas encore été mises en œuvre***

Les normes, modifications aux normes et interprétations ci-dessous ont été publiées et s'appliquent à la Société pour ses exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020. L'application anticipée est permise.

### ***IFRS 9, Instruments financiers, IFRS 7, Instruments financiers : Informations à fournir et IAS 39, Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation***

En septembre 2019, l'IASB a publié des modifications à IFRS 9, à IAS 39 et à IFRS 7 pour tenir compte des incidences de la réforme des taux interbancaires offerts (IBOR) concernant certaines dispositions en matière de comptabilité de couverture qui exigent une analyse prospective et des informations à fournir additionnelles.

## NOTE 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### **IAS 1, Présentation des états financiers et IAS 8, Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs**

En octobre 2018, l'IASB a publié une modification à IAS 1 et à IAS 8 afin de clarifier la définition du terme « significatif » et d'harmoniser les définitions utilisées dans le Cadre conceptuel de l'information financière et les normes en soi.

### **IFRS 3, Regroupements d'entreprises**

En octobre 2018, l'IASB a publié une modification à IFRS 3 afin de clarifier la définition d'une entreprise, pour résoudre les difficultés éprouvées par les entreprises pour déterminer si elles ont acquis une entreprise ou un groupe d'actifs.

### **IAS 1, Présentation des états financiers**

En janvier 2020, l'IASB a publié des modifications visant à préciser les critères de classement de la dette et des autres passifs comme courants ou non courants. Les modifications aident à déterminer si, dans l'état de la situation financière, la dette et les autres passifs dont la date de règlement est incertaine doivent être classés comme courants (devant être réglés ou susceptibles d'être réglés au cours de la prochaine année) ou non courants. Les modifications clarifient également les exigences de classement pour la dette qu'une entité peut régler en la convertissant en titres de capitaux propres.

L'adoption de ces modifications n'aura pas une incidence importante sur les états financiers de la Société.

## NOTE 4 PRODUITS

Le tableau suivant présente les produits par segment de marché.

	2020	2019
Détail	7 360,2 \$	6 342,3 \$
Services alimentaires	5 061,4	4 794,7
Industriel	2 521,9	2 364,9
Total	14 943,5 \$	13 501,9 \$

## NOTE 5 STOCKS

	31 mars 2020	31 mars 2019
Produits finis	1 256,3 \$	1 134,1 \$
Matières premières, produits en cours et fournitures	964,6	546,9
Total	2 220,9 \$	1 681,0 \$

Le montant des stocks constaté à titre de charge dans les coûts d'exploitation pour l'exercice clos le 31 mars 2020 est de 11,637 milliards de dollars (10,677 milliards de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2019).

## NOTE 6 COÛTS D'EXPLOITATION, EXCLUANT LES AMORTISSEMENTS

	2020	2019
Variations des stocks de produits finis et de produits en cours	(108,3) \$	(25,4) \$
Matières premières et consommables utilisées	10 289,0	9 204,2
Perte de change	15,6	11,9
Charge au titre des avantages du personnel	1 751,3	1 577,7
Frais de vente	670,2	648,8
Autres frais généraux et d'administration	857,9	863,4
Total	13 475,7 \$	12 280,6 \$

Les coûts d'exploitation comprennent une perte découlant des stocks invendables destinés aux clients du segment de services alimentaires et d'autres charges totalisant 26,9 millions de dollars (2019 – néant) et une réduction de valeur des stocks de 17,9 millions de dollars (2019 – 3,2 millions de dollars) découlant d'une baisse de certains prix de vente sur le marché. La perte découlant des stocks invendables est imputable à une baisse de la demande des clients du segment de services alimentaires en Amérique du Nord au cours des deux dernières semaines de l'exercice 2020 en raison de la pandémie de COVID-19.

## NOTE 7 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Pour l'exercice clos le 31 mars 2020					
	Terrains	Bâtiments	Mobilier, machinerie et équipement	Matériel roulant	Contrats de location	Total
<b>Coût</b>						
Au 31 mars 2019	119,3 \$	1 232,4 \$	3 389,7 \$	18,7 \$	39,1 \$	4 799,2 \$
Ajustement à l'application initiale d'IFRS 16 (note 3)	-	-	(2,1)	-	(39,1)	(41,2)
Acquisitions d'entreprises (note 18)	64,0	108,5	375,2	-	-	547,7
Entrées	25,7	103,1	381,0	0,1	-	509,9
Cessions	(1,1)	(14,1)	(31,9)	(2,4)	-	(49,5)
Transferts	(1,5)	1,3	22,3	-	-	22,1
Écart de conversion et ajustement lié à l'hyperinflation	(3,0)	11,7	57,7	(1,1)	-	65,3
<b>Au 31 mars 2020</b>	<b>203,4 \$</b>	<b>1 442,9 \$</b>	<b>4 191,9 \$</b>	<b>15,3 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>5 853,5 \$</b>
<b>Amortissement cumulé</b>						
Au 31 mars 2019	- \$	336,1 \$	1 352,6 \$	10,5 \$	4,6 \$	1 703,8 \$
Ajustement à l'application initiale d'IFRS 16 (note 3)	-	-	(1,7)	-	(4,6)	(6,3)
Amortissement <sup>1</sup>	-	57,1	233,9	2,2	-	293,2
Cessions	-	(7,9)	(30,5)	(2,1)	-	(40,5)
Écart de conversion et ajustement lié à l'hyperinflation	-	10,5	43,5	(0,7)	-	53,3
<b>Au 31 mars 2020</b>	<b>- \$</b>	<b>395,8 \$</b>	<b>1 597,8 \$</b>	<b>9,9 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>2 003,5 \$</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 mars 2020</b>	<b>203,4 \$</b>	<b>1 047,1 \$</b>	<b>2 594,1 \$</b>	<b>5,4 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>3 850,0 \$</b>

<sup>1</sup> L'amortissement comprend une dépréciation d'actifs liée à une fermeture d'usine (note 24).

La valeur nette comptable des immobilisations corporelles en cours de construction totalise 362,1 millions de dollars au 31 mars 2020 (276,9 millions de dollars au 31 mars 2019) et celles-ci sont principalement constituées de machinerie et d'équipement.

Au troisième trimestre de l'exercice 2019, la Société a réalisé un profit à la cession d'actifs de 194,5 millions de dollars (167,8 millions de dollars après impôt) lié à la vente de son installation de Burnaby, en Colombie-Britannique. La Société a vendu l'installation pour 209,0 millions de dollars et a accordé un prêt hypothécaire financé par le vendeur d'un montant de 50,0 millions de dollars (note 10). Le prêt hypothécaire financé par le vendeur porte intérêt à un taux de 3 % par année et arrive à échéance à l'exercice 2022, moment auquel le montant en capital sera remboursé. La Société a signé un contrat de location pour l'installation de Burnaby jusqu'à ce que la construction de la nouvelle installation soit achevée, ce qui est prévu au cours de l'exercice 2021.

## NOTE 7 IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

	Pour l'exercice clos le 31 mars 2019					Total
	Terrains	Bâtiments	Mobilier, machinerie et équipement	Matériel roulant	Contrats de location	
<b>Coût</b>						
Au 31 mars 2018	70,2 \$	924,4 \$	2 678,5 \$	17,7 \$	29,6 \$	3 720,4 \$
Ajustement à l'application initiale d'IAS 29	0,2	12,2	59,3	0,3	–	72,0
Acquisitions d'entreprises (note 18)	54,1	245,7	402,4	1,4	–	703,6
Entrées	0,6	85,9	282,6	1,4	11,5	382,0
Cessions	(5,4)	(35,6)	(90,2)	(1,0)	–	(132,2)
Transferts	–	(9,0)	8,6	(0,8)	(3,1)	(4,3)
Écart de conversion	(0,4)	8,8	48,5	(0,3)	1,1	57,7
<b>Au 31 mars 2019</b>	<b>119,3 \$</b>	<b>1 232,4 \$</b>	<b>3 389,7 \$</b>	<b>18,7 \$</b>	<b>39,1 \$</b>	<b>4 799,2 \$</b>
<b>Amortissement cumulé</b>						
Au 31 mars 2018	– \$	312,2 \$	1 178,2 \$	8,9 \$	1,1 \$	1 500,4 \$
Ajustement à l'application initiale d'IAS 29	–	4,3	32,0	0,3	–	36,6
Amortissement <sup>1</sup>	–	41,6	195,2	2,9	3,8	243,5
Cessions	–	(28,9)	(85,3)	(1,4)	–	(115,6)
Transferts	–	–	0,4	–	(0,4)	0,0
Écart de conversion et ajustement lié à l'hyperinflation	–	6,9	32,1	(0,2)	0,1	38,9
<b>Au 31 mars 2019</b>	<b>– \$</b>	<b>336,1 \$</b>	<b>1 352,6 \$</b>	<b>10,5 \$</b>	<b>4,6 \$</b>	<b>1 703,8 \$</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 mars 2019</b>	<b>119,3 \$</b>	<b>896,3 \$</b>	<b>2 037,1 \$</b>	<b>8,2 \$</b>	<b>34,5 \$</b>	<b>3 095,4 \$</b>

<sup>1</sup> L'amortissement comprend une dépréciation d'actifs liée à une fermeture d'usine (note 24).

## NOTE 8 ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION ET OBLIGATIONS LOCATIVES

Le tableau suivant présente les variations des actifs au titre de droits d'utilisation au cours de l'exercice 2020.

	Immobilier	Équipement	Total
Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2019	299,2 \$	141,4 \$	440,6 \$
Acquisitions d'entreprises (note 18)	11,0	62,4	73,4
Nouveaux contrats de location/modifications à un contrat de location	10,8	6,1	16,9
Transferts dans les immobilisations corporelles	-	(22,5)	(22,5)
Amortissement	(29,7)	(34,3)	(64,0)
Écart de conversion	(17,7)	(8,8)	(26,5)
Solde au 31 mars 2020	273,6 \$	144,3 \$	417,9 \$

Le tableau suivant présente les variations des obligations locatives au cours de l'exercice 2020.

	Total
Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2019	445,9 \$
Acquisitions d'entreprises (note 18)	70,4
Nouveaux contrats de location/modifications à un contrat de location	14,4
Charges d'intérêts	16,1
Paievements	(106,8)
Écart de conversion	(25,2)
	414,8
Tranche courante	(74,7)
Solde au 31 mars 2020	340,1 \$

L'analyse des échéances des obligations locatives de la Société suivante en cours au 31 mars 2020 est fondée sur les flux de trésorerie contractuels non actualisés prévus jusqu'à la date d'échéance contractuelle.

Moins de 1 an	87,2 \$
De 1 à 2 ans	78,0
De 2 à 3 ans	58,9
De 3 à 4 ans	45,5
De 4 à 5 ans	58,8
Plus de 5 ans	159,7
	488,1 \$

Les charges liées aux contrats de location à court terme et aux contrats de location de faible valeur n'étaient pas importantes pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

## NOTE 9 GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Pour l'exercice clos le 31 mars 2020				
	Durée de vie déterminée				Total des immobilisations incorporelles
	Goodwill	Marques de commerce <sup>1</sup>	Relations avec les clients <sup>2</sup>	Logiciels <sup>3</sup> et autres	
Coût					
Au 31 mars 2019	2 597,6 \$	464,4 \$	319,4 \$	273,8 \$	1 057,6 \$
Acquisitions d'entreprises (note 18)	541,5	688,5	92,9	26,1	807,5
Entrées	–	–	–	66,4	66,4
Transferts	–	–	(9,3)	0,5	(8,8)
Écart de conversion et ajustement lié à l'hyperinflation	80,4	3,1	9,6	6,0	18,7
<b>Au 31 mars 2020</b>	<b>3 219,5 \$</b>	<b>1 156,0 \$</b>	<b>412,6 \$</b>	<b>372,8 \$</b>	<b>1 941,4 \$</b>
Amortissement cumulé					
Au 31 mars 2019	– \$	21,7 \$	125,5 \$	34,2 \$	181,4 \$
Amortissement	–	51,9	34,5	27,1	113,5
Écart de conversion et ajustement lié à l'hyperinflation	–	1,5	4,4	(0,1)	5,8
<b>Au 31 mars 2020</b>	<b>– \$</b>	<b>75,1 \$</b>	<b>164,4 \$</b>	<b>61,2 \$</b>	<b>300,7 \$</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 mars 2020</b>	<b>3 219,5 \$</b>	<b>1 080,9 \$</b>	<b>248,2 \$</b>	<b>311,6 \$</b>	<b>1 640,7 \$</b>

	Pour l'exercice clos le 31 mars 2019				
	Durée de vie déterminée				Total des immobilisations incorporelles
	Goodwill	Marques de commerce <sup>1</sup>	Relations avec les clients <sup>2</sup>	Logiciels <sup>3</sup>	
Coût					
Au 31 mars 2018	2 417,3 \$	433,5 \$	303,7 \$	195,6 \$	932,8 \$
Ajustement à l'application initiale d'IAS 29	–	–	–	2,9	2,9
Acquisitions d'entreprises (note 18)	127,8	27,5	10,5	6,1	44,1
Entrées	–	–	–	65,5	65,5
Transferts	–	–	–	4,3	4,3
Écart de conversion et ajustement lié à l'hyperinflation	52,5	3,4	5,2	(0,6)	8,0
<b>Au 31 mars 2019</b>	<b>2 597,6 \$</b>	<b>464,4 \$</b>	<b>319,4 \$</b>	<b>273,8 \$</b>	<b>1 057,6 \$</b>
Amortissement cumulé					
Au 31 mars 2018	–	–	102,5	7,2	109,7
Ajustement à l'application initiale d'IAS 29	–	–	–	0,6	0,6
Amortissement	–	21,6	21,1	27,0	69,7
Écart de conversion et ajustement lié à l'hyperinflation	–	0,1	1,9	(0,6)	1,4
<b>Au 31 mars 2019</b>	<b>– \$</b>	<b>21,7 \$</b>	<b>125,5 \$</b>	<b>34,2 \$</b>	<b>181,4 \$</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 mars 2019</b>	<b>2 597,6 \$</b>	<b>442,7 \$</b>	<b>193,9 \$</b>	<b>239,6 \$</b>	<b>876,2 \$</b>

<sup>1</sup> Les marques de commerce sont amorties selon le mode linéaire sur leurs durées d'utilité, qui varient entre 15 et 25 ans.

<sup>2</sup> Les relations avec les clients sont amorties selon le mode linéaire sur leurs durées d'utilité qui varient entre 3 et 15 ans.

<sup>3</sup> Aucune entrée de logiciels n'a été générée à l'interne.

## NOTE 9 GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SUITE)

### TESTS DE DÉPRÉCIATION DES UNITÉS GÉNÉRATRICES DE TRÉSORERIE

#### Goodwill

Afin de déterminer si le goodwill s'est déprécié, la Société doit estimer le montant recouvrable des UGT ou groupes d'UGT auxquels le goodwill est affecté. La direction considère les secteurs qui suivent comme étant des UGT ou groupes d'UGT étant donné qu'ils représentent le plus petit groupe d'actifs identifiables générant des flux de trésorerie largement indépendants des flux provenant des autres actifs ou groupes d'actifs.

La Société présente ses activités selon quatre secteurs géographiques. Le Secteur Canada se compose de la Division Produits laitiers (Canada). Le Secteur USA comprend la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA). Le Secteur International regroupe la Division Produits laitiers (Australie) et la Division Produits laitiers (Argentine). Enfin, le Secteur Europe comprend la Division Produits laitiers (Royaume-Uni) à la suite de l'acquisition de Dairy Crest.

Le goodwill a été affecté à chaque UGT ou groupe d'UGT de la façon suivante :

Affectation du goodwill	31 mars 2020	31 mars 2019
Canada		
Division Produits laitiers (Canada)	401,5 \$	401,5 \$
USA		
Division Fromages (USA)	1 393,1	1 327,7
Division Aliments laitiers (USA)	672,9	638,8
International		
Division Produits laitiers (Australie)	200,3	220,1
Division Produits laitiers (Argentine)	8,7	9,5
Europe		
Division Produits laitiers (Royaume-Uni)	543,0	–
	3 219,5 \$	2 597,6 \$

Les montants recouvrables de la Division Produits laitiers (Canada), de la Division Fromages (USA) et de la Division Aliments laitiers (USA) ont été estimés en utilisant un modèle d'évaluation basé sur un multiple des bénéfices (juste valeur moins les coûts de sortie). Les hypothèses clés utilisées dans ces modèles se composent principalement d'un multiple des bénéfices pour les comparables de l'industrie appliqué aux résultats de chaque UGT ou groupe d'UGT testé.

Les montants recouvrables de la Division Produits laitiers (Australie), de la Division Produits laitiers (Argentine) et de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni) ont été estimés en utilisant le modèle des flux de trésorerie actualisés (valeur d'utilité) en fonction des hypothèses clés suivantes :

- Flux de trésorerie : Les prévisions de flux de trésorerie pour une UGT donnée sont basées sur les bénéfices avant intérêts, impôt sur le résultat et amortissements et sont ajustées en fonction d'un taux de croissance et des taux d'imposition prévus. La prévision des flux de trésorerie n'excède pas un horizon de cinq années, avec une valeur finale calculée comme étant perpétuelle dans la dernière année.
- Taux de croissance final : La direction utilise un taux de croissance final pour ajuster ses prévisions des flux de trésorerie selon les hausses attendues de l'inflation et les produits pour l'UGT.
- Taux d'actualisation : Les flux de trésorerie sont actualisés en utilisant des taux d'actualisation avant impôt.

La Société a procédé à son test de dépréciation annuel et, dans tous les cas, les montants recouvrables excédaient leur valeur comptable respective incluant le goodwill. La Société a fixé au 31 décembre sa date du test annuel de dépréciation. Au 31 décembre 2019, le goodwill n'était pas considéré comme s'étant déprécié.

Compte tenu de la conjoncture économique actuelle hautement volatile causée par la pandémie de COVID-19, la Société a évalué ses différentes UGT pour détecter la présence d'indicateurs de dépréciation et a conclu qu'il n'existait aucun indicateur de dépréciation au 31 mars 2020.

## NOTE 9 GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SUITE)

### **Marques de commerce**

Les marques de commerce sont incluses dans les UGT ou groupes d'UGT de la façon suivante :

<b>Affectation des marques de commerce par secteur</b>	<b>31 mars 2020</b>	<b>31 mars 2019</b>
Canada	228,6 \$	241,1 \$
USA	152,8	151,8
International	45,1	49,8
Europe	654,4	–
	<b>1 080,9 \$</b>	<b>442,7 \$</b>

L'évaluation de la durée d'utilité estimative des marques de commerce est révisée une fois par année. Depuis le début de l'exercice 2019, les marques de commerce sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimative, qui varie entre 15 et 25 ans. Puisque la majorité de nos marques de commerce se trouvent dans le segment du détail, la Société a conclu qu'aucun événement déclencheur n'avait eu lieu au cours de l'exercice 2020 relativement à la pandémie de COVID-19.

## NOTE 10 AUTRES ACTIFS

	<b>31 mars 2020</b>	<b>31 mars 2019</b>
Coentreprises	36,9 \$	45,2 \$
Prêt financier (note 7)	50,0	50,0
Actifs financiers dérivés	22,5	–
Avantages du personnel (note 19)	381,2	–
Autres	54,7	36,4
	<b>545,3 \$</b>	<b>131,6 \$</b>

La Société détient des participations dans des coentreprises, qui sont toutes comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La Société a comptabilisé en résultat net un montant de 1,9 million de dollars, représentant sa quote-part des bénéfices des coentreprises pour l'exercice clos le 31 mars 2020 (8,5 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2019). Les dividendes reçus des coentreprises se sont élevés à 13,4 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2020 (9,5 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2019).

## NOTE 11 EMPRUNTS BANCAIRES

La Société dispose de facilités de crédit bancaire lui permettant d'obtenir des emprunts bancaires comme suit :

Facilités de crédit	Échéance	Disponible pour utilisation		Montant prélevé	
		Équivalent en devise canadienne	Devise de base	31 mars 2020	31 mars 2019
Amérique du Nord – États-Unis	Novembre 2024 <sup>1</sup>	421,9	300,0 USD	– \$	– \$
Amérique du Nord – Canada	Novembre 2024 <sup>1</sup>	984,3	700,0 USD	–	–
Canada	Janvier 2021 <sup>2</sup>	26,0	26,0 CAD	<b>24,9</b>	–
Australie	Annuelle <sup>3</sup>	271,6	315,0 AUD	<b>238,4</b>	38,0
Australie	Annuelle <sup>3</sup>	140,6	100,0 USD	<b>128,5</b>	23,8
Japon	Annuelle <sup>4</sup>	104,8	8 000,0 JPY	<b>24,8</b>	–
Royaume-Uni	Annuelle <sup>5</sup>	131,0	75,0 GBP	<b>17,5</b>	–
Argentine	Annuelle <sup>6</sup>	161,7	115,0 USD	<b>53,4</b>	45,4
Argentine	Annuelle <sup>7</sup>	134,8	6 155,0 ARS	<b>41,0</b>	23,2
<b>Total</b>		<b>2 376,7</b>		<b>528,5 \$</b>	<b>130,4 \$</b>

<sup>1</sup> Porte mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 1,00 % ou le taux LIBOR ou BBSY ou le taux des acceptations bancaires majoré de 0,80 % jusqu'à un maximum de 2,00 %, selon les notations de crédit de la Société.

<sup>2</sup> Porte mensuellement intérêt au taux préférentiel bancaire majoré de 0,25 % ou au taux des acceptations bancaires majoré de 1,25 %.

<sup>3</sup> Porte mensuellement intérêt au taux LIBOR ou au taux des acceptations bancaires australiennes majoré d'un maximum de 1,00 % et peut être prélevée en dollars australiens ou américains.

<sup>4</sup> Porte mensuellement intérêt au taux TIBOR majoré de 0,70 % et peut être prélevée en yens japonais.

<sup>5</sup> Porte mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux de base majoré de 0,70 % ou le taux LIBOR majoré de 0,70 % et peut être prélevée en livres sterling.

<sup>6</sup> Porte mensuellement intérêt au taux local et peut être prélevée en dollars américains.

<sup>7</sup> Porte mensuellement intérêt au taux local et peut être prélevée en pesos argentins.

Le 12 novembre 2019, la Société a modifié ses facilités de crédit bancaire nord-américaines afin d'augmenter le montant en capital disponible en vertu des facilités de crédit renouvelables à 1,000 milliard de dollars américains et d'en prolonger la durée jusqu'en novembre 2024.

## NOTE 12 DETTE À LONG TERME

	31 mars 2020	31 mars 2019
<b>Facilités d'emprunt bancaire à terme non garanties</b>		
Obtenues en avril 2018 (300,0 millions de dollars) et échéant en avril 2021 <sup>1</sup>	– \$	200,0 \$
Obtenues en avril 2018 (600,0 millions de dollars AU) et échéant en avril 2023 <sup>1</sup>	437,1	487,9
Obtenues en avril 2019 (426,0 millions de dollars) et échéant en avril 2021 <sup>2</sup>	418,8	–
Obtenues en avril 2019 (600,0 millions de livres sterling) et échéant en avril 2022 <sup>3</sup>	1 036,4	–
<b>Billets de premier rang non garantis<sup>4,5</sup></b>		
2,65 %, émis en novembre 2014 et échéant en novembre 2019 (série 1)	–	300,0
2,20 %, émis en juin 2016 et échéant en juin 2021 (série 2)	300,0	300,0
2,83 %, émis en novembre 2016 et échéant en novembre 2023 (série 3)	300,0	300,0
1,94 %, émis en juin 2017 et échéant en juin 2022 (série 4)	300,0	300,0
3,60 %, émis en août 2018 et échéant en août 2025 (série 5)	350,0	350,0
2,88 %, émis en novembre 2019 et échéant en novembre 2024 (série 6)	400,0	–
<b>Obligations en vertu de contrats de location-financement<sup>6</sup></b>	–	29,4
	<b>3 542,3 \$</b>	<b>2 267,3 \$</b>
<b>Tranche courante</b>	–	323,4
	<b>3 542,3 \$</b>	<b>1 943,9 \$</b>
<b>Les remboursements de capital se répartissent comme suit :</b>		
Moins de 1 an	– \$	323,4 \$
De 1 à 2 ans	718,8	3,9
De 2 à 3 ans	1 336,4	502,1
De 3 à 4 ans	737,1	300,0
De 4 à 5 ans	400,0	787,9
Plus de 5 ans	350,0	350,0
	<b>3 542,3 \$</b>	<b>2 267,3 \$</b>

<sup>1</sup> Porte mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 1,00 % ou le taux des acceptations bancaires ou le taux des acceptations bancaires australiennes majoré de 0,80 % jusqu'à un maximum de 2,00 %, selon les notations de crédit de la Société. Les intérêts sont payés à tous les un, deux, trois ou six mois, au choix de la Société.

<sup>2</sup> Porte mensuellement intérêt au taux préférentiel du prêteur majoré jusqu'à un maximum de 1,00 % ou au taux LIBOR ou au taux des acceptations bancaires majoré de 0,80 % jusqu'à un maximum de 2,00 %, selon les notations de crédit de la Société, et les montants peuvent être prélevés en dollars canadiens, en dollars américains ou en livres sterling. Au 31 mars 2020, un montant de 297,9 millions de dollars américains avait été prélevé et le risque de taux de change était contrebalancé par un swap de devises.

<sup>3</sup> Porte mensuellement intérêt au taux préférentiel du prêteur majoré jusqu'à un maximum de 1,00 % ou au taux LIBOR ou au taux des acceptations bancaires majoré de 0,80 % jusqu'à un maximum de 2,00 %, selon les notations de crédit de la Société, et les montants peuvent être prélevés en dollars canadiens, en dollars américains ou en livres sterling.

<sup>4</sup> Les paiements d'intérêts sont semestriels.

<sup>5</sup> Le 12 décembre 2018, la Société a renouvelé son programme de billets à moyen terme et déposé un prospectus préalable de base simplifié permettant un placement de billets à moyen terme auprès du public dans les provinces du Canada sur une période de 25 mois.

<sup>6</sup> En raison de l'adoption d'IFRS 16, ce montant a été reclassé dans les obligations locatives (note 8).

Le 19 novembre 2019, la Société a émis des billets à moyen terme de série 6 d'un montant en capital total de 400,0 millions de dollars et a utilisé le produit net pour rembourser le montant en capital total de 300,0 millions de dollars des billets à moyen terme de série 1 échéant le 26 novembre 2019, et le reste du produit net a été utilisé pour rembourser une partie de la facilité d'emprunt à terme obtenue en avril 2018.

Le 21 février 2019, la Société a conclu une entente de crédit relative à une facilité à terme non renouvelable libellée en livres sterling d'un montant total de 2,209 milliards de dollars (1,265 milliard de livres sterling) (la facilité d'acquisition de Dairy Crest), composée de trois tranches : une tranche d'un an d'un montant de 698,5 millions de dollars (400,0 millions de livres sterling), qui a été remboursée en totalité à l'exercice 2020, une tranche de deux ans d'un montant de 462,7 millions de dollars (265,0 millions de livres sterling) et une tranche de trois ans d'un montant de 1,048 milliard de dollars (600,0 millions de livres sterling). Le 15 avril 2019, un montant total de 2,118 milliards de dollars (1,213 milliard de livres sterling) avait été prélevé sur la facilité d'acquisition de Dairy Crest. Le 12 novembre 2019, la tranche de deux ans de 265,0 millions de livres sterling (456,5 millions de dollars) a été convertie en une facilité libellée en dollars canadiens de 426,0 millions de dollars.

## NOTE 13 AUTRES PASSIFS

	31 mars 2020	31 mars 2019
Avantages du personnel (note 19)	36,9 \$	36,6 \$
Passifs financiers dérivés	7,1	–
Rémunération à base d'actions, déduction faite de la tranche courante	33,1	21,8
Autres	21,4	28,0
	<b>98,5 \$</b>	<b>86,4 \$</b>

## NOTE 14 CAPITAL SOCIAL

### AUTORISÉ

Le capital social autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires. Les actions ordinaires sont des actions avec droit de vote et droit de participation.

	Nombre d'actions	Actions ordinaires \$
Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2019	390 198 386	991,7 \$
Émises dans le cadre du placement de titres de capitaux propres	16 642 553	639,9
Transférées des réserves à l'exercice des options	–	9,1
Émises à l'exercice des options	1 797 434	45,0
Solde au 31 mars 2020	<b>408 638 373</b>	<b>1 685,7 \$</b>

Le 11 septembre 2019, la Société a conclu un placement dans le public et un placement privé simultané visant un total de 16 642 553 actions ordinaires au prix de 39,60 \$ l'action, pour un produit brut total de 659 millions de dollars (le placement d'actions ordinaires). Le produit, déduction faite des commissions et des honoraires juridiques et comptables de 19,1 millions de dollars, s'est élevé à 639,9 millions de dollars.

### RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

La Société a mis sur pied un régime d'options d'achat d'actions réglées en instruments de capitaux propres visant l'achat d'actions ordinaires par des employés clés et des dirigeants de la Société. Le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises en vertu du régime ne peut dépasser 45 698 394 actions ordinaires. Au 31 mars 2020, 18 335 893 actions ordinaires sont disponibles pour attribution future en vertu de ce régime et 20 946 092 actions ordinaires sous-jacentes aux options étaient en circulation. Au cours de l'exercice 2020, un total de 1 797 434 actions ordinaires avaient été émises à la suite de l'exercice d'options. Les options peuvent être exercées à un prix qui ne peut être inférieur à la moyenne pondérée du cours des actions pour les cinq jours de Bourse précédant immédiatement la date d'octroi. Les droits sur ces options sont acquis à raison de 20 % par année et celles-ci expirent dix ans après la date de leur octroi.

Les options émises et en circulation à la fin de l'exercice sont les suivantes :

Période d'octroi	Prix d'exercice	31 mars 2020		31 mars 2019	
		Nombre d'options	Nombre d'options pouvant être exercées	Nombre d'options	Nombre d'options pouvant être exercées
2010	10,70 \$	–	–	11 728	11 728
2011	14,66 \$	39 840	39 840	576 714	576 714
2012	21,61 \$	543 390	543 390	637 317	637 317
2013	21,48 \$	1 122 735	1 122 735	1 271 036	1 271 036
2014	25,55 \$	1 479 140	1 479 140	1 706 074	1 706 074
2015	27,74 \$	1 941 956	1 941 956	2 282 620	1 688 226
2016	35,08 \$	2 056 423	1 565 767	2 362 317	1 293 545
2017	41,40 \$	3 357 766	1 974 026	3 663 707	1 429 421
2018	46,29 \$	3 345 835	1 347 563	3 607 186	728 176
2019	41,02 \$	3 949 185	765 219	4 256 172	–
2020	45,30 \$	3 109 822	–	–	–
		<b>20 946 092</b>	<b>10 779 636</b>	<b>20 374 871</b>	<b>9 342 237</b>

## NOTE 14 CAPITAL SOCIAL (SUITE)

Le nombre d'options en circulation a varié de la façon suivante :

	2020		2019	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	20 374 871	35,96 \$	19 510 123	32,95 \$
Options octroyées	3 319 450	45,30 \$	4 536 208	41,02 \$
Options levées	(1 797 434)	25,04 \$	(2 790 983)	21,62 \$
Options annulées	(950 795)	43,17 \$	(880 477)	42,71 \$
Solde à la fin de l'exercice	20 946 092	38,05 \$	20 374 871	35,96 \$

Le prix d'exercice moyen pondéré des options octroyées durant l'exercice 2020 est de 45,30 \$, ce qui correspond à la moyenne pondérée du cours des actions sur le marché pour les cinq jours de Bourse précédant immédiatement la date d'octroi (41,02 \$ pour l'exercice 2019).

La juste valeur moyenne pondérée des options octroyées durant l'exercice 2020 a été estimée à 7,67 \$ par option (7,12 \$ pour l'exercice 2019) au moyen du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	31 mars 2020	31 mars 2019
<b>Moyenne pondérée :</b>		
Taux d'intérêt sans risque	1,61 %	1,95 %
Durée de vie prévue des options	6,2 ans	5,6 ans
Volatilité <sup>1</sup>	18,41 %	18,42 %
Taux de dividendes	1,45 %	1,54 %

<sup>1</sup> La volatilité attendue est fondée sur la volatilité historique du prix des actions sur une période semblable à la durée de vie des options.

Une charge de rémunération de 23,7 millions de dollars (21,3 millions de dollars, déduction faite de l'impôt) relative aux options d'achat d'actions a été comptabilisée dans les états consolidés du résultat net pour l'exercice clos le 31 mars 2020. Une charge de rémunération de 25,1 millions de dollars (22,7 millions de dollars, déduction faite de l'impôt) relative aux options d'achat d'actions avait été comptabilisée dans les états consolidés du résultat net pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

Des options visant l'achat de 4 637 830 actions ordinaires à un prix de 33,35 \$ l'action ont été octroyées le 1<sup>er</sup> avril 2020.

### RÉGIME D'UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES À L'INTENTION DES ADMINISTRATEURS

Conformément au régime d'unités d'actions différées, tous les administrateurs admissibles de la Société reçoivent une rémunération annuelle, payable en une tranche de 50 % en UAD et une tranche de 50 % en trésorerie ou en une seule tranche de 100 % en UAD, au choix de l'administrateur. Un administrateur doit recevoir la totalité de sa rémunération sous forme d'UAD jusqu'à ce qu'il atteigne le seuil de propriété. Le nombre d'UAD octroyées trimestriellement à chaque administrateur est fondé sur la valeur de marché des actions ordinaires de la Société à la date de chaque octroi. Lorsqu'il cesse d'être administrateur de la Société, un paiement en trésorerie égal à la valeur de marché des UAD accumulées est versé. Le passif lié à ces unités est ajusté en multipliant le nombre d'unités en circulation par la valeur de marché des actions ordinaires à la fin de l'exercice de la Société. La Société inclut le coût du régime d'UAD dans les coûts d'exploitation excluant les amortissements.

	2020		2019	
	Unités	Passif	Unités	Passif
Solde au début de l'exercice	349 648	15,9 \$	294 630	12,2 \$
Provision d'honoraires annuelle	48 185	1,8	50 047	2,1
Dividendes réinvestis	6 186	0,2	4 971	0,2
Variation en raison de la variation du prix des actions	–	(4,2)	–	1,4
Solde à la fin de l'exercice	404 019	13,7 \$	349 648	15,9 \$

## NOTE 14 CAPITAL SOCIAL (SUITE)

La Société conclut des contrats à terme de gré à gré sur actions dans le but d'atténuer les coûts de rémunération associés à son régime d'UAD. Au 31 mars 2020, la Société détenait des contrats à terme de gré à gré sur 320 000 actions ordinaires (320 000 au 31 mars 2019) d'une valeur nominale de 13,1 millions de dollars (13,5 millions de dollars au 31 mars 2019). La charge de rémunération nette liée au régime d'UAD s'est établie à 2,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2020 (2,9 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2019), incluant l'incidence des contrats à terme de gré à gré sur actions.

### **RÉGIME D'UNITÉS D' ACTIONS LIÉES À LA PERFORMANCE**

La Société offre à ses cadres dirigeants un régime d'unités d'actions liées à la performance (UAP), qui fait partie de la rémunération liée à la performance à long terme. Le régime d'UAP est non dilutif et il est réglé en trésorerie uniquement. En vertu de ce régime, chaque cycle de performance correspond à trois exercices de la Société. Au moment de l'attribution d'une UAP, la Société détermine les critères de performance qu'elle doit respecter. Le comité de régie d'entreprise et des ressources humaines peut, à sa discrétion, attribuer une rémunération même si le critère d'acquisition des droits établi n'a pas été respecté.

Après la fin d'un cycle de performance de trois ans, les droits relatifs aux UAP pour lesquelles les critères ont été respectés deviennent acquis et la valeur des unités payées correspond au cours des actions ordinaires à ce moment-là, multiplié par le nombre d'UAP pour lesquelles les critères de performance ont été respectés. Le montant susceptible d'être payé aux employés admissibles est comptabilisé comme un passif et il est revu à chaque période de présentation de l'information financière. La charge est comprise dans les avantages du personnel et inscrite dans les coûts d'exploitation excluant les amortissements.

	2020	2019
	Unités	Unités
Solde au début de l'exercice	770 922	771 707
Octroi annuel	313 273	298 819
Annulées	(27 379)	(30 809)
Paiement	(237 160)	(268 795)
Solde à la fin de l'exercice	819 656	770 922

Au 31 mars 2020, une obligation à long terme liée aux UAP de 13,6 millions de dollars a été comptabilisée (17,9 millions de dollars au 31 mars 2019) en plus du montant de 6,5 millions de dollars comptabilisé aux passifs courants (10,7 millions de dollars au 31 mars 2019). Le 1<sup>er</sup> avril 2020, 501 811 UAP ont été attribuées au prix de 33,35 \$ l'unité (45,30 \$ en 2019).

La Société conclut des contrats à terme de gré à gré sur actions dans le but d'atténuer les coûts de rémunération associés à son régime d'UAP. Au 31 mars 2020, la Société détenait des contrats à terme de gré à gré sur 770 000 actions ordinaires (770 000 au 31 mars 2019) d'une valeur nominale de 31,3 millions de dollars (34,7 millions de dollars au 31 mars 2019). La charge de rémunération nette liée aux UAP s'est établie à 10,2 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2020 (10,8 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2019), compte tenu de l'incidence des contrats à terme de gré à gré sur actions.

### **RÉGIME D'UNITÉS D' ACTIONS RESTREINTES**

La Société offre aussi un régime d'unités d'actions restreintes (UAR), qui fait partie de la rémunération liée à la performance à long terme des cadres dirigeants. Le régime d'UAR est non dilutif et il est réglé en trésorerie uniquement. En vertu de ce régime, chaque période de restriction correspond à trois exercices de la Société. Au moment de l'attribution d'une UAR, la Société détermine les critères d'acquisition des droits que les participants doivent respecter. Ces critères comprennent, sans s'y limiter, la poursuite de la relation d'emploi pendant une partie ou la totalité de la période de restriction. Le comité de régie d'entreprise et des ressources humaines peut, à sa discrétion, attribuer une rémunération même si le critère d'acquisition des droits établi n'a pas été respecté. Après la fin d'une période de restriction de trois ans, les droits relatifs aux UAR pour lesquelles les critères ont été respectés deviennent acquis et la valeur des unités payées correspond au cours des actions ordinaires à ce moment-là multiplié par le nombre d'UAR pour lesquelles les critères d'acquisition des droits ont été respectés. Le montant susceptible d'être payé aux employés admissibles sera comptabilisé comme un passif et il sera revu à chaque période de présentation de l'information financière. La charge sera comprise dans les avantages du personnel et inscrite dans les coûts d'exploitation excluant les amortissements.

Le 1<sup>er</sup> avril 2020, 205 119 UAR ont été attribuées au prix de 33,35 \$ l'unité. Au cours de l'exercice 2019, 132 967 UAR avaient été attribuées au prix de 45,30 \$ l'unité. La charge de rémunération liée aux UAR s'est élevée à 1,5 million de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2020 (2019 – néant).

## NOTE 14 CAPITAL SOCIAL (SUITE)

### **DIVIDENDES ET RÉGIME DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES**

Durant l'exercice clos le 31 mars 2020, la Société a payé des dividendes totalisant 269,7 millions de dollars, soit 0,68 \$ par action (254,6 millions de dollars, soit 0,66 \$ par action durant l'exercice clos le 31 mars 2019).

La Société a mis en œuvre un régime de réinvestissement des dividendes (le RRD), avec prise d'effet le 28 mai 2020. Le RRD offre aux actionnaires admissibles la possibilité de réinvestir automatiquement la totalité ou une partie de leurs dividendes en espèces en actions ordinaires additionnelles (les actions du RRD). Jusqu'à nouvel ordre, les participants au RRD feront l'acquisition d'actions réinvesties nouvellement émises à un prix correspondant au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société négociées à la Bourse de Toronto pendant les cinq jours de Bourse qui précèdent immédiatement la date de versement des dividendes, déduction faite d'un escompte de 2 %.

## NOTE 15 AUTRES CHARGES FINANCIÈRES

	2020	2019
Charges financières	42,1 \$	23,1 \$
Intérêts sur les obligations locatives	16,1	–
Produits financiers	(5,2)	(5,4)
Produits d'intérêts nets provenant des obligations au titre des régimes à prestations définies (note 19)	(5,6)	
	47,4 \$	17,7 \$

## NOTE 16 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat se détaille comme suit :

	2020	2019
Charge d'impôt exigible	145,1 \$	177,4 \$
Charge d'impôt différé	71,4	52,9
Charge d'impôt sur le résultat	216,5 \$	230,3 \$

### **RAPPROCHEMENT DU TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF**

Le taux d'imposition effectif de la Société était de 27,1 % en 2020 (23,4 % en 2019). La charge d'impôt sur le résultat de la Société diffère de celle obtenue par l'application des taux canadiens prévus par la loi en raison des éléments suivants :

	2020	2019
Bénéfice avant impôt	799,3 \$	985,6 \$
Impôt sur le résultat, calculé au taux canadien prévu par la loi de 26,3 % (26,4 % en 2019)	209,9	260,4
Ajustements attribuables aux éléments suivants :		
Incidence des taux d'imposition de filiales étrangères	5,7	1,8
Modifications des lois fiscales et des taux d'imposition	7,1	2,4
Économie découlant de placements dans les filiales	(9,1)	(13,9)
Déduction de fabrication et transformation	(0,8)	(0,4)
Rémunération à base d'actions	3,8	4,0
Cession d'un actif détenu en vue de la vente	1,3	(25,8)
Pertes fiscales pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé	–	0,8
Ajustements au titre d'exercices antérieurs et autres	(1,4)	1,0
Charge d'impôt sur le résultat	216,5 \$	230,3 \$

## NOTE 16 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

### **IMPÔT SUR LE RÉSULTAT COMPTABILISÉ DANS LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL**

L'impôt sur le résultat comptabilisé dans les autres éléments du résultat global en 2020 et en 2019 se détaille comme suit :

	2020	2019
Charge (économie) d'impôt différé sur pertes actuarielles au titre des obligations liées aux avantages du personnel	16,9 \$	(0,8) \$
Charge (économie) d'impôt différé sur les couvertures de flux de trésorerie	(14,1)	0,5
Total de la charge d'impôt sur le résultat comptabilisée dans les autres éléments du résultat global	2,8 \$	(0,3) \$

### **IMPÔT SUR LE RÉSULTAT COMPTABILISÉ DANS LES CAPITAUX PROPRES**

L'impôt sur le résultat comptabilisé dans les capitaux propres en 2020 et en 2019 se détaille comme suit :

	2020	2019
Économie d'impôt excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération à base d'actions comptabilisé en résultat net	(2,2) \$	(4,7) \$
Total de l'économie d'impôt sur le résultat comptabilisée dans les capitaux propres	(2,2) \$	(4,7) \$

### **ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT EXIGIBLE**

	2020	2019
Impôt sur le résultat à recevoir	50,3 \$	34,1 \$
Impôt sur le résultat à payer	(51,4)	(36,5)
Impôt (à payer) à recevoir (montant net)	(1,1) \$	(2,4) \$

### **ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ**

Le tableau suivant présente l'impôt différé comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière aux 31 mars.

	2020	2019
Actifs d'impôt différé	50,7 \$	51,0 \$
Passifs d'impôt différé	(759,6)	(502,3)
Passifs d'impôt différé (montant net)	(708,9) \$	(451,3) \$

## NOTE 16 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

Le mouvement des actifs et passifs d'impôt différé est présenté ci-dessous.

	Pour l'exercice clos le 31 mars 2020						
	Créditeurs et charges à payer	Pertes fiscales	Actif net au titre des régimes de retraite	Stocks	Immobilisations corporelles	Autres	Passifs d'impôt différé (montant net)
Solde au début de l'exercice	58,1 \$	1,1 \$	9,3 \$	1,2 \$	(274,8) \$	(246,2) \$	(451,3) \$
Charge/économie inscrite en résultat net	8,4	11,2	(6,9)	3,0	(43,1)	(44,0)	(71,4)
Charge/économie inscrite aux autres éléments du résultat global	–	–	(16,9)	–	–	14,1	(2,8)
Acquisitions	3,6	29,7	(48,1)	(8,7)	(6,4)	(122,9)	(152,8)
Écart de change et autres	(2,1)	0,3	–	(0,5)	(12,7)	(15,6)	(30,6)
Solde à la fin de l'exercice	68,0 \$	42,3 \$	(62,6) \$	(5,0) \$	(337,0) \$	(414,6) \$	(708,9) \$

	Pour l'exercice clos le 31 mars 2019						
	Créditeurs et charges à payer	Pertes fiscales	Actif net au titre des régimes de retraite	Stocks	Immobilisations corporelles	Autres	Passifs d'impôt différé (montant net)
Solde au début de l'exercice	45,7 \$	6,4 \$	8,1 \$	2,4 \$	(241,6) \$	(211,4) \$	(390,4) \$
Charge/économie inscrite en résultat net	(2,7)	(5,3)	0,3	(0,2)	(6,7)	(38,3)	(52,9)
Charge/économie inscrite aux autres éléments du résultat global	–	–	0,8	–	–	(0,5)	0,3
Acquisitions	16,7	–	–	–	(7,5)	5,9	15,1
Écart de change et autres	(1,6)	–	0,1	(1,0)	(19,0)	(1,9)	(23,4)
Solde à la fin de l'exercice	58,1 \$	1,1 \$	9,3 \$	1,2 \$	(274,8) \$	(246,2) \$	(451,3) \$

Au 31 mars 2020, la Société avait des pertes en capital de 253,4 millions de dollars pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'avait été comptabilisé. Ces pertes en capital peuvent être reportées en avant indéfiniment mais elles peuvent uniquement être portées en diminution des gains en capital imposables futurs.

## NOTE 17 BÉNÉFICE NET PAR ACTION

	2020	2019
Bénéfice net	582,8 \$	755,3 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	400 328 334	388 554 458
Options dilutives	2 121 698	2 696 750
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	402 450 032	391 251 208
Bénéfice net de base par action	1,46 \$	1,94 \$
Bénéfice net dilué par action	1,45 \$	1,93 \$

Lors du calcul du bénéfice net dilué par action pour l'exercice clos le 31 mars 2020, 13 762 608 options ont été exclues du calcul, car leur prix d'exercice était supérieur à la valeur de marché moyenne des actions ordinaires (7 270 893 options ont été exclues pour l'exercice clos le 31 mars 2019).

Les actions rachetées dans le cadre des programmes de rachat dans le cours normal des activités, le cas échéant, sont exclues du calcul du bénéfice net par action à compter de la date de rachat.

## NOTE 18 ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

### LION DAIRY & DRINKS PTY LTD

Le 28 octobre 2019, la Société a fait l'acquisition de l'entreprise de fromages de spécialité de Lion Dairy & Drinks Pty Ltd (entreprise de fromages de spécialité). Les activités de l'entreprise de fromages de spécialité sont exercées dans deux usines situées à Burnie et à King Island, en Tasmanie (Australie), et l'entreprise compte environ 400 employés. L'entreprise de fromages de spécialité produit, met en marché et distribue une grande variété de fromages de spécialité au sein d'un vaste portefeuille de marques australiennes, y compris *South Cape*, *Tasmanian Heritage*, *Mersey Valley* et *King Island Dairy*.

Le prix d'achat de 248,1 millions de dollars (277,9 millions de dollars australiens), sur une base sans encaisse ni endettement, a été payé en trésorerie au moyen des fonds en caisse et des facilités de crédit disponibles. Dans le cadre de cette acquisition, la Société a engagé des coûts liés à l'acquisition d'environ 9 millions de dollars, composés essentiellement de droits de timbre.

La répartition du prix d'achat repose sur certaines évaluations, hypothèses, certains jugements et estimations. À l'heure actuelle, la Société rassemble l'information afin de déterminer la répartition finale. La répartition finale du prix d'achat pourrait différer de la répartition préliminaire présentée ci-dessous.

### DAIRY CREST GROUP PLC

Le 15 avril 2019, la Société a conclu l'acquisition de Dairy Crest Group plc (Dairy Crest), basée au Royaume-Uni. Dairy Crest produit et met en marché du fromage, du beurre, de la tartinaide, des huiles et des ingrédients laitiers à valeur ajoutée. L'acquisition permet à Saputo de percer le marché du Royaume-Uni.

La contrepartie totale de 2,122 milliards de dollars (1,218 milliard de livres sterling) a été financée au moyen de la facilité d'acquisition de Dairy Crest (note 12) et de la trésorerie disponible. Cette contrepartie comprend le prix d'achat de la totalité du capital social ordinaire émis de 1,695 milliard de dollars (973,1 millions de livres sterling) et la dette reprise de 426,8 millions de dollars (245,1 millions de livres sterling).

## NOTE 18 ACQUISITIONS D'ENTREPRISES (SUITE)

La répartition de chacun des prix d'achat est présentée ci-dessous.

		Données de Dairy Crest au 15 avril	Données de l'entreprise de fromages de spécialité au 28 octobre	Total pour l'exercice 2020
Actifs acquis	Trésorerie	7,0 \$	13,0 \$	20,0 \$
	Débiteurs	54,6	36,9	91,5
	Stocks	369,4	45,8	415,2
	Impôt sur le résultat à recevoir	1,5	–	1,5
	Frais payés d'avance et autres actifs	12,1	0,4	12,5
	Immobilisations corporelles	369,1	178,6	547,7
	Actifs au titre de droits d'utilisation	73,4	–	73,4
	Goodwill	541,5	–	541,5
	Immobilisations incorporelles	802,8	4,7	807,5
	Autres actifs	283,1	2,6	285,7
Passifs repris	Créditeurs et charges à payer	(151,7)	(27,5)	(179,2)
	Obligations locatives	(70,4)	–	(70,4)
	Autres passifs	(8,3)	(6,4)	(14,7)
	Dette à long terme	(436,6)	–	(436,6)
	Impôt différé	(152,8)	–	(152,8)
Actifs nets acquis		1 694,7 \$	248,1 \$	1 942,8 \$

Les autres actifs présentés ci-dessus comprennent l'excédent net au titre du régime de retraite acquis, qui se chiffrait à 283,1 millions de dollars (162,6 millions de livres sterling) à la date d'acquisition. Au 15 avril 2019, la juste valeur des actifs du régime et des obligations au titre du régime de retraite à prestations définies s'élevait à 2,031 milliards de dollars (1,166 milliard de livres sterling) et à 1,748 milliard de dollars (1,004 milliard de livres sterling), respectivement. Les actifs du régime comprennent essentiellement des obligations et de la trésorerie. La valeur des obligations au titre du régime de retraite à prestations définies a été calculée selon un taux d'actualisation de 2,6 %. Pour en savoir davantage sur les actifs du régime, reportez-vous à la note 19. La Société a comptabilisé des charges de 40,1 millions de dollars au cours de l'exercice 2020 relativement à un ajustement de la juste valeur des stocks sans effet sur la trésorerie effectué dans le cadre de la répartition du prix d'achat de l'acquisition de Dairy Crest. Dans le cadre de l'acquisition, la Société a engagé des coûts liés à l'acquisition d'environ 23 millions de dollars, ce qui comprend des droits de timbre d'environ 9 millions de dollars.

Le goodwill comptabilisé reflète la valeur attribuée à la plateforme européenne, qui stimule la croissance, et au regroupement de la main-d'œuvre au sein de l'UGT Division Produits laitiers (Royaume-Uni).

### **F&A DAIRY PRODUCTS, INC.**

Le 30 novembre 2018, la Société a conclu l'acquisition des activités de F&A Dairy Products, Inc. (F&A). Ses activités sont à l'heure actuelle exercées dans une usine située à Las Cruces, Nouveau-Mexique. Jusqu'en mai 2019, les activités étaient aussi exercées dans une usine à Dresser, Wisconsin (États-Unis). F&A produit une variété de fromages naturels, dont la mozzarella et le provolone, qui sont distribués aux États-Unis et au Mexique.

Le prix d'achat de 108,1 millions de dollars (81,4 millions de dollars américains), sur une base sans endettement, a été payé en trésorerie au moyen des fonds en caisse et des facilités de crédit disponibles.

Le goodwill comptabilisé reflète la valeur attribuée aux synergies futures attendues et au regroupement de la main-d'œuvre au sein de l'UGT Division Fromages (USA). La répartition du prix d'achat a été effectuée au premier trimestre de l'exercice 2020.

### **SHEPHERD GOURMET DAIRY (ONTARIO) INC.**

Le 19 juin 2018, la Société a conclu l'acquisition des activités de Shepherd Gourmet Dairy (Ontario) Inc. (Shepherd Gourmet). Ses activités sont exercées dans une usine située à St. Marys, en Ontario, au Canada. Shepherd Gourmet produit, met en marché et distribue une variété de fromages de spécialité, du yogourt, ainsi que du yogourt Skyr de style islandais au Canada.

## NOTE 18 ACQUISITIONS D'ENTREPRISES (SUITE)

Le prix d'achat était de 99,8 millions de dollars, sur une base sans endettement, dont une tranche de 89,8 millions de dollars a été payée en trésorerie au moyen des fonds en caisse et des facilités de crédit disponibles.

Le goodwill comptabilisé reflète la valeur attribuée aux synergies futures attendues et au regroupement de la main d'œuvre au sein de l'UGT Division Produits laitiers (Canada).

### **MURRAY GOULBURN CO-OPERATIVE CO. LIMITED**

Le 1<sup>er</sup> mai 2018, la Société a conclu l'acquisition des activités de Murray Goulburn Co-Operative Co. Limited (Murray Goulburn ou MG), basée en Australie. L'acquisition de MG complète les activités de la Division Produits laitiers (Australie) et permet à la Société de renforcer sa présence en Australie. MG produit une gamme complète d'aliments laitiers, notamment du lait nature, de la poudre de lait, du fromage, du beurre et des breuvages laitiers, ainsi qu'une gamme d'ingrédients et de produits nutritionnels, comme le lait maternisé. MG approvisionne les industries du détail et de services alimentaires à l'échelle mondiale sous les marques phares *Devondale*, *Liddells* et *Murray Goulburn Ingredients*.

Le prix d'achat de la transaction s'est élevé à 1,276 milliard de dollars (1,311 milliard de dollars australiens) sur une base sans endettement et a été financé au moyen de la facilité d'acquisition de MG (note 12). Le prix d'achat comprenait des passifs repris par la Société de 76,7 millions de dollars.

Le 17 août 2018, la Société a conclu la vente de l'usine de Koroit située dans l'État de Victoria à un prix de vente de 239,7 millions de dollars (250,9 millions de dollars australiens). Cette cession était requise conformément à l'engagement conclu avec l'Australian Competition and Consumer Commission dans le cadre de l'acquisition des activités de MG. Les actifs détenus en vue de la vente de l'usine de Koroit comprenaient des stocks, des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles. Ces actifs ont été évalués à la juste valeur moins les coûts de la vente. Aucun profit ni perte n'a été comptabilisé relativement à cette transaction.

Le goodwill comptabilisé reflète la valeur attribuée aux synergies futures prévues et au regroupement de la main-d'œuvre au sein de l'UGT Division Produits laitiers (Australie).

La répartition de chacun des prix d'achat est présentée ci-dessous.

		Murray Goulburn	Shepherd Gourmet	F&A	Total pour l'exercice 2019
Actifs acquis	Trésorerie	7,4 \$	– \$	– \$	7,4 \$
	Débiteurs	244,8	5,1	18,5	268,4
	Stocks	382,9	3,2	8,7	394,8
	Frais payés d'avance et autres actifs	10,4	0,5	0,1	11,0
	Actifs détenus en vue de la vente	240,3	–	–	240,3
	Immobilisations corporelles	632,1	12,8	60,0	704,9
	Goodwill	10,5	78,3	37,7	126,5
	Immobilisations incorporelles	38,9	5,2	–	44,1
	Autres actifs	3,9	–	–	3,9
	Impôt différé	16,6	–	–	16,6
Passifs repris	Créditeurs et charges à payer	(280,9)	(3,7)	(15,4)	(300,0)
	Autres passifs	(30,6)	–	(1,5)	(32,1)
	Impôt différé	–	(1,6)	–	(1,6)
<b>Actifs nets acquis et contrepartie totale</b>		<b>1 276,3 \$</b>	<b>99,8 \$</b>	<b>108,1 \$</b>	<b>1 484,2 \$</b>

## NOTE 19 RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société offre divers régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, comme des régimes de retraite à cotisations définies et à prestations définies et d'autres avantages postérieurs à l'emploi.

### **RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES**

La Société offre des régimes de retraite à cotisations définies auxquels elle participe et auxquels adhèrent 99 % de ses employés actifs. La charge nette de retraite liée à ces types de régimes est généralement égale aux cotisations effectuées par l'employeur et constitue une charge pour l'exercice au cours duquel elle est exigible. Pour l'exercice 2020, la charge au titre des cotisations définies pour la Société s'est élevée à 71,7 millions de dollars (63,4 millions de dollars pour l'exercice 2019). Pour l'exercice 2021, la Société prévoit verser environ 73,8 millions de dollars à ses régimes à cotisations définies.

### **RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES**

La Société offre des régimes de retraite à prestations définies auxquels elle participe et auxquels adhère le restant de ses employés actifs. En vertu des dispositions des régimes de retraite à prestations définies, les prestations sont fondées sur le nombre d'années de service et les prestations de retraite correspondent à un maximum de 2 % du salaire admissible moyen des dernières années de service multiplié par le nombre d'années de service.

Il n'y a pas d'employés actifs dans la caisse de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni), qui est un régime dont les prestations sont fondées sur la rémunération de fin de carrière offert au Royaume-Uni, qui était fermé aux charges à payer au titre des services futurs depuis le 1<sup>er</sup> avril 2010 et avait été fermé aux nouveaux participants depuis le 30 juin 2006. La caisse est administrée par une société fiduciaire qui est une entité juridique distincte de la Société. Les administrateurs de la société fiduciaire se composent de représentants de l'employeur, des employés ainsi que d'un fiduciaire professionnel. La société fiduciaire est responsable de la politique de placement des actifs et de l'administration quotidienne des prestations.

Les régimes de retraite enregistrés sont assujettis aux exigences de capitalisation prévues par la loi applicables du territoire où ils sont enregistrés. Des évaluations actuarielles sont requises sur une base annuelle ou triennale, selon le territoire, et les cotisations de l'employeur doivent inclure des paiements pour l'amortissement de tout déficit, sur une période allant de 5 à 15 ans. Les congés de cotisation sont autorisés, sous réserve de certaines limites. Les autres régimes de retraite non enregistrés et les avantages sociaux autres que les prestations de retraite ne sont assujettis à aucune exigence de capitalisation minimale.

Le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est déterminé selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et en fonction du taux d'actualisation fondé sur le rendement d'obligations de sociétés de haute qualité ainsi que selon des hypothèses retenues par la direction relativement, entre autres, aux taux de croissance de la rémunération et à l'âge de retraite des employés. Toutes ces estimations et évaluations sont préparées avec l'aide de conseillers externes. Les actifs et passifs des régimes ont été évalués au 31 mars avec l'aide des actuaires externes de la Société. La Société offre également d'autres avantages sociaux comme l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires à ses employés admissibles et retraités. Pour l'exercice 2021, la Société prévoit verser environ 3,7 millions de dollars à ses régimes à prestations définies.

Les principaux risques liés aux régimes de retraite à prestations définies sont les suivants :

#### *Risque de placement*

Les valeurs actualisées respectives des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies sont calculées au moyen d'un taux d'actualisation déterminé en fonction du rendement d'obligations de sociétés de haute qualité. Si le rendement des actifs est inférieur à celui-ci, il en découlera un déficit.

#### *Variation du rendement des obligations*

Une baisse du rendement des obligations de sociétés se traduira par une augmentation de la valeur des passifs au titre des régimes à prestations définies, bien que celle-ci sera contrebalancée en partie par une hausse de la valeur des placements dans des titres de créance des régimes à prestations définies.

#### *Risque lié à l'inflation*

Comme une part importante des obligations au titre des régimes à prestations définies est liée à l'inflation, une hausse plus élevée que prévu de l'inflation future donnerait lieu à une augmentation des passifs. La majorité des actifs ne sont pas touchés par l'inflation ou ne sont pas en corrélation étroite avec l'inflation, ce qui signifie qu'une hausse de l'inflation future prévue fera également croître le déficit.

#### *Risque de longévité*

La majeure partie des obligations au titre des régimes à prestations définies consiste à verser aux participants des prestations jusqu'à leur décès. Par conséquent, une augmentation de l'espérance de vie signifie une augmentation des passifs.

## NOTE 19 RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

L'excédent (le passif) net de la Société au titre des régimes de retraite à prestations définies comprend ce qui suit :

	31 mars 2020			31 mars 2019
	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)	Autres régimes	Total	Total
Juste valeur des actifs	2 114,5 \$	63,7	2 178,2	66,3 \$
Valeur actualisée des obligations capitalisées	1 733,3	66,3	1 799,6	71,2
Valeur actualisée de l'excédent net (des obligations nettes) pour les régimes capitalisés	381,2	(2,6)	378,6	(4,9)
Valeur actualisée des obligations non capitalisées	–	(34,0)	(34,0)	(30,9)
Valeur actualisée de l'excédent net (des obligations nettes)	381,2	(36,6)	344,6	(35,8)
Plafonnement de l'actif	–	(0,3)	(0,3)	(0,8)
Coût des prestations de retraite/avantages constitués	381,2	(36,9)	344,3	(36,6)

Les données sont présentées comme suit dans l'état de la situation financière :

Autres actifs (note 10)	381,2 \$	– \$
Autres passifs (note 13)	(36,9)	(36,6)
Total de l'excédent (du passif) net	344,3 \$	(36,6) \$

Les variations de la valeur actualisée des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies sont les suivantes :

	31 mars 2020			31 mars 2019
	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)	Autres régimes	Total	Total
Obligations au titre des régimes à prestations définies, au début de l'exercice	– \$	102,1	102,1	99,3 \$
Acquisition de Dairy Crest (note 18)	1 747,7	–	1 747,7	–
Coût des services rendus	–	5,8	5,8	5,2
Coûts financiers	41,4	3,3	44,7	3,5
Écarts actuariels entre résultats et prévisions	(5,4)	0,4	(5,0)	0,1
Écarts actuariels en raison des changements dans les hypothèses financières	17,7	(7,1)	10,6	3,3
Pertes actuarielles en raison des changements dans les hypothèses démographiques	–	–	–	(0,1)
Incidences de la liquidation <sup>1</sup>	–	–	–	(5,6)
Écarts de change	4,2	0,5	4,7	0,5
Prestations versées	(72,3)	(4,7)	(77,0)	(4,1)
Obligations au titre des régimes à prestations définies, à la fin de l'exercice	1 733,3 \$	100,3	1 833,6	102,1 \$

<sup>1</sup> Des rentes ont été achetées afin de libérer les régimes de leurs obligations en lien avec les retraités.

## NOTE 19 RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

Les variations de la juste valeur des actifs du régime sont les suivantes :

	31 mars 2020			31 mars 2019
	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)	Autres régimes	Total	Total
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	– \$	66,3	66,3	67,0 \$
Acquisition de Dairy Crest (note 18)	2 030,8	–	2 030,8	–
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	48,1	2,2	50,3	2,3
Rendement des actifs des régimes, en excluant les produits d'intérêts	89,7	(4,3)	85,4	0,5
Coûts d'administration	(1,4)	(0,2)	(1,6)	(0,3)
Cotisations de l'employeur	11,3	4,4	15,7	6,4
Incidences de la liquidation <sup>1</sup>	–	–	–	(5,7)
Écarts de change	8,3	–	8,3	0,2
Prestations versées	(72,3)	(4,7)	(77,0)	(4,1)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	2 114,5 \$	63,7	2 178,2	66,3 \$

<sup>1</sup> Des rentes ont été achetées afin de libérer les régimes de leurs obligations en lien avec les retraités.

Pour l'exercice 2020, le rendement réel des actifs des régimes est un profit de 134,1 millions de dollars (2,5 millions de dollars pour l'exercice 2019).

Le tableau suivant présente la juste valeur des actifs du régime, qui ne comprennent pas les actifs de la Société (tous les actifs ont un cours du marché sur un marché actif à l'exception des biens immobiliers, du contrat de rente, qui est évalué en fonction du passif correspondant, et de la trésorerie).

	31 mars 2020			31 mars 2019
	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)	Autres régimes	Total	Total
Obligations, investissements guidés par le passif et trésorerie <sup>1</sup>	1 431,5 \$	49,0	1 480,5	50,4 \$
Contrat de rente	422,9	–	422,9	–
Biens immobiliers et autres actifs	260,1	–	260,1	–
Instruments de capitaux propres	–	14,7	14,7	15,9
<b>Total</b>	<b>2 114,5 \$</b>	<b>63,7</b>	<b>2 178,2</b>	<b>66,3 \$</b>

<sup>1</sup> Le portefeuille d'investissements guidés par le passif est géré par une partie externe. L'objectif est de couvrir une partie des passifs de la caisse contre les fluctuations des taux d'intérêt et les modifications de l'inflation prévue à l'aide de placements dans des actifs dont la sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt et aux modifications de l'inflation prévue est similaire. Les rendements du marché sont surveillés en les comparant à certains seuils préétablis; le niveau de couverture sera rehaussé si ces seuils sont atteints.

## NOTE 19 RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

Les états consolidés du résultat net comprennent les données suivantes :

	31 mars 2020			31 mars 2019
	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)	Autres régimes	Total	Total
Données comptabilisées dans les « coûts d'exploitation, excluant les amortissements » (note 6) :				
Coût des services rendus au cours de l'exercice pour l'employeur	– \$	5,8	5,8	5,2 \$
Incidence de la liquidation	–	–	–	0,1
Coûts d'administration	1,4	0,2	1,6	0,3
	1,4	6,0	7,4	5,6
Données comptabilisées dans les « autres charges financières » (note 15)				
Coûts financiers	41,4	3,3	44,7	3,4
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(48,1)	(2,2)	(50,3)	(2,3)
	(6,7)	1,1	(5,6)	1,1
Charge nette au titre des régimes à prestations définies	(5,3) \$	7,1	1,8	6,7 \$

La Société comptabilise les gains et pertes actuariels dans la période au cours de laquelle ils surviennent, pour la totalité de ses régimes à prestations définies. Ces gains et pertes actuariels sont constatés dans les autres éléments du résultat global et présentés ci-dessous.

	31 mars 2020			31 mars 2019
	Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)	Autres régimes	Total	Total
Rendement des actifs des régimes (en excluant les produits d'intérêts)	89,7 \$	(4,3)	85,4	0,5 \$
Écarts actuariels entre résultats et prévisions	5,4	(0,4)	5,0	(0,1)
Gains actuariels en raison des changements dans les hypothèses démographiques	–	–	–	0,1
Écarts actuariels en raison des changements dans les hypothèses financières	(17,7)	7,1	(10,6)	(3,3)
Effet du plafonnement de l'actif	–	0,6	0,6	–
Montant comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	77,4 \$	3,0	80,4	(2,8) \$

## NOTE 19 RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

Les hypothèses pondérées moyennes utilisées dans le calcul des obligations au titre des prestations constituées à la date de l'état de la situation financière sont les suivantes :

		31 mars 2020	31 mars 2019
	<b>Caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni)</b>	<b>Autres régimes</b>	<b>Autres régimes</b>
Taux d'actualisation	2,30 %	3,83 %	3,36 %
Durée de l'obligation	18,00	17,68	18,40
Taux d'inflation	1,80 %	2,0 %	2,0 %
Augmentations salariales futures	s.o.	3,0 %	3,00 %
Table de mortalité	<b>Tables de base S2P avec les échelles suivantes :</b> Pens (H/F) : 109 %/103 % Defs (H/F) : 110 %/99 %	<b>Table de mortalité des retraités canadiens du secteur privé pour 2014, avec projection générationnelle à l'aide de l'échelle MI-2017</b>	Table de mortalité des retraités canadiens du secteur privé pour 2014, avec projection générationnelle à l'aide de l'échelle MI-2017

Selon les hypothèses, les participants à la caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni) échangeront 25 % de leurs prestations de retraite contre un versement forfaitaire au moment de la retraite, à un montant inférieur de 8 % à celui prévu dans le cadre de capitalisation. Une proportion de 30 % des participants titulaires de droits à prestations différées devrait se prévaloir de l'option d'échange d'augmentations des prestations de retraite, disponible en vertu de la caisse, au moment du départ à la retraite.

### **SENSIBILITÉ AUX CHANGEMENTS DANS LES HYPOTHÈSES**

L'incidence d'une augmentation (diminution) de 0,1 % du taux d'actualisation se traduirait par une diminution de 27,3 millions de dollars du montant des obligations (augmentation de 34,4 millions de dollars). Une augmentation de un an de l'espérance de vie augmenterait les obligations d'environ 90,7 millions de dollars. Plus particulièrement, pour la caisse du régime de retraite à prestations définies de la Division Produits laitiers (Royaume-Uni), l'incidence d'une augmentation de 0,1 % du taux d'inflation se traduirait par une augmentation d'environ 26,2 millions de dollars du montant des obligations. Plus particulièrement, pour les autres régimes, une augmentation de 0,1 % du pourcentage des hausses de salaire futures se traduirait par une augmentation d'environ 0,4 million de dollars du montant des obligations.

## NOTE 20 ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

### ENGAGEMENTS

Le tableau ci-dessous présente les paiements minimaux futurs pour les prochains exercices relativement aux engagements contractuels qui ne sont pas comptabilisés à titre de passifs.

	Contrats de location <sup>1</sup>	Obligations d'achat <sup>2</sup>	Total
Moins de 1 an	9,2 \$	196,5 \$	205,7 \$
De 1 à 2 ans	6,8	20,4	27,2
De 2 à 3 ans	3,4	16,2	19,6
De 3 à 4 ans	0,9	6,5	7,4
De 4 à 5 ans	0,4	6,0	6,4
Plus de 5 ans	0,1	7,9	8,0
	20,8 \$	253,5 \$	274,3 \$

<sup>1</sup> Les engagements liés aux contrats de location représentent les contrats de location à court terme et de faible valeur qui ne respectent pas la définition de contrat de location en vertu d'IFRS 16.

<sup>2</sup> Les obligations d'achat sont les obligations contractuelles relatives aux dépenses d'investissement et aux ententes de service pour lesquelles la Société s'est engagée.

### RÉCLAMATIONS

La Société est défenderesse dans certaines réclamations dans le cours normal de ses activités. De plus, la Société est défenderesse dans certaines réclamations ou avis d'imposition des autorités fiscales dans différents territoires. La Société est d'avis que le règlement final de ces réclamations et/ou avis d'imposition n'aura aucune incidence importante sur ses états consolidés du résultat net ou ses états consolidés de la situation financière.

### INDEMNISATIONS

De temps à autre, la Société fournit des indemnités à des tierces parties dans le cours normal de ses activités, dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs. Ces dispositions d'indemnité peuvent viser des manquements aux représentations et garanties de même que des réclamations futures à l'égard de certains passifs. Les modalités de ces clauses d'indemnité sont de durées variées. Au 31 mars 2020, étant donné que la nature et le montant de ces indemnités dépendent d'événements futurs, la Société n'est pas en mesure d'évaluer de manière raisonnable le paiement éventuel maximal qu'elle peut être tenue de verser en vertu de ces ententes. La Société n'a versé aucun paiement d'indemnité important par le passé et, au 31 mars 2020 et au 31 mars 2019, elle n'avait comptabilisé aucun passif important lié à ces indemnités.

### LETTRES DE CRÉDIT

Au 31 mars 2020, la Société avait émis des lettres de crédit d'un montant total de 63,2 millions de dollars en vertu d'une facilité bancaire autorisant l'émission de lettres de crédit d'un montant total de 110,1 millions de dollars (au 31 mars 2019, la Société avait émis des lettres de crédit d'un montant total de 58,4 millions de dollars en vertu d'une facilité bancaire autorisant l'émission de lettres de crédit d'un montant total de 109,5 millions de dollars).

## NOTE 21 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société reçoit des services de sociétés contrôlées ou sous influence notable et fournit des biens à celles-ci par voie de la participation de son actionnaire principal. Ces opérations, qui ne sont pas significatives pour la situation financière ou les résultats financiers de la Société, ont été effectuées dans le cours normal des activités et elles ont été comptabilisées à la juste valeur, soit la valeur de marché de transactions similaires. Les services reçus sont liés principalement aux voyages, à la publicité, à l'hébergement, à la location de locaux pour bureaux et aux services de gestion. Les biens fournis consistent essentiellement en des produits laitiers.

Les transactions avec les principaux dirigeants (avantages à court terme du personnel, avantages postérieurs à l'emploi, rémunération à base d'actions et paiements en vertu du régime d'UAD) sont aussi considérées comme étant des transactions entre parties liées. La direction définit les principaux dirigeants comme étant tous les membres de la haute direction ayant la responsabilité et l'autorité pour contrôler, superviser et planifier les activités de la Société, de même que les administrateurs de la Société.

## NOTE 21 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES (SUITE)

Les transactions entre parties liées sont résumées comme suit :

	2020	2019
Sociétés contrôlées ou sous influence notable par voie de la participation de son actionnaire principal	6,2 \$	5,9 \$
Principaux dirigeants		
Administrateurs	2,5	2,4
Membres de la haute direction	32,4	26,0
	41,1 \$	34,3 \$

Les produits laitiers fournis par la Société ont été les suivants :

	2020	2019
Sociétés contrôlées ou sous influence notable par voie de la participation de son actionnaire principal	0,3 \$	0,3 \$

Les débiteurs et les créditeurs et charges à payer liés aux transactions mentionnées plus haut sont résumés comme suit :

	Débiteurs		Créditeurs et charges à payer	
	31 mars 2020	31 mars 2019	31 mars 2020	31 mars 2019
Sociétés contrôlées ou sous influence notable par voie de la participation de son actionnaire principal	0,1 \$	0,1 \$	0,2 \$	0,2 \$
Principaux dirigeants				
Administrateurs	-	-	13,7	15,9
Membres de la haute direction	-	-	39,7	33,7
	0,1 \$	0,1 \$	53,6 \$	49,8 \$

Les montants à payer aux administrateurs consistent entièrement en des soldes payables en vertu du régime d'UAD. Se référer à la note 14 pour des renseignements supplémentaires. Les montants à payer aux membres de la haute direction consistent en des avantages à court terme du personnel, des attributions à base d'actions et des avantages postérieurs au départ à la retraite.

### RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

La charge de rémunération liée aux transactions avec les principaux dirigeants est résumée comme suit :

	2020	2019
Administrateurs		
Rémunération par des paiements en trésorerie	0,4 \$	0,1 \$
Rémunération à base d'actions	2,1	2,3
	2,5 \$	2,4 \$
Membres de la haute direction		
Avantages à court terme du personnel	16,4	12,1
Avantages postérieurs à l'emploi	3,1	3,3
Rémunération à base d'actions	12,9	10,6
	32,4 \$	26,0 \$
Rémunération totale	34,9 \$	28,4 \$

## NOTE 21 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES (SUITE)

### FILIALES

Toutes les filiales de la Société sont entièrement détenues. Le tableau qui suit présente un sommaire des principales filiales de la Société, lesquelles fabriquent une vaste gamme de produits laitiers, notamment du fromage, du lait nature, des produits laitiers et de la crème ayant une durée de conservation prolongée, des produits de culture bactérienne et des ingrédients laitiers.

	Participation détenue	Emplacement
Saputo Produits Laitiers Canada S.E.N.C.	100,00 %	Canada
Saputo Cheese USA Inc.	100,00 %	États-Unis
Saputo Dairy Foods USA, LLC	100,00 %	États-Unis
Saputo Dairy Australia Pty LTD	100,00 %	Australie
Warrnambool Cheese and Butter Factory Company Holdings Limited	100,00 %	Australie
Lion Dairy & Drinks Pty Ltd	100,00 %	Australie
Molfino Hermanos S.A.	100,00 %	Argentine
Dairy Crest Ltd	100,00 %	Royaume-Uni

## NOTE 22 INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal des activités, la Société utilise plusieurs instruments financiers qui, de par leur nature, impliquent certains risques dont le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de prix (qui comprend le risque de prix des marchandises). Ces instruments financiers font l'objet de conditions habituelles de crédit, de contrôles financiers, de gestion du risque ainsi que de stratégies de contrôle.

À l'occasion, la Société peut réaliser des transactions utilisant des instruments financiers dérivés dans le but de réduire ou de couvrir les risques conformément aux stratégies de gestion des risques. La Société ne réalise pas ces transactions à des fins spéculatives.

### RISQUE DE CRÉDIT

Les instruments financiers qui sont potentiellement assujettis à une concentration du risque de crédit pour la Société sont les équivalents de trésorerie et les débiteurs.

Les équivalents de trésorerie sont principalement composés de placements à court terme. La Société a déposé ces équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières réputées.

La Société offre également du crédit à ses clients dans le cours normal des activités, en lien avec ses débiteurs. Des évaluations de crédit sont effectuées sur une base régulière, et les résultats comptabilisés tiennent compte des pertes de crédit attendues.

La Société considère qu'elle est exposée à un faible risque de concentration de crédit en lien avec les créances clients, compte tenu de la diversité et de l'ampleur de sa clientèle ainsi que de sa diversité géographique. Il n'y avait aucun débiteur supérieur à 10 % du solde total des débiteurs au 31 mars 2020 et au 31 mars 2019. Aucun client ne représentait plus de 10 % du total des produits consolidés pour les exercices clos le 31 mars 2020 et le 31 mars 2019.

Les corrections de valeur pour pertes de crédit attendues sont revues par la direction à toutes les dates de la situation financière. La Société révisé l'estimation de sa correction de valeur pour pertes de crédit attendues en fonction de la recouvrabilité des créances clients de chaque client en considérant l'historique et les tendances des comptes échus et la conjoncture économique actuelle. Les débiteurs provenant de nos produits d'exportation ont tiré parti de délais de paiement plus longs que les délais de paiement qui s'appliquent normalement à nos ventes nationales.

Le montant de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues est suffisant pour couvrir la valeur comptable des débiteurs considérés comme échus et à risque. Le montant de la perte est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net dans les coûts d'exploitation. Les recouvrements subséquents de montants radiés antérieurement sont portés en diminution des coûts d'exploitation dans les états consolidés du résultat net. Cependant, la direction ne croit pas que ces corrections de valeur soient significatives.

## NOTE 22 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

### **RISQUE DE LIQUIDITÉ**

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières aux moments requis. La Société gère le risque de liquidité en fonction de sa gestion du capital ainsi que de son levier financier, tel qu'il est mentionné à la note 23 relativement aux informations fournies sur le capital. De plus, la direction gère le risque de liquidité en analysant continuellement les flux de trésorerie actuels et projetés. Le conseil d'administration révisé et approuve les budgets opérationnels et d'investissement de la Société ainsi que toutes transactions significatives qui ne sont pas effectuées dans le cours normal des activités.

Les échéances contractuelles des passifs financiers importants au 31 mars 2020 se rapportent aux créiteurs et charges à payer, aux emprunts bancaires, aux obligations locatives et à la dette à long terme. Tous les éléments compris dans les créiteurs et charges à payer ont une échéance de moins de un an. Pour en savoir davantage sur les échéances des emprunts bancaires, des obligations locatives et de la dette à long terme, reportez-vous à la note 11, à la note 8 et à la note 12, respectivement.

### **RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT**

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison de ses obligations financières, qui portent intérêt à des taux variables. Les emprunts bancaires et les facilités d'emprunt bancaire à terme non garanties portent intérêt à des taux qui varient et la Société est par conséquent exposée au risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie associés aux paiements d'intérêts. Les billets de premier rang portent intérêt à des taux fixes et, par conséquent, aucun risque de taux d'intérêt n'est lié à ces flux de trésorerie.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, les charges d'intérêts sur la dette à long terme ont totalisé 95,6 millions de dollars (66,6 millions de dollars pour l'exercice 2019). Les intérêts courus au 31 mars 2020 s'établissaient à 13,2 millions de dollars (11,0 millions de dollars au 31 mars 2019).

Au 31 mars 2020, le montant net exposé aux fluctuations de taux à court terme était d'environ 2 101,4 millions de dollars. Selon ce risque, une augmentation hypothétique de 1 % du taux d'intérêt aurait une incidence défavorable d'environ 14,7 millions de dollars sur le bénéfice net, et une diminution hypothétique de 1 % aurait une incidence équivalente, mais contraire.

### **RISQUE DE CHANGE**

La Société exerce ses activités dans différents pays et est exposée au risque de change découlant de transactions en différentes devises. Le risque de change provient principalement de transactions commerciales futures qui sont libellées en devises autres que la devise fonctionnelle de l'entité de la Société faisant partie de la transaction, de même que des facilités d'emprunt bancaire à terme non garanties sur lesquelles des montants peuvent être prélevés en dollars américains, en dollars australiens, en pesos argentins, en livres sterling et en yen japonais.

La Société conclut des contrats de change à terme visant la vente de dollars américains et l'achat de dollars australiens afin d'atténuer l'incidence des fluctuations sur le marché des taux de change USD/AUD sur les débiteurs. De la même façon, la Société conclut aussi des contrats de change à terme visant la vente d'euros et l'achat de livres sterling. Au cours de l'exercice, les couvertures de flux de trésorerie ont été très efficaces et, par conséquent, la Société a comptabilisé une perte latente de 30,6 millions de dollars (déduction faite de l'impôt de 11,9 millions de dollars) dans les autres éléments du résultat global. Une perte de 13,0 millions de dollars (déduction faite de l'impôt de 5,0 millions de dollars) a été reclassée en résultat net au cours de l'exercice 2020 relativement à ces contrats de change à terme. Ces couvertures de flux de trésorerie avaient aussi été considérées comme étant très efficaces au cours de l'exercice 2019, et une perte latente de 10,9 millions de dollars (déduction faite de l'impôt de 4,7 millions de dollars) a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Une perte de 9,9 millions de dollars (déduction faite de l'impôt de 4,2 millions de dollars) a été reclassée en résultat net au cours de l'exercice 2019 relativement à ces contrats de change à terme.

La Société a conclu des contrats de change à terme afin de contrebalancer les fluctuations sur le marché des taux de change USD/CAD découlant du financement intersociétés en dollars américains de nos divisions américaines à nos divisions canadiennes. Les couvertures de change seront réglées en novembre 2020 pour un montant de 250,0 millions de dollars américains. Ces couvertures de flux de trésorerie ont été très efficaces et, par conséquent, la Société a comptabilisé un profit latent de 0,6 million de dollars (déduction faite de l'impôt de 0,1 million de dollars) dans les autres éléments du résultat global. Au cours de l'exercice 2020, les montants reclassés en résultat net relativement à ces contrats de change à terme ont été minimes.

## NOTE 22 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Le risque de change le plus important pour la Société se rapporte à la variation du dollar américain. Le tableau qui suit présente la sensibilité du bénéfice net et du résultat global de la Société à une dépréciation de 0,10 \$ par rapport au dollar américain. Pour une appréciation de 0,10 \$ par rapport au dollar américain, il y aurait une incidence égale et inverse sur le bénéfice net et le résultat global.

	2020	2019
Variation du bénéfice net	18,5 \$	14,8 \$
Variation du résultat global	455,8 \$	310,6 \$

### RISQUE LIÉ AUX PRIX DES MARCHANDISES

Dans certains cas, la Société conclut des contrats à terme afin de se couvrir contre la variation du prix des marchandises.

La Société utilise la comptabilité de couverture pour certaines de ces transactions. Au cours de l'exercice, ces couvertures (désignées comme des couvertures de flux de trésorerie) étaient très efficaces et, par conséquent, une perte latente de 25,7 millions de dollars (déduction faite de l'impôt de 9,0 millions de dollars) a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Les profits comptabilisés dans l'état consolidé du résultat global sont transférés dans l'état consolidé du résultat net lorsque les stocks connexes sont finalement vendus. Ces couvertures (désignées comme des couvertures de flux de trésorerie) ont été évaluées comme étant très efficaces et, par conséquent, une perte latente de 1,3 million de dollars (déduction faite de l'impôt de 0,2 million de dollars) a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global au cours de l'exercice 2019.

### JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société a déterminé que la juste valeur de ses actifs financiers et passifs financiers ayant des échéances à court terme équivaut à leur valeur comptable. Ces instruments financiers incluent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs, les emprunts bancaires, les créditeurs et les charges à payer. Le tableau qui suit présente la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers au 31 mars 2020 et au 31 mars 2019. Étant donné que des estimations sont utilisées pour déterminer la juste valeur, elles ne doivent pas être interprétées comme étant réalisables dans le cas d'un règlement des instruments.

	31 mars 2020		31 mars 2019	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>				
Dérivés sur marchandises (niveau 2)	(28,7) \$	(28,7) \$	0,3 \$	0,3 \$
Dérivés de change (niveau 2)	(9,1)	(9,1)	0,2	0,2
<b>Dérivés non désignés dans une relation de couverture officielle</b>				
Contrats à terme de gré à gré sur actions (niveau 2)	(7,4)	(7,4)	1,8	1,8
Dérivés sur marchandises (niveau 2)	(10,1)	(10,1)	0,3	0,3
<b>Dette à long terme (niveau 2)</b>	<b>3 505,7 \$</b>	<b>3 542,2 \$</b>	<b>2 266,9 \$</b>	<b>2 267,3 \$</b>
<b>Obligations locatives (niveau 2)</b>	<b>414,8 \$</b>	<b>414,8 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>

## NOTE 22 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Le tableau qui suit présente le sommaire des instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2020 et au 31 mars 2019, classés selon la hiérarchie des justes valeurs présentée à la note 3.

<b>31 mars 2020</b>	<b>Niveau 1</b>	<b>Niveau 2</b>	<b>Niveau 3</b>	<b>Total</b>
Contrats à terme sur marchandises	– \$	(38,8) \$	– \$	(38,8) \$
Contrats de change	–	(9,1)	–	(9,1)
Contrats à terme de gré à gré sur actions	–	(7,4)	–	(7,4)
	– \$	(55,3) \$	– \$	(55,3) \$

  

<b>31 mars 2019</b>	<b>Niveau 1</b>	<b>Niveau 2</b>	<b>Niveau 3</b>	<b>Total</b>
Contrats à terme sur marchandises	– \$	0,6 \$	– \$	0,6 \$
Contrats de change	–	0,2	–	0,2
Contrats à terme de gré à gré sur actions	–	1,8	–	1,8
	– \$	2,6 \$	– \$	2,6 \$

Pour les exercices clos les 31 mars 2020 et 2019, il n'y a eu aucun changement aux techniques d'évaluation et aux données utilisées pour évaluer la juste valeur et il n'y a eu aucun transfert d'un niveau à l'autre dans la hiérarchie des justes valeurs.

Les justes valeurs des autres actifs, de la dette à long terme, des obligations locatives et des instruments financiers dérivés sont établies à l'aide de modèles d'actualisation des flux de trésorerie basés sur les données du marché à la date de l'état de la situation financière et sont aussi obtenues des institutions financières. Lorsque cela est possible, ces modèles utilisent des données observables fondées sur le marché, y compris les courbes de rendement des taux d'intérêt, la volatilité de certains prix ou taux et les écarts de taux. Dans certains cas, aucune donnée observable fondée sur le marché n'est disponible. Dans ces cas, les hypothèses utilisées pour déterminer la juste valeur sont fondées sur le jugement. Les estimations des justes valeurs dépendent dans une large mesure d'hypothèses, incluant le montant et l'échelonnement des flux de trésorerie estimatifs futurs et les taux d'actualisation. Les opérations sur dérivés de la Société sont comptabilisées sur une base de juste valeur.

## NOTE 23 INFORMATIONS À FOURNIR SUR LE CAPITAL

L'objectif de la Société en termes de gestion du capital est de s'assurer que la Société possède suffisamment de liquidités pour poursuivre ses stratégies de croissance et effectuer des acquisitions précises tout en conservant une approche conservatrice en termes de levier financier et de gestion du risque financier. Un objectif additionnel comprend une cible pour le niveau d'endettement à long terme correspondant à un ratio de 2,25 fois la dette nette sur le bénéfice avant intérêts, impôt sur le résultat, amortissements, profit à la cession d'actifs, réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise, coûts d'acquisition et de restructuration et profit lié à l'hyperinflation. De temps à autre, la Société peut s'éloigner de son niveau d'endettement à long terme cible afin d'effectuer des acquisitions et de saisir d'autres occasions stratégiques. Le cas échéant, la Société prévoit réduire le levier financier sur une période raisonnable en vue de maintenir ses notations de première qualité. De plus, la Société cherche à fournir un rendement sur investissement adéquat aux actionnaires. La Société croit que le rachat de ses propres actions peut représenter, en certaines circonstances, un investissement responsable de son capital.

Le capital de la Société est composé de la dette nette et des capitaux propres. La dette nette se compose de la dette à long terme, des obligations locatives et des emprunts bancaires, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. L'utilisation principale du capital de la Société est de financer les acquisitions.

## NOTE 23 INFORMATIONS À FOURNIR SUR LE CAPITAL (SUITE)

La mesure principale utilisée par la Société pour gérer son levier financier est le ratio de la dette nette sur le bénéfice avant intérêts, impôt sur le résultat, amortissements, profit à la cession d'actifs, réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise, coûts d'acquisition et de restructuration et profit lié à l'hyperinflation. Au 31 mars 2020 et au 31 mars 2019, les ratios de la dette nette sur le bénéfice avant intérêts, impôt sur le résultat, amortissements, profit à la cession d'actifs, réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise, coûts d'acquisition et de restructuration et profit lié à l'hyperinflation s'établissaient comme suit :

	2020	2019
Emprunts bancaires	528,5 \$	130,4 \$
Obligations locatives	414,8	–
Dette à long terme, y compris la tranche courante	3 542,3	2 267,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(319,4)	(112,7)
Dette nette	4 166,2 \$	2 285,0 \$
Bénéfice avant intérêts, impôt sur le résultat, amortissements, profit à la cession d'actifs, réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise, coûts d'acquisition et de restructuration et profit lié à l'hyperinflation	1 467,8 \$	1 221,3 \$
Ratios de la dette nette sur le bénéfice avant intérêts, impôt sur le résultat, amortissements, profit à la cession d'actifs, réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise, coûts d'acquisition et de restructuration et profit lié à l'hyperinflation	2,84	1,87

La Société dispose de facilités de crédit qui nécessitent une revue trimestrielle des ratios financiers et au 31 mars 2020, la Société respecte ces engagements concernant les ratios.

La Société n'est assujettie à aucune exigence sur son capital de la part d'un organisme de réglementation.

## NOTE 24 COÛTS D'ACQUISITION ET DE RESTRUCTURATION

Les coûts d'acquisition et de restructuration se répartissent comme suit :

	2020	2019
Coûts de restructuration	13,6 \$	1,2 \$
Coûts d'acquisition	32,4	50,2
Total	46,0 \$	51,4 \$

### COÛTS DE RESTRUCTURATION

Au cours de l'exercice 2020, la Société a annoncé la fermeture de deux usines de la Division Produits laitiers (Canada). Ces fermetures devraient avoir lieu à l'exercice 2021.

Le tableau ci-dessous présente les coûts de fermeture des usines.

	2020	2019
Dépréciation des immobilisations corporelles	3,5 \$	0,2 \$
Coûts de fermeture	10,1	1,0
Total	13,6 \$	1,2 \$

Les charges de dépréciation relatives aux immobilisations corporelles ont été comptabilisées dans le but de réduire la valeur comptable de ces actifs pour les ramener à leur valeur recouvrable estimative. Les coûts totaux après impôt pour l'exercice 2020 sont de 10,0 millions de dollars (0,8 million de dollars pour l'exercice 2019).

Les coûts de restructuration comptabilisés à l'exercice 2020 représentent les charges estimatives qui doivent être engagées pour restructurer ces activités. Les passifs liés aux coûts de séparation ont été inscrits dans les passifs courants dans l'état consolidé de la situation financière.

## NOTE 24 COÛTS D'ACQUISITION ET DE RESTRUCTURATION (SUITE)

### **COÛTS D'ACQUISITION**

Dans le cadre des acquisitions de Dairy Crest et de l'entreprise de fromages de spécialité (note 18), la Société a engagé des coûts d'acquisition de 32,4 millions de dollars (28,4 millions de dollars après impôt) au cours de l'exercice 2020. Au cours de l'exercice 2019, les coûts d'acquisition engagés se sont élevés à 50,2 millions de dollars (35,3 millions de dollars après impôt).

## NOTE 25 INFORMATION SECTORIELLE

La Société présente ses activités selon quatre secteurs géographiques. Le Secteur Canada se compose de la Division Produits laitiers (Canada). Le Secteur USA comprend la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA). Le Secteur International comprend la Division Produits laitiers (Australie) et la Division Produits laitiers (Argentine). Le Secteur Europe comprend la Division Produits laitiers (Royaume-Uni).

Ces secteurs à présenter sont gérés distinctement puisque chaque secteur d'activité représente une unité d'affaires stratégique qui offre différents produits et qui sert différents marchés. La Société évalue la performance géographique et sectorielle en fonction du bénéfice avant intérêts, impôt sur le résultat, amortissements, profit à la cession d'actifs, réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise, coûts d'acquisition et de restructuration et profit lié à l'hyperinflation.

La direction a regroupé la Division Fromages (USA) et la Division Aliments laitiers (USA) en raison de similitudes dans les rendements moyens à long terme et des facteurs de marché corrélés dictant des stratégies de prix qui affectent les opérations des deux divisions. Les divisions au sein du Secteur International ont été combinées en raison de similitudes dans les facteurs du marché mondial et les processus de production.

Les méthodes comptables des secteurs sont les mêmes que celles décrites à la note 3 portant sur les principales méthodes comptables.

## NOTE 25 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

### INFORMATION SUR LES SECTEURS À PRÉSENTER

Exercices clos les 31 mars		
	2020	2019
<b>Produits</b>		
Canada	4 007,3 \$	4 043,1 \$
USA	7 093,6	6 507,7
International	3 076,7	2 951,1
Europe	765,9	–
	<b>14 943,5 \$</b>	<b>13 501,9 \$</b>
<b>Bénéfice avant intérêts, impôt sur le résultat, amortissements, profit à la cession d'actifs, réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise, coûts d'acquisition et de restructuration et profit lié à l'hyperinflation</b>		
Canada	404,4 \$	413,7 \$
USA	615,4	544,7
International	304,9	262,9
Europe	143,1	–
	<b>1 467,8 \$</b>	<b>1 221,3 \$</b>
<b>Amortissements</b>		
Canada	91,9 \$	73,9 \$
USA	174,2	162,3
International	107,8	76,8
Europe	93,3	–
	<b>467,2 \$</b>	<b>313,0 \$</b>
Profit à la cession d'actifs	–	(194,5)
Réévaluation des stocks à la suite d'une acquisition d'entreprise	40,1	–
Coûts d'acquisition et de restructuration	46,0	51,4
Profit lié à l'hyperinflation	(27,8)	(18,5)
Charges financières, montant net	143,0	84,3
<b>Bénéfice avant impôt sur le résultat</b>	<b>799,3</b>	<b>985,6</b>
Impôt sur le résultat	216,5	230,3
<b>Bénéfice net</b>	<b>582,8 \$</b>	<b>755,3 \$</b>

## NOTE 25 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

### INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

	31 mars 2020	31 mars 2019
<b>Produits</b>		
Canada	4 007,3 \$	4 043,1 \$
USA	7 093,6	6 507,7
Australie	2 353,9	2 301,0
Argentine	722,8	650,1
Royaume-Uni	765,9	–
	<b>14 943,5 \$</b>	<b>13 501,9 \$</b>
<b>Valeur nette comptable des immobilisations corporelles</b>		
Canada	795,2 \$	679,3 \$
USA	1 664,1	1 499,2
Australie	916,1	818,4
Argentine	106,4	98,5
Royaume-Uni	368,2	–
	<b>3 850,0 \$</b>	<b>3 095,4 \$</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>		
Canada	326,9 \$	342,9 \$
USA	444,3	429,8
Australie	94,0	91,9
Argentine	10,5	11,6
Royaume-Uni	765,0	–
	<b>1 640,7 \$</b>	<b>876,2 \$</b>